

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Après les élections italiennes : polarisation ou convergence ? 1
- La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne 9
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (I) . 35
- Vérité et mensonge dans la constitution cubaine . 76

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Après les élections italiennes : polarisation ou convergence ?

Les observateurs qui n'ont su voir dans les résultats des élections italiennes que le phénomène de la « polarisation » des électeurs autour de la Démocratie chrétienne d'un côté, du Parti « communiste » de l'autre, et l'étrange race nouvelle des « politicologues » qui se penchent anxieusement sur ce phénomène pour en tirer un horoscope, ne font les uns et les autres qu'effleurer la *surface* des choses. Certes, la marche triomphale des deux mastodontes électoraux (« récupération » pour l'un, « avancée » pour l'autre) a écrasé les petits partis et les a réduits en poussière sous son poids formidable ; mais il manque à la soi-disant « polarisation »... un tout petit détail, que les daltoniens, à commencer par les groupes d'« extrême-gauche », ne verront jamais : l'existence de *deux pôles opposés*. Les deux gagnants de la « confrontation électorale » *ne sont pas* les deux branches de l'alternative sociale, ils ne sont même pas les deux branches d'une banale « alternative » parlementaire ou gouvernementale : ils ne sont que les deux *variantes* du *même refrain*.

Tous deux sont en effet *interclassistes*, à une importante différence près à l'avantage de la Démocratie chrétienne : elle *est* le parti de la classe dominante qui a étendu et introduit ses tentacules dans les rangs de couches intermédiaires et même, dans une mesure appréciable, ouvrières, alors que le P.C. a une base *sociale* ouvrière conditionnée et submergée par une couche concentrique toujours plus vaste de petits et moyens bourgeois urbains et ruraux. A preuve — toutes réserves faites sur la valeur de données purement statistiques — les nombreuses voix « volées » à la droite et au centre (le centre « laïque » !) par les démocrates chrétiens, et au centre, à la « gauche » et même à la droite par le P.C. (dont un dirigeant a reconnu qu'à Naples de nombreux électeurs ont voté pour son parti alors qu'ils votaient auparavant pour l'armateur ultra-conservateur, ultra-droitier et ultra-

monarchiste Lauro) ; à preuve encore le fait que les nouveaux « représentants du peuple » à l'enseigne de la faucille et du marteau drapés de tricolore sont pour une bonne partie des intellectuels empreints d'idéalisme, des socialistes et des radicaux repentis, des catholiques en désaccord avec l'Eglise parce que celle-ci n'est pas assez... chrétienne, des chefs d'entreprise et des experts de l'économie, des journalistes bourgeois à la recherche (comme ils l'ont dit) d'un « radeau », des généraux en grand uniforme, des magistrats en toge et en hermine, et toute une faune socialement bigarrée, réunie sous l'étiquette typiquement interclassiste et inter-parti d'« indépendants ». D'ailleurs un parti qui recueille 12,6 millions de voix peut-il encore être « ouvrier » ?

Démocratie chrétienne et parti « communiste » italien sont aussi *idéologiquement* parents ; mais là encore, une importante différence joue à l'avantage de la première : elle a *depuis toujours* un visage populaire, voire *populiste*. Le P.C., lui, a pris ce visage au fur et à mesure de sa dégénérescence, jusqu'au point d'apparaître comme le *deuxième parti de l'ordre*, un parti respectable, national, conscient de ses responsabilités patriotiques, réformiste à 100 %, respectueux des lois et de ceux qui les font appliquer — s'il polémique à l'occasion contre la Démocratie chrétienne, c'est parce qu'elle *n'est pas aussi prompte que lui* à les respecter et à les *faire respecter* —, rempli de révérence envers notre Sainte Mère l'Eglise ; bref, comme l'écrivait un historien « communiste » dans *L'Unità* du 24 juin (pour *s'en féliciter*), un parti qui est « l'héritier le plus authentique du réformisme de la deuxième Internationale, celui de Turati et de Prampolini », avec en plus ce que ce même Monsieur appelle l'héritage de la « tradition léniniste » (!!!), en ce sens que le P.C. possède, à la différence du *vieil* opportunisme, une forte organisation et une forte capacité de mobilisation des masses.

C'est un parti qui, comme l'a écrit à juste titre dans *Rinascita* (n° 24/1976) un autre historien « communiste » à la mode, a dépassé de loin le stade des « fronts populaires » : ces derniers n'étaient encore en effet qu'une « manœuvre tactique » qui n'excluait en *théorie* ni la révolution ni la dictature du prolétariat ; la nouvelle doctrine du « compromis historique », elle, impose en théorie et en pratique de « résoudre la contradiction » entre « la dimension toujours plus de masse de l'Etat et la permanence de sa direction de classe » au moyen de la méthode ultra-social-démocrate qui consiste à « restaurer [!!!] la dimension de l'Etat en tant que porteur d'un "intérêt social" », en utilisant dans ce but jusqu'aux « instruments » du New Deal de Roosevelt ou ceux de Keynes, et en les retournant en faveur... de la classe ouvrière. Berlinguer a été, il faut le reconnaître, très explicite en assumant l'héritage révisionniste : « *La marche vers le socialisme et l'édification de la société capitaliste doivent se faire dans le cadre d'une démocratisation continue de la vie économique, sociale et politique. Le socialisme constituera une phase supérieure de la démocratie et de la liberté : la démocratie réalisée de la façon la plus complète* » (discours prononcé

à Paris, d'après *L'Unità* du 4 juin). Qu'un tel parti puisse et doive faire siennes « toutes les conquêtes et toutes les valeurs positives qui se sont affirmées au cours du long et difficile développement historique de l'Europe », depuis la liberté religieuse jusqu'au pluralisme des partis, depuis l'agnosticisme jusqu'au fidéisme, depuis l'idéalisme jusqu'au socialisme chrétien et au fabianisme, cela va de soi. Que pour un tel parti « le dépassement du capitalisme » n'implique pas le moins du monde « la socialisation complète des moyens de production et l'abolition de la propriété et de l'initiative privée » mais qu'au contraire « non seulement dans la construction du socialisme, mais aussi dans une société socialiste avancée, des entreprises privées [puissent] agir utilement dans tous les secteurs, en même temps qu'un secteur public de l'économie » (Berlinguer dans *L'Unità* du 29 mai), rien de plus naturel. Mais au point où on en est, il est évident que le mince diaphragme idéologique et programmatique entre la Démocratie chrétienne et le P.C. devient une toile d'araignée, à travers les mailles de laquelle la « polarisation » se transforme non seulement en convergence mais bien en osmose.

Enfin les deux partis sont des partis frères sur le plan, disons, tactique, devant les exigences imposées par la crise. Ils sont l'un et l'autre pour un « pouvoir exécutif fort », une « économie concurrentielle », une administration « efficace ». Ils savent que les nécessaires sacrifices s'imposent à tous et que seul le consensus permet de les obtenir. La Démocratie chrétienne a montré dans la pratique qu'elle était pour l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie au moins autant que le P.C. ; peut-être même, en tant que parti de gouvernement, a-t-elle plus « mortifié » le capital privé que ne serait prêt à le faire son concurrent trompeusement vêtu de rouge. Tous deux veulent des investissements, des restructurations, des reconversions ; tous deux jettent un œil méprisant et agacé sur les poussées « corporatistes » et vulgairement matérialistes des travailleurs actifs (mais faméliques) ou jetés à la rue (et remplis de colère), et sur leur « absentéisme » invétéré. Ils ont chacun leur filiale syndicale et pourtant le syndicat encore nominalelement ouvrier a à sa direction, dans une parfaite harmonie de vues et de moyens d'action, des communistes et des démocrates chrétiens — s'il est encore loin d'être réalisé au sommet de l'Etat, le compromis historique est depuis longtemps une réalité, et pour cause, au sommet et à la base de l'organisation économique des travailleurs. Et que l'on ne vienne pas nous objecter que trop d'obstacles s'opposent encore à ce qu'ils aillent ensemble au gouvernement : les deux partis le savent, et tout en insistant avec ténacité dans sa proposition pour un gouvernement d'« unité nationale » beaucoup plus que d'« urgence », ouvert à tous les partis à l'exception des fascistes, Berlinguer n'est « ni pressé ni anxieux » d'y arriver tout de suite. Dans la ferveur de son éthique auto-flagellatrice, prêt d'avance à abdiquer « pour le bien du Pays », il déclare que si « l'ostracisme à l'égard de la gauche » ne cesse pas, « le P.C. continuera à

jouer son rôle d'opposition, *non seulement de contrôle critique et de stimulation, mais aussi de propositions constructives* », avant d'ajouter avec une fierté amplement justifiée : « *comme il l'a fait au cours des dernières années* » (1). Du reste le temps, à l'image de certains laxatifs, travaille pendant que le malade dort à poings fermés : dans un nombre considérable de conseils communaux, provinciaux, régionaux, les deux prétendus « pôles » ne pratiquent-ils pas déjà la « discussion » et le « dialogue » sur une plate-forme commune sur le terrain « concret » anxieusement recherchée par la direction de la Démocratie chrétienne, voire la collaboration ouverte ?

C'est donc une sottise colossale de parler de « polarisation » et de « poussée à gauche ». La polarisation n'existe pas, parce que ce qui se passe ressemble à la *coexistence pacifique* des superpuissances mondiales, à savoir consultation permanente, négociation ininterrompue, échanges continuels, convergence *de fait* pour se partager le gâteau. La poussée à gauche n'existe pas non plus, parce que ce qui s'est passé dans le « secret des urnes » c'est une poussée du centre — venue de « droite » comme de « gauche » — qui exprime une obscure aspiration *interclassiste* à la « stabilité », à la « sécurité », à la « garantie de survie », et il faut avoir le courage de dire qu'un *réflexe analogue* a joué et joue dans les rangs de la classe travailleuse elle-même dans l'atmosphère d'insécurité engendrée par la crise, favorisant ainsi (mais les « gauchistes » le comprendront-ils jamais ?) non pas la « mise au rencart du système » mais sa *conservation*, avec, naturellement, les *ravaudages* qui s'imposent.

*
**

« Le mécanisme électoral, écrivions-nous en 1948 à propos d'autres élections, est tombé désormais inexorablement dans le camp du conformisme et de la soumission des masses à l'influence des centres à très haut potentiel, de la même façon que la limaille de fer se range docilement selon les lignes de force du champ magnétique. L'électeur

(1) Déclaration à *L'Unità*, 24 juin 1976. Un historien anglais de l'Italie contemporaine, Mack Smith, observait récemment : « Il est certain que, sans la collaboration *utile et discrète* qu'ils [les communistes] offrent depuis quelques années, *la machine parlementaire aurait eu du mal à fonctionner* » (*Le Monde*, 22 juin 1976, souligné par nous). Un autre parlementaire « communiste », De Giulio, a répété que le P.C. n'est ni désireux ni pressé d'aller au gouvernement et qu'il serait disposé à trouver intéressante « une proposition de gouvernement Démocratie chrétienne-parti socialiste étendu même au parti républicain, avec un programme mis au point avec les communistes ». L'honorable parlementaire étant un homme d'esprit, il n'a pas hésité à faire un mot qui donne une idée de l'atmosphère feutrée, voire « domestique » du duel en cours entre les deux soi-disant « pôles » électoraux et parlementaires : « En préparation du compromis historique, nous ferons le compromis familial » — allusion au fait que le ministre de l'intérieur démocrate chrétien Cossiga est le petit-cousin de Berlinguer...

n'est lié ni à une idéologie ni à un parti mais à *l'influence du pouvoir*, et ce qu'il résoud dans l'isolement ce n'est certainement pas les grands problèmes de l'histoire et de la science sociale, mais quatre-vingt dix-neuf fois sur cent le seul problème qui soit à sa portée : Qui va l'emporter ? Ce difficile problème qui consiste à savoir qui est le plus fort se pose au candidat par rapport au gouvernement, aux gouvernements dans le domaine international. Il se pose à l'électeur par rapport au candidat pour lequel il vote ; *il cherche, il n'apporte pas, un soutien dans la difficile lutte de tous les jours* » (2).

Ce sont ces causes matérielles qui expliquent la « polarisation » des votes autour des deux partis géants. Était-il possible que *sur ce terrain* se forme un *pôle de classe véritable* ? A cette question nous répondions déjà à l'époque : « La longue pratique opportuniste des chefs des organisations dites de masse a conduit à une situation où il n'est plus possible de réaliser une avancée progressive, *dans la lutte sur le terrain des élections*, d'un parti qui a un programme et une attitude d'opposition de principe et qui proclame devant les électeurs le *refus de l'illusion selon laquelle les classes exploitées peuvent arriver au pouvoir par la voie démocratique* ».

L'histoire s'est répétée sous la forme du regroupement qui a prétendu lors des dernières élections présenter une « alternative » au bloc de pouvoir bourgeois : la Sainte Trinité d'« extrême-gauche » intitulée *Democrazia Proletaria*, rassemblant le *P.D.U.P.-Manifesto*, *Avanguardia Operaia* et *Lotta continua*, entraînant derrière eux les staliniens déclarés du *Mouvement des travailleurs italiens pour le socialisme* (ex-*Movimento studentesco*) et les « trotskystes » de la IV^e Internationale.

Non seulement cette triste « extrême-gauche » n'a manifesté aucune opposition de principe à la vieille et fatale illusion de la « voie démocratique au pouvoir », mais elle n'a fait que la renforcer par son appui à *l'opportunisme sans voiles* et à *la démocratie en général*. L'appui à l'opportunisme s'est basé sur trois axiomes aussi faux les uns que les autres. D'abord, l'idée qu'on devient opportuniste par *choix*, et qu'on peut pareillement choisir, sinon de se reconvertir en révolutionnaires véritables, du moins de revenir sur des positions de classe ; d'où le raison-

(2) *Dopo la garibaldina*, article publié en 1948 dans notre organe de l'époque *Prometeo*, n° 10, 1^{re} série, et récemment réédité dans *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*, Edizioni Il Programma Comunista, 1973, pp. 60-61. On peut remarquer que comme en 1948, bien qu'à un degré moindre, le fait d'agiter — de façon toute rhétorique — le drapeau rouge a contribué *lui aussi*, par les réactions subjectives de *peur* dans de larges couches bourgeoises et d'*espoir prudent* ou au moins d'*attente* dans de larges couches ouvrières, à renforcer les grands partis au détriment des petits, y compris ceux qui à l'« extrême gauche » brandissaient bruyamment ce drapeau.

nement : faisons pression sur le P.C., aiguillons, nous les puces, le pachyderme, et il redeviendra un fier destrier galopant vers le socialisme ! Ensuite, l'idée que l'existence d'une « base ouvrière » suffit à rendre « ouvrier » dans sa doctrine et dans sa pratique un parti qui ne fait pourtant pas mystère d'avoir renié la doctrine du marxisme et de l'avoir foulé au pied en pratique. Enfin, l'idée que la crise économique est de façon mécanique synonyme de crise politique, et que grâce à la purification universelle qu'apporteraient des situations qualifiées à chaque fois de « pré-révolutionnaires », même le pécheur le plus endurci serait obligé de reconnaître ses fautes et de faire amende honorable. Quant à l'appui à la démocratie en général, qu'ont invoqué, pendant et après la campagne électorale, nos « révolutionnaires » d'extrême-gauche, sinon une variante plus « intelligente », donc plus apte à sauvegarder les institutions et l'ordre existants, du réformisme ? Qu'ont-ils fait, sinon répandre parmi les prolétaires l'illusion qu'on pouvait détruire le fascisme... en promulguant des lois, qu'on pouvait instaurer le « pouvoir ouvrier » en battant la Démocratie chrétienne aux élections, qu'on pouvait adapter les investissements et les restructurations industrielles aux besoins de la consommation « populaire » — en somme, qu'on pouvait atteindre par la voie parlementaire et démocratique ce qu'ils disaient auparavant vouloir atteindre par le « mouvement » (« de masse », naturellement) ?

Le « parlementarisme révolutionnaire » de Lénine dont ils font semblant de se réclamer devait être l'instrument d'une agitation permanente non seulement contre le parlement mais aussi contre les illusions démocratiques et contre l'Etat ; c'était en outre un instrument à rejeter au plus vite dans des situations pré-révolutionnaires comme celle que connaîtrait l'Italie à en croire les discours quotidiens de ces ex-« extra-parlementaires ». Dans leurs mains, il est devenu le véhicule d'idéologies ultra-démocratiques et même ultra-parlementaires et ce, comme par hasard, juste au moment où la révolution était soi-disant au coin de la rue ! Les nauséabondes manœuvres tactiques du stalinisme première manière prétendaient au moins avoir pour justification le dessein de « démasquer l'adversaire » en lui faisant perdre la face. Les manœuvres de *Democrazia Proletaria* se sont traduites par un effort constant pour redonner au P.C. et même au P.S.I. une image *subversive*, pour leur apporter une *caution* « révolutionnaire ». Elles ont « démasqué l'adversaire » au point d'attendre la « naissance du parti révolutionnaire de classe » de l'expérience, qualifiée de salutaire, du bloc électoral enfin constitué ! Aujourd'hui, aux naïfs qui croient que les « révolutionnaires » d'extrême-gauche vont revenir à leurs idées sur le « mouvement de masse », le secrétaire politique national d'*Avanguardia Operaia* répond : Pas du tout, il s'agit de « faire fructifier au maximum notre présence politico-institutionnelle pour multiplier l'incidence politique du mouvement de masse ». A la bonne heure : le « mouvement » (dont on sait, depuis Bernstein, qu'il est tout, alors

que le but n'est rien), passe, en se « multipliant », non pas *en dehors* des institutions bourgeoises, ni *contre* elles, mais *à travers* elles, et en premier lieu, à travers les institutions électorales et parlementaires !

★ ★

Mais en attendant, grâce aussi à cette « couverture d'arrière garde », l'« italo-communisme » et l'« euro-communisme » vont majestueusement de l'avant... Les élections passent sans laisser de trace dans l'histoire ; et pourtant, c'est une des *constantes* enregistrées par le marxisme dans le jeu changeant des classes, face aux élections, comme face au père éternel dans la mythologie chrétienne, chacun montre sa véritable nature. C'est uniquement pour cela que nous en avons parlé, dans la mesure où elles confirment de manière éclatante que, dans l'ambiance et sur le terrain longuement préparé par la trahison social-démocrate et stalinienne, aucune polarisation de classe (et donc aucune polarisation *réelle*) n'est *tolérable*. Seules sont admises la *convergence* et l'*osmose* entre les grands partis bourgeois et les grands partis opportunistes, entre les fausses gauches spontanéistes et centristes et ces derniers.

La boussole de notre époque férocement *conditionnée* ne connaît qu'un pôle : celui du *conformisme*. On ne peut *préparer* un changement radical de sens de l'aiguille magnétique ni en brandissant le drapeau de la démocratie (fût-elle « avancée ») pour servir soi-disant la cause du prolétariat, ni en demandant à l'opportunisme de changer de *peau* ou, pire encore, en lui prêtant main-forte dans l'opération — dans laquelle du reste il excelle — qui consiste à changer de *visage* et *d'habit*. On ne prépare ce changement qu'en agissant dans le sens du seul pôle que les grands affrontements sociaux connaissent, le pôle de la *guerre indépendante de classe*. C'est une raison de plus en faveur de notre abstentionnisme motivé et enraciné.

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Dans ses numéros les plus récents, « Le Prolétaire » a notamment publié des articles sur les sujets suivants (le chiffre entre parenthèses indique le numéro du journal) :

- **Luttes revendicatives**
 - Non au « consensus social », vive la lutte des classes ! (217)
 - La grève des cheminots : mouvement étranglé devra renaître (217)
 - Pour la défense des travailleurs « hors statut » (218)
 - 1^{er} mai : pour la lutte de classe prolétarienne ! (219)

- **Soldats et antimilitarisme**
 - Un militarisme heureux (220)
 - La solidarité avec la lutte des soldats :
 - Quelques tâches du mouvement de soutien (220)
 - La lutte contre la répression (221)
 - Mouvement de soutien et antimilitarisme (223)

- **Agitation universitaire**
 - Lutte prolétarienne et lutte des demi-classes (216, 217)
 - Ce que dit le parti aux étudiants (219)
 - Les grèves de l'Université (220, 221)

- **Syndicats**
 - La CFDT, en marge du 39^e Congrès (221, 222)

- **Moyen-Orient**
 - Au Moyen-Orient, l'incendie permanent (218)
 - Le volcan du Proche-Orient (223)

- **Afrique**
 - Le séisme social en Afrique australe (223)

- **Critique politique**
 - A force de courir après les « gouvernements ouvriers », on perd la voie de la révolution prolétarienne (219)
 - Leur « front unique » et le nôtre (219 à 224)

- **Questions de doctrine**
 - But final du mouvement communiste et rapports entre Parti, Etat, syndicats et conseils d'usine au cours de la dictature prolétarienne (218, 219, 221, 222)

Le numéro : 1,50 F. Abonnement annuel : 30 F ; pli fermé : 44 F. Commandes aux Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, Paris 12^e. Distribué par les NMPP.

La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne

L'agitation sociale en Espagne s'accompagne, comme c'était inévitable, d'une activité politique qui fait ressurgir des orientations, des programmes, des principes anciens et toujours remis à neuf. Tout se passe comme si l'histoire faisait brusquement ressusciter tous les problèmes qui se sont abattus sur la péninsule ibérique pendant les années trente. Et sur la classe ouvrière s'abat à nouveau le fléau de l'« alternative historique » entre le franquisme et la démocratie accompagnée de ses inséparables satellites : la social-démocratie, le stalinisme et les « nationalismes » basque et catalan.

La tragédie du prolétariat espagnol — expression de la tragédie internationale de la classe ouvrière — c'est d'abord une défaite sanglante, pratiquement sans équivalent, une défaite qui reflète le *cannibalisme* toujours plus féroce de la classe bourgeoise. C'est ensuite que cette défaite ait eu lieu à une époque où l'absence du parti de classe — détruit sous les coups de la réaction capitaliste mondiale, en Russie comme ailleurs — a empêché le prolétariat de tirer les terribles leçons de ces années de lutte ardente, qui auraient pu éviter à cette classe tant de fois trahie et massacrée d'avoir à reprendre en vain son interminable calvaire. En Espagne comme ailleurs, les années trente n'ont connu que des partis dégénérés ; les rares courants qui les combattaient étaient ou bien trop faibles pour faire entendre leur voix, ou bien, comme le trotskysme, en train eux-mêmes de dégénérer lentement par rapport à leurs lointaines origines, et incapables de tirer des événements d'Espagne un solide bilan historique ancré aux principes originels du communisme. C'est pour cela précisément que *les artisans mêmes* de la défaite de l'indomptable prolétariat espagnol peuvent aujourd'hui, dans l'irrésistible renaissance de la lutte ouvrière, faire prévaloir leur voix et leur orientation, *identique* à celle d'hier.

La réintroduction de ce bilan historique, qui dépasse de loin les limites de l'Espagne, dans l'avant-garde prolétarienne naissante, est dialectiquement liée à la reconstruction du Parti de classe solidement ancré à la défense de la doctrine, des principes et du programme communistes. Elle est indispensable pour permettre au prolétariat de déjouer les mille et une embûches tendues par la classe dominante pour entraver sa préparation révolutionnaire, ou pour essayer de l'écraser par les armes le jour inévitable où l'histoire remettra à l'ordre du jour les « choix » décisifs.

*
**

Les années 1930-1939 furent le théâtre d'un gigantesque jeu de forces *internationales*, ou du moins *continentales* ; les principaux protagonistes en étaient le fascisme, dans ses multiples variantes plus ou moins achevées (l'italienne, l'allemande, l'espagnole), la démocratie bourgeoise, la social-démocratie, le stalinisme, le centrisme sans principes et enfin l'anarchisme aux principes impuissants. Tout bilan historique de cette époque doit en particulier confirmer dialectiquement dans les aires de révolution « simple », le rôle strictement contre-révolutionnaire de la démocratie bourgeoise ; le dédoublement politique de la bourgeoisie, face à l'exacerbation des antagonismes de classe, en deux formes, réaction fasciste d'une part, démocratie parlementaire de l'autre, qui convergent dans une œuvre commune de défense bourgeoise ; le rôle essentiel de soutien de la démocratie joué par les forces social-démocrates et staliniennes, qui, loin de s'opposer réellement à la réaction capitaliste, en sont au contraire des pièces maîtresses ; la capitulation devant le bloc démocratico-réformiste de tous ceux qui refusent la dictature prolétarienne, la violence et la terreur centralisées par le parti préparé et décidé à les exercer de façon autoritaire et exclusive, et cherchent en vain d'impossibles voies intermédiaires entre la dictature du prolétariat et la dictature de la bourgeoisie (centristes, anarchistes) ; enfin il doit confirmer le rôle antiprolétarien des courants autonomistes ou « nationalistes » espagnols, indissolublement liés à la démocratie bourgeoise.

A travers le « cas espagnol » nous nous proposons d'aborder succinctement les trois premiers thèmes. Notre polémique ne visera pas tant les partis de la démocratie bourgeoise et leurs expressions « ouvrières » qui font l'apologie ouverte du régime capitaliste comme cadre prétendument « naturel » de l'émancipation prolétarienne ; elle s'exercera surtout contre ceux qui, tout en se revendiquant de la révolution communiste et de la lutte contre la bourgeoisie, croient cependant pouvoir reconnaître à la social-démocratie et au stalinisme une capacité de lutte contre l'offensive ouverte de la droite, ou pire encore préconisent une prétendue « défense révolutionnaire de la démocratie » contre le fascisme.

L'histoire du mouvement ouvrier entre les deux guerres illustre tragiquement la thèse aujourd'hui oubliée de l'Internationale de Lénine selon laquelle, dans les aires de capitalisme développé, la démocratie bourgeoise et ses partis ne peuvent plus jouer qu'un rôle contre-révolutionnaire. A cela nos adversaires n'ont jamais manqué de répondre qu'en Espagne la situation était et est différente, en raison de « conditions particulières » justifiant une « voie nationale » autonome : l'Espagne étant plus arriérée industriellement que les autres pays européens, le mouvement prolétarien espagnol pouvait soi-disant s'appuyer sur la démocratie ou du moins sur les partis « ouvriers » réformistes afin de préparer de « meilleures conditions » pour sa lutte future. Le fait que c'est la bourgeoisie espagnole elle-même qui se prépare aujourd'hui à restaurer le régime parlementaire, comme elle le fit *pacifiquement* en 1931, ainsi que les grandes manœuvres de l'opportunisme « ouvrier », devraient leur démontrer de façon éloquente que dans ce jeu politico-institutionnel c'est la bourgeoisie qui récolte les bénéfices. Dans l'Europe du XIX^e siècle, ou dans la Russie tsariste à demi barbare, la démocratie était le drapeau de la lutte insurrectionnelle des masses contre l'Ancien Régime et ses classes dominantes. En Espagne, c'est la classe dominante et son Etat qui s'apprêtent à l'accorder aujourd'hui, tout comme ils l'ont instaurée hier.

1930 : l'instauration de la République

En 1930, en pleine crise économique, ce sont les forces mêmes de l'Etat qui congédient la monarchie et proclament la république, dotant ainsi le pouvoir bourgeois d'une plus grande souplesse stratégique et tactique. « *Les monarchistes qui veulent suivre mon opinion, déclarait le roi détrôné, non seulement s'abstiendront de mettre des obstacles au gouvernement actuel, mais l'appuieront dans tous ses plans politiques* » (1) ; l'Eglise catholique adoptait une attitude favorable au nouveau régime.

La formidable capacité de résistance contre la révolution prolétarienne que le capital tire du régime démocratique est inséparable de *l'intégration dans l'appareil d'Etat* de la social-démocratie et aujourd'hui du stalinisme, dans la mesure même où ceux-ci, en encadrant et en entraînant derrière eux de larges masses exploitées, parviennent à faire ce que la bourgeoisie du XIX^e siècle n'avait pu réaliser. Au XX^e siècle, l'évolution de l'opportunisme en Europe, ainsi que dans certaines aires arriérées, a suivi celle du capitalisme international. L'opportunisme a mûri, il s'est plongé dans la collaboration de classe, il a tissé avec la classe dominante des liens solides, politiques, sociaux,

(1) Hugh Thomas, *La guerra civil española*, Paris (Ed. Ruedo Iberico), p. 36.

économiques, devenant ainsi partie intégrante des lignes de défense du *statu quo* politique et social (2).

En 1930, pour assurer le passage indolore de la monarchie à la république, une alliance se forma entre anciens monarchistes, républicains et social-démocrates. Le chef du gouvernement de la nouvelle république était Alcalá Zamora, ancien ministre du dictateur Primo de Rivera, et catholique fervent, tout comme Maura, le nouveau ministre de l'Intérieur. Les autres ministres étaient : Martínez Barrio, franc-maçon ; Azaña, républicain ; Fernando de los Ríos, socialiste ; Indalecio Prieto, leader socialiste ; Largo Caballero, dirigeant socialiste, secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs (U.G.T.) — syndicat qui avait honteusement collaboré avec la monarchie — et ancien conseiller d'Etat de Primo de Rivera ; Lerroux, ancien démagogue à la solde de la bourgeoisie catalane et chef de la droite ; Nicolau d'Olwer, proche du mouvement catalan ; Quiroga, libéral. Ce n'est pas pour rien que Calvo Serrer, dirigeant de la junte démocratique, carliste et associé du P.C.E., rappelle en toute occasion qu'aujourd'hui il s'agit de recommencer le même scénario !

La seconde république espagnole ne naît ni révolutionnaire, ni même réformiste : elle est d'emblée contre-révolutionnaire. Dans toute son histoire, aussi bien sous la direction du centre ou des « gauches » que sous celle de la droite, elle ne jouera jamais *aucun rôle* contre les anciennes classes ou forces sociales, dont le poids *historique* était d'ailleurs secondaire dès cette époque, même si leur poids social n'était pas négligeable. Elle est la base d'une stratégie efficace qui vise à désarmer les ouvriers et les semi-prolétaires et, quand cela ne sera plus possible, à les massacrer féroce. La liste des « prouesses guerrières » de la jeune république contre les exploités serait interminable ; par contre le front unique catholico-républicain-socialiste ne se risquera jamais à toucher, ne fût-ce que timidement, aux scories du passé (question agraire, cléricisme, « caciquisme »). L'ordre donné par Azaña, l'apôtre du Verbe républicain, résume bien toute sa fonction historique : « *Ni blessés, ni prisonniers : tirez au ventre !* » (3).

Dès ce moment on pouvait dire, comme en Italie en 1921 :

« Il fut un temps où le jeu de la gauche s'opposait à celui de la droite bourgeoise parce que cette dernière usait de moyens coercitifs pour maintenir l'ordre, tandis que la gauche entendait le maintenir par

(2) C'est cette même maturation (qui atteint déjà le niveau de la putréfaction) qui amène Camacho, dirigeant du P.C.E. dans la clandestinité, et pratiquement emprisonné depuis 1968, à déclarer lors de sa récente libération : « *Malgré mes longues années de prison, je ne garde rancune à personne. Je ne cherche aucune sorte de revanche. L'heure est arrivée pour tous les Espagnols, sans discrimination, de lutter ensemble pour que dans notre patrie, nous puissions tous vivre en commun.* » (Le Monde, 2 décembre 1975.)

(3) Feirats, *Los anarquistas en la crisis política española*, Buenos Aires, 1964, p. 90.

des moyens libéraux. Aujourd'hui, l'époque des moyens libéraux est close et le programme de la gauche consiste à maintenir l'ordre avec plus d'« énergie » que la droite » (4).

Dans cette stratégie bourgeoise, la fonction infâme de la social-démocratie est condensée en quelques mots par Largo Caballero lui-même : « *Nous, socialistes, avons poussé la loyauté, après avoir mis toute notre force organisée au service de la révolution [pour eux, l'instauration de la république avait été une révolution — N.d.R.], jusqu'à contribuer, un peu à contre-cœur [sic], mais avec la loyauté à laquelle nous étions obligés, à ce que le Parlement approuve l'ensemble de la législation répressive et restrictive qui existe aujourd'hui en Espagne. Législation qui sera, certainement, utilisée contre les travailleurs ; mais qui était nécessaire pour le soutien du régime [...]. Nous avons travaillé à empêcher des grèves qui auraient pu bouleverser l'économie du pays. Il est clair que nous ne pouvions les éviter toutes ; mais, en définitive, nous nous sommes comportés loyalement » (5).*

Le fait que toute l'histoire de l'Espagne des années trente ait indissolublement lié la démocratie et la social-démocratie (celle-ci étant le soutien nécessaire de celle-là) dans un des pays les plus arriérés industriellement du continent, montre que « *on ne doit ni ne peut parler d'une fonction historique [sous-entendu : révolutionnaire - N.d.R.] de la social-démocratie dans les pays d'Europe occidentale où le régime démocratique existe depuis longtemps et est entré dans une phase de décadence où il n'est plus rien qu'une survivance historique. Pour nous, il ne peut y avoir d'autre passage révolutionnaire du pouvoir que des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat, de même qu'on ne peut concevoir d'autre forme de pouvoir prolétarien que la dictature des Conseils » (6).*

Ce serait une objection banale que de soutenir qu'en Espagne la démocratie était « toute récente », car le degré de maturité historique des formes sociales et politiques ne se mesure pas pays par pays, mais à l'échelle de grandes aires géo-historiques : la preuve en est précisément la dynamique de la lutte des classes, des forces et des formes politiques espagnoles au cours de ces dix années.

Les « deux années noires » (1933-1935)

L'exclusion temporaire du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol du gouvernement après les élections de 1933 et sa participation au Pacte

(4) « Du gouvernement », *Il Comunista*, 2 décembre 1921. Réédité dans *Communisme et fascisme*, Editions Programme Communiste, p. 63.

(5) *Discours aux travailleurs*, cité dans P. Broué, *La révolution espagnole*, Flammarion, p. 112.

(6) « La fonction de la social-démocratie en Italie », *Il Comunista*, 6 février 1921. Réédité dans *Communisme et fascisme*, p. 36.

d'Alliance Ouvrière et au mouvement d'Octobre 1934 (qui verra l'insurrection des Asturies) ne démentent pas notre analyse ; au contraire, elles la *confirment*.

Deux ans, après la proclamation de la république, alors que l'idylle républicaine était dissipée par le feu nourri des mitrailleuses bourgeoises et que les antagonismes de classe mûrissaient et s'exacerbaient, la bourgeoisie espagnole savait, à la veille de lancer son offensive contre le « désordre social », que le Parti Socialiste ferait un meilleur travail dans l'opposition. L'art politique suprême de la bourgeoisie ne consiste pas seulement en effet à se constituer en parti dirigeant, mais aussi à se fabriquer une opposition dont le programme et les principes ne sortent pas du cadre des institutions bourgeoises, et qui constitue un instrument d'autant plus efficace que son influence sur le prolétariat est plus grande.

En 1933, après la victoire du bloc des droites, la classe ouvrière se dresse contre la réaction en un puissant élan unitaire, renforcé par les événements d'Allemagne, puis d'Autriche. Le problème du front unique prolétarien se pose de façon brûlante. Mais au lieu de s'appuyer sur cet élan afin de forger un large front des prolétaires et de leurs organisations syndicales pour résister à l'offensive bourgeoise contre les conditions de vie et de lutte des travailleurs, au lieu de combattre au travers même de cette lutte l'influence et l'œuvre contre-révolutionnaire de la social-démocratie, les courants « extrémistes » en font une occasion pour se mettre à la remorque de cette dernière : au nom de l'unité prolétarienne, ils font l'unité *avec* le Parti Socialiste (à l'exception du stalinisme, encore plongé dans la théorie du « social-fascisme », et de la C.N.T. catalane).

Le Pacte d'Alliance Ouvrière fut un monstrueux front unique *politique* dirigé en fait par le P.S.O.E., qui se parait d'un nébuleux langage extrémiste incompatible avec les principes révolutionnaires. En paroles, l'Alliance Ouvrière se proposait de barrer la route à la réaction des droites, et de « promouvoir et mener à son terme la révolution sociale ». Mais elle n'avancait pour cela *aucun moyen d'action* et se gardait bien de préciser le terrain sur lequel le prolétariat aurait pu, nous ne disons pas conquérir le pouvoir, mais simplement se défendre. Par contre, elle affirmait la nécessité de « travailler à un commun accord [avec les social-démocrates !] jusqu'au triomphe de la révolution sociale » et à l'instauration du socialisme ! Cette Alliance fut l'instrument au moyen duquel le P.S.O.E. et les chefs de l'U.G.T. muselèrent et traînèrent derrière eux les anarchistes des Asturies, les Jeunesses libertaires, le Bloc ouvrier et paysan, et la Gauche Communiste d'Andrés Nin. Elle annonçait déjà l'alignement politique défaitiste qui se produira dans les deux premiers mois de la guerre civile, en 1936, lorsqu'on verra le P.S.O.E. montrer ce qu'il entendait en fait par « révolution sociale » — cette révolution à laquelle il invitait certains

partis bourgeois (l' « Esquerra » catalane et les républicains) à s'associer « moralement » !

La perspective socialiste était clairement énoncée par son chef, Largo Caballero, ce Haase espagnol :

« Le Parti Socialiste fut chassé du pouvoir de façon ignominieuse. Le Parti Socialiste et la classe ouvrière consciente d'Espagne ne pourront jamais oublier qu'après ce qu'ils avaient fait [en instaurant toute la législation antiproletarienne et en s'efforçant d'empêcher les mouvements ouvriers — N.d.R.] on les ait chassés de la manière [!] dont cela a été effectué [...]. Je crois que sous la République, il se comprend parfaitement qu'on dise à la classe ouvrière de façon claire et nette qu'elle n'a pas atteint le but de ses aspirations [c'est-à-dire maintenir les socialistes au gouvernement! — N.d.R.], et qu'il lui faut aller beaucoup plus loin. Que « beaucoup plus loin » ne signifie pas abattre la République [...], mais remplacer cette République par une République sociale [démocrate — N.d.R.] [...]. D'abord, lutter de tout notre possible pour amener au parlement tout ce que nous pourrons ; plus il y en aura et mieux ce sera. De même dans les conseils municipaux. C'est-à-dire la lutte légale, la lutte dans le cadre de la constitution. Nous luttons dans ce cadre [...]. Pour assurer la victoire, nous devons en finir avec les luttes internes à la classe ouvrière » (7).

Lorsque se produit la provocation bourgeoise de 1934, avec l'entrée des droites au gouvernement, le prolétariat des Asturies se soulève en un sursaut irrésistible qui entraîne jusqu'aux ouvriers de la base du P.S.O.E. Sa défaite sera favorisée par la trahison de celui-ci, qui en sortira pourtant avec l'auréole de la Révolution. « Le Parti Socialiste [...] gardait jusqu'au dernier moment ouverte une voie de retraite par où se réfugier dans une solution démocratique. C'est là qu'il faut chercher les causes immédiates et concrètes de l'échec de la révolution du 5 octobre [...]. Dans l'activité du parti socialiste pour sa préparation à la lutte armée, la considération majeure était d'assurer la retraite si une occasion se présentait, plutôt que de prendre des mesures pour assurer la victoire si un combat éclatait. Toute cette tactique s'expliquait par le souci de retenir les masses » (8).

(7) *Discours aux travailleurs* dans Broué, *op. cit.*, pp. 112-113.

(8) Fersen « La défaite de l'Octobre espagnol », *New International*, décembre 1934, pp. 136-137, cité dans *La révolution espagnole* de Léon Trotsky, Editions de Minuit, p. 287.

De son côté Manuel Grossi écrit dans son journal de l'insurrection des Asturies : « A notre grande surprise les travailleurs de la capitale [des Asturies] restent absolument passifs. Voilà déjà trente heures que nous soutenons une lutte victorieuse dans le bassin des houilles, et les ouvriers d'Oviedo ne semblent informés de rien [...] Qui en porte la responsabilité ? Nous savons que les ouvriers d'Oviedo voulaient entrer en action le 5 déjà, mais, à simple constat, (suite page 16)

Et on prétend aujourd'hui présenter le Pacte d'Alliance Ouvrière comme un modèle, comme la preuve que l'opportunisme est capable de collaborer à la lutte révolutionnaire ! Et cela justement sur un terrain où la condition élémentaire de la victoire est la volonté de vaincre et la longue préparation *politique et organisative* de l'insurrection et de la dictature !

C'est à cette époque, dans les « deux années noires » des gouvernements de droite (1933-1935) — mais celles du « centre-gauche » de 1931-1933 avaient-elles été moins sombres ? — que la bourgeoisie espagnole touche au sommet de sa stratégie, un sommet déjà atteint dans les pays d'Europe où les antagonismes sociaux sont les plus exacerbés et ont un caractère chronique. Tout en offrant aux masses l'opium démocratique, en utilisant à fond la précieuse collaboration de la social-démocratie et du stalinisme (déjà lancé à corps perdu dans la politique de défense de la démocratie et des Fronts Populaires), et en les alliant par la logique même du jeu démocratique aux partis dits « libéraux » et républicains, elle prépare l'offensive généralisée de ses corps officiels de répression ainsi que des milices para-étatiques (carlistes, phalangistes).

Quinze ans auparavant, constatant les fonctions dialectiquement convergentes de la réaction fasciste et de la démocratie parlementaire, la Gauche Communiste « italienne » avait montré que dans les périodes culminantes de la lutte de classe

« les partis constitutionnels organisés de façon à faire sortir des consultations électorales du peuple une réponse favorable au régime capitaliste signée de la majorité ne suffisent plus. Il faut que la classe sur laquelle l'Etat repose assiste celui-ci dans ses fonctions selon les exigences nouvelles. Le mouvement politique conservateur et contre-révolutionnaire doit s'organiser militairement et remplir une fonction militaire en prévision de la guerre civile. Il convient à l'Etat que cette organisation se constitue « dans le pays », dans la masse des citoyens, parce qu'alors la fonction de répression se concilie mieux avec la défense désespérée de l'illusion qui veut que l'Etat soit le père de tous les citoyens, de tous les partis et de toutes les classes [...]. A côté de l'Etat [le parti de l'ordre] va « plus vite » que le prolétariat à s'armer, il s'arme mieux aussi et il prend l'offensive contre certaines positions occupées par son ennemi et que le régime libéral avait tolérées [...].

ce sont les dirigeants qui s'y sont opposés » (L'Insurrection des Asturies, Ed. EDI, Paris, p. 68). A Madrid, le P.S.O.E. — qui est là aussi le parti dirigeant — non seulement n'a pas préparé les ouvriers, mais il ne cherche même pas à renforcer les grèves qui éclatent tandis que la répression commence à s'abattre sur les prolétaires de plus en plus désorientés. Le massacre de travailleurs des Asturies sera effroyable : 3.000 travailleurs tués, 7.000 blessés, 40.000 prisonniers. C'est en toute cohérence que, plus tard, Largo Caballero niera avoir inspiré l'insurrection. Avec d'autres dirigeants socialistes, il sera absous par les tribunaux bourgeois.

Si la pression révolutionnaire du prolétariat s'accroît, la bourgeoisie tendra probablement à intensifier au maximum ces deux fonctions défensives, qui ne sont pas incompatibles, mais parallèles. Elle affichera la politique démocratique et même social-démocrate la plus audacieuse, tout en lâchant les groupes d'assaut de la contre-révolution sur le prolétariat pour le terroriser » (9).

Le Front Populaire (1936)

Pour la bourgeoisie espagnole, ce rôle fut joué par l'accord électoral du Front Populaire de 1936, signé par la Gauche Républicaine d'Azaña, l'Union Républicaine, le P.S.O.E., l'U.G.T., le P.C.E., les Jeunesses Socialistes, le Parti Syndicaliste et le P.O.U.M., et appuyé par les dirigeants de la C.N.T. anarchiste — accord qui réaffirmait les principes les plus classiques de la conservation politique, économique et sociale.

La victoire électorale du Front Populaire ouvre la voie à un gouvernement présidé par Azaña et ouvertement favorisé par la droite, qui s'est abstenue de présenter un candidat à la présidence. Face à une agitation sociale croissante des masses qui ne sont pas disposées à renoncer à leurs aspirations matérielles en échange d'illusions démocratiques, ce gouvernement déclenchera une effroyable répression contre les prolétaires ainsi que contre les paysans pauvres d'Estrémadure, prodiguant mitraille, lois martiales, arrestations en masse, fermant les locaux de certaines organisations ouvrières, et déclarant illégaux les grèves et les manifestations, tandis que phalangistes, carlistes et même socialistes multiplient les attaques contre les ouvriers anarchistes.

Parallèlement, le gouvernement d'Azaña, au courant des préparatifs de l'offensive finale militaro-fasciste, couvrira le putsch en gestation (10),

(9) « Le fascisme », *Il Comunista*, 17 novembre 1921. Réédité dans *Communisme et fascisme*, pp. 53-54.

(10) « En avril 1936, [le colonel] Mangada publia une brochure amplement documentée, qui non seulement dénonçait le complot fasciste, mais prouvait de façon exhaustive que le président Azaña était absolument au courant du complot lorsque le 18 mars 1936, à la demande de l'Etat-Major, son gouvernement avait donné à l'armée un certificat de bonne conduite. Se référant à des « rumeurs persistantes concernant l'état d'esprit des officiers et des sous-officiers de l'armée, le gouvernement de la république a pris connaissance avec douleur et indignation de l'attaque injuste dirigée contre les officiers de l'armée ». Le cabinet Azaña refusa d'ajouter foi à ces rumeurs, en décrivant les conspirateurs comme « absolument éloignés de toute lutte politique » et comme de « fidèles serviteurs du pouvoir établi pour garantir le respect de la volonté populaire » ; plus, il déclara que « seul le désir perfide et criminel de miner l'armée pouvait justifier les insultes et les attaques écrites et orales qui ont été dirigées contre elle ». Et il concluait : « le gouvernement de la république applique et appliquera la loi contre quiconque persistera dans cette attitude antipatriotique » (F. Morrow, *L'opposizione di sinistra nella guerra civile spagnola*, Samona e Savelli, 1970, pp. 18-19).

montrant ainsi que la démocratie n'est pas un rempart contre le fascisme mais bien une citadelle de l'offensive bourgeoise *contre le prolétariat*. C'est Mola, chef de la Sûreté de Madrid sous le dernier gouvernement de la monarchie, étroitement lié à Gil Robles (qui supervisa la répression des Asturies) et futur « chef historique » du coup d'Etat franquiste, qu'Azaña nomme à la tête de l'armée — ce même Azaña qui le 4 avril, à un journaliste qui lui demandait : « *Pourquoi ne faites-vous pas une purge dans l'armée ?* », répondait : « *Pourquoi faire ?* » (11).

Pendant ce temps, la social-démocratie « de gauche » faisait de la démagogie « révolutionnaire » en *sollicitant* le gouvernement républicain de « laisser la place » à la révolution sociale, et en revendiquant une « dictature du prolétariat » *sans conseils ouvriers*, à réaliser par le... retour du P.S.O.E. au gouvernement (12) !

S'il est un pays qui aurait dû constituer un terrain d'élection pour confirmer la thèse de nos adversaires, celle de la « potentialité historique » de la démocratie, c'est bien l'Espagne des années trente, où le « putsch de Kapp » *bourgeois* de Franco entraînait derrière lui toutes les scories antilibérales du passé. Et à en croire les mêmes théories, le caractère fascisant du franquisme n'aurait-il pas dû susciter — surtout après la victoire sanglante du nazisme — la réaction de la social-démocratie pour réaliser la mobilisation combattante des masses ?

Pourtant, les événements des années trente en Espagne apportent le plus cinglant démenti à une théorie déjà abattue par les armes de la critique et par l'histoire de la lutte de classe en Italie et en Allemagne.

Alors que le *putsch* avait déjà commencé, le gouvernement, qui ne s'était pas mobilisé le moins du monde pour le combattre, démentit les rumeurs de coup d'Etat et promit la peine de mort pour qui armerait les travailleurs. Puis, *tandis que le « golpe » progressait* à toute allure et qu'on ne pouvait déjà plus cacher son existence, il prétendit encore avoir obtenu le « retour à la normale » (13). De leur côté, socialistes

(11) H. Thomas, *op. cit.*, p. 116. Pour plus de détails, voir les mémoires de Gil Robles, *No fue posible la paz*.

(12) P. Broué, *op. cit.*, p. 61, et F. Morrow, *op. cit.*, p. 46.

(13) Le 14 juillet, trois jours avant le début des opérations militaires, Casares Quiroga, président du Conseil, « *assura dans la réunion de la commission parlementaire des travaux publics que la rumeur selon laquelle le général Mola avait été arrêté était fautive, ajoutant que Mola était un général loyal à la République et que propager des rumeurs de ce genre ne servait qu'à démoraliser le régime* [...] [Le 17, le même Quiroga] *annonçait que quiconque remettrait des armes aux ouvriers sans ordres de sa part serait fusillé* » (H. Thomas, *op. cit.*, pp. 145 et 152). Le 18, après l'occupation militaire totale du Maroc, de Séville, de la Navarre et de Saragosse, le gouvernement, qui n'avait pris aucune mesure pour s'y opposer, publia un premier communiqué « *pour confirmer la tranquillité absolue de toute la Péninsule* [...] *Le gouvernement [...] déclare que la meilleure*

et staliniens montraient ce qu'ils étaient capables de faire devant la réaction. Le 18 juillet, ils publièrent la déclaration suivante :

« *Le moment est difficile mais non désespéré. Le gouvernement est sûr d'avoir des moyens suffisants pour écraser cette tentative criminelle. Au cas où ces moyens se révéleraient insuffisants, la république peut compter sur la promesse solennelle du Front Populaire. Celui-ci est décidé à intervenir dans la lutte à partir du moment où on lui demandera son aide [!]. Le gouvernement commande, le Front Populaire obéit [!]* » (14).

Et ce, au moment précis où le bloc gouvernemental proposait à Mola d'entrer dans le prochain gouvernement en qualité de... ministre de la guerre et se déclarait disposé à accepter *toutes* les conditions des militaires !

Là où les masses ouvrières firent confiance aux déclarations hypocrites de la République et aux directives de ses fidèles laquais « ouvriers » — qui attendaient pour se mobiliser que la bourgeoisie le leur demande ! — l'offensive militaro-fasciste put progresser sans encombre et préluda à de terribles massacres (Andalousie, Galice, Navarre, Saragosse). Là où les fascistes *ne sont pas passés* (Asturies, Pays Basque, Madrid et surtout Catalogne) ce fut parce que le prolétariat releva courageusement le défi de la bourgeoisie, en passant par-dessus les menaces de la République et les consignes socialo-staliniennes, en se lançant à l'assaut des casernes, en disloquant l'armée, en battant les milices para-étatiques dans la moitié la plus importante du territoire, bref, en réalisant *l'armement prolétarien*, les milices ouvrières, condition nécessaire *bien que non suffisante* de la Révolution.

En l'absence d'un parti capable de conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir et à l'instauration de sa dictature, et de détruire l'influence du réformisme sur les masses, ce dernier joua sur une vaste échelle son rôle contre-révolutionnaire, et ce au moment même où la guerre civile faisait sauter tous les amortisseurs périmés de la démocratie (défendue par lui) et où l'armement des masses ouvrières

*aide qu'on peut lui apporter est de garantir la normalité, afin de donner un nouvel exemple de sérénité et de foi dans les moyens militaires de l'Etat [!]. Grâce aux précautions prises par les autorités, on estime qu'un vaste mouvement d'agression contre la république a été décapité ; celui-ci n'a pas rencontré d'écho dans la Péninsule et il n'a trouvé de partisans que dans un secteur de l'Armée stationnée au Maroc [...]. Ces mesures, conjointement aux ordres impartis aux forces armées du Maroc, qui travaillent activement à écraser l'insurrection, nous permettent d'affirmer que l'action du gouvernement suffira à rétablir l'ordre » (F. Morrow, *op. cit.*, p. 22). Et Azafia avouera plus tard que la riposte ouvrière « commença sous un gouvernement qui ne voulait ni ne pouvait lui donner sa caution » (Broué, *op. cit.*, p. 133).*

(14) Peirats, *La C.N.T. en la revolución española*, tome I, p. 139 sq. Gil Robles, *op. cit.*

rendait encore plus illusoire le pacte que le gouvernement républicain (appuyé par lui) aurait voulu conclure avec les droites et l'armée pour mener à bien la répression généralisée du prolétariat espagnol (15).

*
**

Faisant allusion au rôle joué par la social-démocratie devant l'offensive fasciste en Italie — mais il s'agit d'un phénomène de portée internationale — la Gauche communiste d'Italie avait affirmé :

« Le P.S.I. refuse de se placer du point de vue communiste selon lequel le fascisme n'est qu'un autre aspect de la violence que l'Etat bourgeois oppose à la violence révolutionnaire du prolétariat et qui constitue son dernier argument défensif et contre-offensif. Le P.S.I. voudrait une stagnation de la situation qui permettrait un retour à la vie normale dans laquelle il pourrait continuer l'œuvre pacifique traditionnelle à laquelle sa structure est adaptée. La politique de désarmement et de participation électorale n'ayant pas suffi à mener à ce résultat, le P.S.I. est conduit à des tractations directes avec les dirigeants fascistes. Leur échec actuel ne veut rien dire. Le seul fait de les avoir engagées après avoir spontanément renoncé officiellement à la lutte armée signifie que le P.S.I. se prépare à d'autres concessions qui seront la conséquence logique de sa fatale prémisse « pacifiste ». Cela implique un pacte de ce genre : nous avons désarmé, que le fascisme s'engage à en faire autant ; que la répression des violences privées incombe à nouveau aux forces légitimes de l'ordre, à l'Etat. Le social-démocratie aspire avec une ardeur stupide et néfaste à cet illusoire retour à la légalité. Il est donc logique et vraisemblable que le P.S.I. ait aussi proposé que les deux parties s'engagent à dénoncer tous ceux, quels qu'ils soient, qui attenteraient à cette légalité, et si ce n'est pas encore fait, ça se fera » (16).

Paroles prophétiques, qui trouveront leur pleine et entière confirmation historique dans l'Espagne de 1936-1938 : convergence de la démocratie bourgeoise, de l'armée et des bandes blanches dans la lutte antiprolétarienne aussi bien avant qu'après le « pronunciamiento » franquiste, retour — avant l'armement du prolétariat qui coupera en deux

(15) Après la tentative avortée de constituer un gouvernement avec la participation de Mola, « lors d'une réunion du Cabinet à laquelle assistaient Prieto et Largo Caballero, [Sanchez Román] exposa son plan. Celui-ci consistait en une retraite générale sur les positions du 19 juillet, l'amnistie [des mutins !], le désarmement [des ouvriers !], l'interdiction des grèves [!], la formation d'un gouvernement national constitué par tous les partis politiques, la dissolution des Cortes, etc. Cette initiative ne fut pas acceptée par le gouvernement récemment formé, et il était probablement impossible de la réaliser » (H. Thomas, op. cit., p. 162).

(16) « Les voies qui conduisent au « noskisme », *Il Comunista*, 14 juillet 1921. Réédité dans *Communisme et fascisme*, p. 47.

le territoire de l'Etat — à la légalité bourgeoise dans les zones « républicaines », renforcement de l'Etat ébranlé, plus tard répression impitoyable du prolétariat révolutionnaire, désarmement des ouvriers et, enfin, *après que la classe ouvrière ait été vaincue dans ses derniers bastions par la mitraille des forces coalisées de la social-démocratie et du stalinisme* à la tête de l'Etat républicain, nouvelle proposition de *pacte de pacification* avec le fascisme — refusée à l'époque, en passe d'être acceptée aujourd'hui.

La démocratie dans la guerre civile

Relevant dans un élan gigantesque le défi de la bourgeoisie et comprenant que la guerre civile exige et la transformation de l'industrie et la répression de l'ennemi, le prolétariat espagnol — et avant tout le prolétariat catalan — établit le contrôle ouvrier sur la production et instaure une justice expéditive. Le semi-prolétariat agricole et les paysans pauvres lui font écho en distribuant les terres des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Pourtant, bien qu'armée militairement, la classe ouvrière se trouve *totale-ment désarmée politiquement*.

Dans leur majorité, les travailleurs sont alors divisés en deux courants hégémoniques : l'anarchisme (avec la F.A.I. et la C.N.T.), dominant en Catalogne, et la social-démocratie. Le stalinisme et le P.O.U.M., parti centriste surtout implanté dans la province catalane, sont très minoritaires et sans influence notable sur les masses.

Au cours des semaines qui suivent immédiatement les événements de juillet 1936, alors que le premier élan du prolétariat a encore toute sa force, le personnel démocratique de la République, la social-démocratie et le stalinisme sont impuissants à désarmer les ouvriers et doivent *subir* les événements, se laisser porter par le courant sous peine d'être noyés ; tandis qu'ils *testent* la capacité révolutionnaire de l'anarchisme (ou plutôt son impuissance historique à détruire la domination bourgeoise) les partis socialiste et stalinien restent en dehors du gouvernement. Pendant ce temps, ce dernier, dirigé par le républicain Giral avec leur soutien actif, ne fait rien pour combattre l'offensive militaire : disposant d'importantes ressources monétaires, il n'achètera pas une arme durant les deux premiers mois précédant les accords internationaux de « non-intervention ». Par contre il s'évertuera de son mieux à consolider et à restaurer les rouages endommagés de l'Etat.

L'une des premières mesures adoptées par le gouvernement au début du mois d'août est la mobilisation, qui conduira peu à peu à la

reconstitution de l'armée régulière dans la « zone républicaine ». La C.N.T. capitulera devant cette mesure qui exclut les comités ouvriers et qui pose ouvertement le problème du pouvoir. La mobilisation sera suivie par la restauration de la censure, à laquelle se soumettent également la C.N.T. et le P.O.U.M.

La non-destruction de l'Etat par l'anarchisme — alors que toute la Catalogne se trouve pratiquement entre ses mains — l'absence du principe de la destruction de l'Etat chez le centrisme, amènent inexorablement ces deux courants à des capitulations en chaîne au nom de la « lutte unitaire antifasciste », dans une période de guerre civile qui exclut par nature les détours et les tergiversations. Depuis le mois d'août, la C.N.T. participe à la Junte de Défense du Pays basque dirigée par le Parti nationaliste basque, qui constitue le véritable gouvernement de la province, tandis que le P.O.U.M. participe au gouvernement de Valence. Le 11 août, la C.N.T. et le P.O.U.M. entrent au Conseil Economique de Catalogne pour coordonner l'activité économique de la région en collaboration avec le gouvernement de la Generalidad dirigé par l'Esquerra. De plus, le 5 août s'était constitué un Comité de Liaison formé par la F.A.I., le P.S.U.C. stalinien, l'U.G.T. et la C.N.T.

Tout ceci était la preuve aveuglante de la faillite totale de l'anarchisme — qui reniait *tous ses principes* — ainsi que du centrisme, et révélait le suivisme de ces deux courants vis-à-vis de la démocratie et du réformisme, suivisme qui s'était développé et avait même mûri au cours des années précédentes. Désormais sans principes, ils ne feront plus que tourner comme des girouettes entre les soubresauts des masses ouvrières et la capitulation devant ceux qui possèdent des principes... solides, certes, mais contre-révolutionnaires.

Le 4 septembre, la social-démocratie et le stalinisme passent à l'offensive avec la formation du gouvernement présidé par Largo Caballero, en avançant ouvertement comme programme le retour au *statu quo* de 1936. Jesús Hernandez, directeur de l'organe central du P.C.E. *Mundo Obrero*, écrivait le 6 août 1936 :

« Il est absolument faux que le mouvement ouvrier ait actuellement pour objectif l'instauration de la dictature du prolétariat quand la guerre sera terminée. On ne peut pas dire que nous ayons un motif social pour justifier notre participation à la guerre. Nous, communistes, nous sommes les premiers à rejeter cette hypothèse. Nous n'avons qu'un désir : défendre la république démocratique. »

Début août, *L'Humanité* publiait la déclaration suivante :

« Le Comité central du Parti communiste espagnol nous demande d'informer l'opinion publique, au sujet des déclarations imaginaires et tendancieuses publiées par certains journaux, que le peuple espagnol n'est pas en train de lutter pour l'instauration de la dictature du prolétariat, mais ne connaît qu'un seul but : la défense de l'ordre,

de la république, dans le respect total de la propriété privée » (17).

Et c'est à Santiago Carrillo qu'il reviendra d'affirmer au Congrès National de la Jeunesse, tenu à Valence en janvier 1937 : « *Nous ne sommes pas une jeunesse marxiste. Nous luttons pour une république parlementaire et démocratique* » (18). La formation en Catalogne d'un nouveau gouvernement auquel participent, aux côtés de ce parti bourgeois et farouchement antiprolétarien qu'est l'Esquerra, le P.S., le P.S.U.C., la C.N.T. et le P.O.U.M., puis l'entrée de la C.N.T. au gouvernement central de Madrid le 4 décembre 1936, assurent à la réaction « antifasciste » la collaboration inconsciente de l'anarchisme et du centrisme à l'offensive dirigée contre le prolétariat en armes.

Au cours des événements de mai 1937, quand la violence de la démocratie s'abattra sur le prolétariat de Barcelone (ce même prolétariat qui avait vaillamment repoussé l'offensive militaro-fasciste de 1936), une dirigeante anarchiste, Federica Montseny, présentera un dossier sur les accords conclus par l'Esquerra, le P.S.U.C. et le gouvernement basque en vue de détruire le P.O.U.M. et la C.N.T., et d'ouvrir la voie à une paix négociée sous l'égide des puissances mondiales. Quelques jours auparavant, selon le journaliste stalinien Louis Fischer, « un représentant du gouvernement espagnol qui assistait au couronnement de George V présenta au ministre des Affaires étrangères Eden un plan pour faire cesser la guerre civile. Il fallait conclure un armistice. Toutes les troupes étrangères et volontaires des deux fronts devraient être immédiatement retirées d'Espagne. Durant l'armistice, aucune ligne de front ne devrait être déplacée. Une fois éliminés les non-Espagnols, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Union Soviétique devaient préparer un plan, que le gouvernement espagnol se déclarait prêt à accepter d'avance, de sorte que la volonté de la nation espagnole en ce qui concerne son devenir politique et social pouvait être décidée d'autorité » (19). Voilà qui montre bien le fondement antiprolétarien de la politique de la République, d'abord sous Largo Caballero, ensuite sous Negrín.

Pour ne pas provoquer d'« incidents internationaux » désagréables pour l'Angleterre et la France, le gouvernement, dès septembre 1936, envoie dans le Golfe de Gascogne l'ensemble de la marine militaire espagnole (que le putsch n'a pas pu conquérir, grâce à l'insubordination des marins, qui ont exécuté des officiers et pris le commandement des navires). Il laisse ainsi la voie libre au débarquement des légionnaires et des régiments venus du Maroc. Non seulement il ne proclame pas

(17) Cité par F. Morrow, *op. cit.*, pp. 40-41.

(18) H. Thomas, *op. cit.*, p. 417.

(19) *Nation*, 4 septembre 1937. Cité par F. Morrow, *op. cit.*, p. 210. Le représentant du gouvernement espagnol était le leader socialiste Basteiro.

l'indépendance du Maroc, qui aurait favorisé une révolte nationale à l'arrière et dans les troupes de Franco, non seulement il repousse les offres de collaboration dans ce sens du chef nationaliste Abd-el-Krim (ce qui aurait soulevé un vent de sédition dans toute l'Afrique colonisée par les puissances démocratiques), mais il va jusqu'à proposer à la France de lui céder une partie du Maroc « espagnol » (20).

Parallèlement à la reconstitution de l'armée dans les régions où les ouvriers sont armés, le gouvernement renforce et réorganise ses corps de mercenaires. La Garde Civile exécrée est rebaptisée Garde Nationale Républicaine. Les hommes qui lui restent, de même que ceux de la Garde d'Assaut, sont *retirés du front* et envoyés à l'arrière. On forme une nouvelle garde prétorienne de 40.000 hommes et on prétend que c'est pour s'occuper... des frontières !

Pendant ce temps, le front d'Aragon (province conquise par les ouvriers dirigés par des anarchistes et des poumistes) est délibérément boycotté par le gouvernement, bien que militairement cela signifie laisser la voie libre aux troupes franquistes de Navarre pour avancer jusqu'au Pays basque. Et la République a si peur des élans révolutionnaires du prolétariat des mines des Asturies qu'elle lui refuse les armes qui auraient permis de conquérir Oviedo, occupé par l'armée de Franco.

Au Pays basque, le gouvernement « nationaliste » à participation socialo-stalinienne non seulement s'abstient de convertir la puissante industrie lourde de Bilbao en une industrie de guerre, mais il déclenche une offensive contre les milices ouvrières et cède *sans combat* San Sebastián, après avoir débarrassé la ville des travailleurs armés.

D'autre part, en octobre 1936, on décrète la militarisation des milices, qui passent sous les ordres du commandement militaire d'Etat. Des décrets d'octobre 1936, février et mars 1937 amènent au désarmement des ouvriers non militarisés. Dès avril, les milices de Madrid et de Valence se voient retirer leurs fonctions de police. Tout ceci préludait à l'offensive antiprolétarienne générale annoncée par le stalinisme international. Dans la *Pravda* du 17 décembre 1936, on pouvait lire : « *En Catalogne, la purge des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a commencé : elle sera menée avec la même énergie qu'en Union Soviétique* » (21) — cette Union Soviétique où les procès de Moscou achevaient d'assassiner ce qui avait été l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire mondial.

Ce sera à Barcelone que le bloc démocratique rencontrera des résistances dans son œuvre de désarmement des ouvriers, commencée

(20) La note fut rédigée le 9 février 1937 par Alvarez del Vayo (F. Morrow, *op. cit.*, pp. 58 et 179).

(21) Cité par F. Morrow, *op. cit.*, p. 80.

le 17 avril 1937 dans une ville occupée militairement par les Gardes d'Assaut, après que les staliniens et les nationalistes catalans se soient retirés des milices. L'offensive finale était déjà mûre. Les corps de répression et l'armée étaient reconstitués ; la C.N.T. et le P.O.U.M. avaient, des mois durant, largement participé à l'œuvre démocratique, c'est-à-dire à la collaboration de classes, à laquelle ils s'étaient intégrés sous le drapeau infâme de l'« unité antifasciste » ; enfin, la désillusion était croissante parmi les masses, privées d'un parti décidé à la lutte révolutionnaire. Le bloc démocrates-socialistes-staliniens avait toutes les cartes en main pour mener à bien le « retour à la normale » souhaité. Mais pour cela il fallait écraser ouvertement le prolétariat qui avait été le fer de lance du puissant sursaut de 1936 et qui, bien que trompé et trahi, gardait encore des velléités de révolte.

L'offensive sera déclenchée en mai 1937, lorsque les corps militaires du stalinisme prendront l'initiative de désarmer les milices ouvrières de Barcelone, suscitant une vigoureuse riposte prolétarienne dans toute la capitale catalane et provoquant un affrontement généralisé. Livré à lui-même par les appels incessants de la C.N.T. et du P.O.U.M. à la « réconciliation du front antifasciste », séparé des milices anarchistes et poumistes militarisées — qui s'efforceront d'avancer vers Barcelone pour le secourir, mais seront *arrêtées* par les assurances mensongères de leurs chefs politiques qui prétendaient que tout était « rentré dans l'ordre » — le prolétariat révolutionnaire catalan subira une terrible répression et une défaite définitive *infligée par le bloc démocratique*, qui réussira ainsi ce que la réaction militaro-fasciste *n'avait pas pu faire*.

Des centaines de morts, des milliers de blessés et de disparus, tel sera le bilan physique de ces féroces journées qui inaugureront une purge systématique des prolétaires d'avant-garde, au front comme à l'arrière (22).

Le dernier obstacle à la « normalisation démocratique » une fois éliminé, Largo Caballero est destitué : la conservation sociale n'a plus besoin, désormais, de la *phrase* de la démagogie extrémiste, mais de la violence antiproletarienne à grande échelle, et la République accélère le processus avec le gouvernement Negrín.

Répression massive des prolétaires ; déchaînement des bandes paratatiques du stalinisme qui s'étaient développées à une vitesse vertigineuse et qui avec leur implacable décision contre-révolutionnaire devaient rassembler autour d'elles une grande partie des réserves sociales antiproletariennes de la « zone républicaine » (23) ; abolition,

(22) Le P.O.U.M. sera totalement détruit, moins par la terrible répression qui s'abattra sur lui, que par sa faillite politique. La C.N.T. anarchiste, dont l'organisation était plus solide, ne sera plus qu'un cadavre sans principes et sans honneur, que le temps se chargera de liquider.

(23) H. Thomas, *op. cit.*, p. 408.

commencée au cours des mois précédents, du contrôle ouvrier de la production et de la distribution ; offensive visant à soumettre les paysans misérables qui étaient passés par-dessus les décrets du gouvernement Largo Caballero confirmant le statu quo à la campagne (24), alors que la révolution agraire aurait soulevé les grandes masses paysannes (45 % de la population active de l'époque) en une marée irrésistible : voilà la réalité de la démocratie espagnole en ces mois qui ouvrent la voie au retour du parlementarisme (que la République n'avait plus osé pratiquer depuis le 16 juillet) et aux tentatives de pacification avec la réaction franquiste.

Les Cortes se réunissent le 1^{er} octobre 1937, unissant en une accolade fraternelle des social-démocrates, des staliniens, des républicains, des nationalistes basques et catalans, ainsi que des représentants des partis gouvernementaux du « bienio negro » : Maura et Portella Valladares. Cette association de serviteurs inconditionnels de la conservation bourgeoise était, selon les propres paroles de Valladares, « la raison d'être de la République, la justification de la République » espagnole.

Irujo, ministre de la justice et représentant du gouvernement basque, qui avait livré sans résistance les provinces de sa juridiction à l'armée franquiste, mais qui avait été gardé dans le gouvernement central parce que la démocratie espagnole était organiquement inséparable des « nationalismes » basque et catalan, ne tarda pas à montrer que la « normalisation démocratique » était indissociable de la « réconciliation nationale ». C'est à cette époque qu'on publiait quotidiennement les listes de fascistes libérés, tandis que se déroulaient les procès et les purges de prolétaires révolutionnaires ; parallèlement, on démantelait les vestiges des tribunaux populaires, on interdisait de dénoncer des fascistes sans accord préalable de la justice officielle, on donnait à l'Eglise catholique, fer de lance du franquisme, une nouvelle liberté d'action, enfin on dissolvait les comités antifascistes qui agissaient au sein des corps constitués de l'Etat (25). Une fois « normalisée » la

(24) Dans sa lettre à Staline du 12 février 1937, Largo Caballero écrivait : « Malheureusement, on n'a pas pu éviter, surtout au début, que certains excès se produisent [pour ces messieurs, la lutte de classe est toujours l'expression des « excès des masses » que « malheureusement » les laquais de la bourgeoisie ne peuvent pas toujours éviter], mais nous avons bon espoir qu'ils ne se reproduiront plus ». Uribe, ministre stalinien de l'agriculture, fut déclaré « ennemi public n° 1 » par la fédération paysanne U.G.T. de la province du Levant, du fait de sa lutte contre les associations syndicales et économiques de paysans pauvres et de l'aide qu'il prêtait aux paysans riches et aux anciens « caciques » pour récupérer leurs terres. Après les journées de mai, des dizaines de milliers de gardes d'Assaut attaquèrent les villages l'un après l'autre, détruisant les associations paysannes et restituant aux anciens exploités leurs privilèges » (F. Morrow, *op. cit.*, pp. 142 et 160).

(25) F. Morrow, *op. cit.*, p. 140.

zone que les gouvernementaux avaient entre leurs mains, il ne leur restait plus qu'à proposer *ouvertement* la paix.

A la session des Cortes d'octobre 1937, Negrín affirmait qu'il fallait « préparer la paix au cours même de la guerre ». Le 20 novembre, les deux parties acceptent le principe du retrait des volontaires ; « Azaña et Giral étaient certains que cette acceptation amènerait la suspension des hostilités, qui pourraient ne plus reprendre ensuite » (26). Avant le Conseil des ministres du 16 mars 1938, « Negrín appela Prieto et Zugazagoitia [...] et leur demanda leur appui si quelqu'un mentionnait lors de la réunion la possibilité de réaliser des négociations. Tous deux se montrèrent d'accord. [...] Prieto suggéra de bloquer les avoirs de la République à l'étranger, afin de pouvoir aider ceux qui se verraient contraints à l'exil après une paix de médiation. Negrín répondit qu'on s'en préoccupait déjà » (27). Enfin, le 1^{er} mai 1938, Negrín publia ses « treize points » : *renonciation [!] à la guerre*, amnistie pour les ennemis, arrêt de toute représaille, suffrage universel. Quoi de plus naturel, une fois le prolétariat battu ? A quoi bon se déchirer entre serviteurs du même maître ? Pourquoi ne pas s'entendre, au contraire, sur la base de cette même République qui, dans ses premières années d'existence, avait abrité aussi bien la réaction de droite que la réaction de la gauche démocratique ?

Les treize points de Negrín reçurent l'appui du stalinisme. Dans son discours du 23 mai 1938 à la Session plénière du C.C. du P.C.E., la Pasionaria demanda à tous « ceux qui se sentent fiers d'être Espagnols, et qui se trouvent de l'autre côté du front, de lutter pour les treize points en tant que base pour réaliser une nouvelle Espagne » (28). Litvinov, représentant du gouvernement russe, affirma que celui-ci serait très satisfait de se retirer d'Espagne sur la base d'une « Espagne aux Espagnols », et Ilya Ehrebourg, dans la *Pravda* du 17 juillet, tendait « la main de la réconciliation » aux phalangistes, qu'il appelait « les patriotes espagnols » (29).

(26) H. Thomas, *op. cit.*, p. 591.

(27) H. Thomas, *op. cit.*, pp. 616-617.

(28) H. Thomas, *op. cit.*, p. 631.

(29) H. Thomas, *op. cit.*, p. 639. Sur le plan international, la « lutte gigantesque entre la Démocratie et le Fascisme » qui se cristallisa dans un comité de... non-intervention aussi hypocrite que le slogan cité, recouvrait des appétits de rapine impérialiste et de conservation sociale. Tandis que l'Allemagne et l'Italie intervenaient alternativement pour aider à étouffer la rébellion prolétarienne, pour essayer leur matériel et leurs techniques militaires, et pour accéder aux gisements miniers de la péninsule ibérique, les Etats-Unis fournissaient à l'armée franquiste tout le combustible dont elle avait besoin. La France, elle, faisait de la guerre civile un « test pour le matériel aérien français », selon les propres paroles de Léon Blum en 1942 au procès de Riom. Quant à l'Angleterre, elle attendait de la dévastation économique du pays le prologue à une demande massive de crédits ; ce qui devait précisément arriver. Pour la Russie, la participation

Le 2 octobre, Negrín « prononça un discours dans lequel il déclarait que tous les Espagnols devaient arriver à un accord. Il demanda publiquement si les nationalistes étaient décidés à continuer la guerre [qui pour ces Messieurs *n'avait déjà plus de raison d'être* — N.d.R.] jusqu'à ce que la nation soit détruite » (30). Ainsi, le désarmement et l'écrasement du prolétariat ouvraient la voie à la « réconciliation nationale », en visant à restaurer une *démocratie de fer* appuyée sur ses bastions « ouvriers » et sur ses corps de répression — « démocratiques » aussi bien que phalangistes — réunifiés sous l'aile terroriste de l'Etat.

Si le pacte proposé par les forces de la démocratie fut *alors* repoussé par le *franquisme*, c'est parce que la reconstruction économique d'un capitalisme dévasté par la guerre civile, à laquelle venaient s'ajouter les conséquences chroniques de la crise internationale, nécessitait de la part de la classe dominante une volonté unitaire inébranlable, éliminant le plus possible les frictions intestines et secondaires, et une tension maximum des forces qui lui étaient subordonnées. Ceci exigeait par conséquent d'éliminer jusqu'à ces faux-frais de la domination bourgeoise que sont le parlementarisme et le « réformisme » ouvrier car, pour être efficace, celui-ci suppose des organisations de masse qui, dans la situation de l'époque, auraient représenté un terrain d'autant plus dangereux et gros de forces centrifuges que la social-démocratie et le stalinisme avaient ouvertement joué leur rôle antiprolétarien jusqu'à ses ultimes conséquences.

Sur le terrain militaire, la guerre civile espagnole n'échappe pas à cette vérité que toute guerre est le prolongement de la politique, dont elle renforce les caractères et concentre les effets. Les *seules* victoires militaires remportées contre l'armée de Franco furent les victoires initiales des ouvriers qui étaient passés par-dessus la légalité bourgeoise. Les *seules* offensives victorieuses furent celles des milices ouvrières des Asturies et de Catalogne qui en occupant l'Aragon soulevaient au passage les paysans pauvres. Mais dès que l'élan prolétarien fut canalisé « pour la défense de la République », dès que les milices furent militarisées par l'Etat démocratique, l'histoire militaire de celui-ci

savamment graduée à la guerre fut le rideau de fumée à l'aide duquel elle s'efforça de couvrir sa criminelle politique intérieure et extérieure. Non seulement l'« aide » militaire russe fut payée en or, mais elle ne commença qu'après la militarisation des milices et se tarit progressivement après 1937, ce qui démontre bien qu'elle était étroitement liée aux infâmes procès de Moscou. Elle ne servit à armer que les régiments qui furent le fer de lance de la reconstruction de l'armée bourgeoise, et ses vicissitudes doivent encore être mises en rapport avec celles des alliances militaires russes. Enfin, *last but not least*, la Russie, tout comme les démocraties occidentales, utilisa la guerre d'Espagne comme levier de la préparation idéologique du prolétariat mondial à la guerre impérialiste.

(30) H. Thomas, *op. cit.*, p. 655.

fut une suite croissante de retraites qui reflètent sur le plan militaire sa fonction générale.

Après San Sebastián, le reste du Pays basque fut livré *sans combat* par l'armée républicaine après des mois d'inactivité militaire totale et après le désarmement des milices ouvrières. Avec la défaite irrémédiable de mai 1937 à Barcelone, la démocratie bourgeoise, ainsi que le nationalisme basque, avaient achevé leur mission. La bourgeoisie basque changea alors de camp, une fois que l'Angleterre, puissance influente dans la région, eût passé des accords avec le gouvernement franquiste.

Málaga tombe à cause de trahisons au sein de l'armée « loyaliste ». Gijón est livré sans combat et les ouvriers sont désarmés. Le front d'Aragon est détruit par le sabotage total des milices par le gouvernement : il devient une effroyable boucherie de travailleurs qui supportent le feu nourri de l'armée franquiste, tandis que la République leur refuse tout secours en moyens aériens et en artillerie lourde. L'armée républicaine — dont la reconstruction devait soi-disant « assurer la victoire totale » — se retire de Barcelone, cœur du prolétariat espagnol, *sans combat*.

Seules la défense de Madrid en 1936 et l'offensive de l'Ebre en 1938 virent une réelle mobilisation, non pas tant des autorités gouvernementales, qui s'enfuirent comme des rats, que du bloc socialo-stalinien. Ici aussi, cependant, il s'agit d'autant de maillons d'une même chaîne contre-révolutionnaire. Il suffit de jeter un coup d'œil à la carte géopolitique de l'Espagne de 1936 pour comprendre que la chute de Madrid signifiait la liquidation du centre national de l'influence social-démocrate et stalinienne, et que dans cette hypothèse la Catalogne, donc le binôme anarcho-poumiste, serait devenue le centre politique et militaire de la lutte contre le franquisme. Jusqu'alors (octobre-novembre 1936), la C.N.T. et le P.O.U.M. n'avaient pas encore *totale*ment montré jusqu'où ils pouvaient aller dans la collaboration de classes et dans la capitulation, et la chute de Madrid pouvait représenter un danger difficile à évaluer. Pour assurer la subordination du prolétariat catalan aux ordres de la République, la stratégie de la démocratie exigeait la conservation de Madrid. Sans compter que la défense de la capitale et la mobilisation internationale qui l'accompagna furent un des moyens par lesquels le stalinisme couvrit le spectacle honteux des procès de Moscou.

Quant à l'offensive de l'Ebre, ce fut une dernière tentative pour forcer la négociation : il suffit de dire que les brigades internationales furent retirées du front au milieu de la bataille, comme on l'avait convenu avec les puissances alliées lors de leurs précédentes négociations avec Franco.

Après la militarisation des milices, et surtout à partir de mai 1937, les fronts militaires ne seront plus que le théâtre des « trahisons »

des armées *loyalistes* et d'un effroyable massacre de prolétaires. Pendant ce temps, la démocratie et ses partis en tiraient des arguments pour une impossible négociation, et les dirigeants anarchistes répétaient jusqu'à la nausée la nécessité de réaliser le « front unique antifasciste » et de « tout subordonner à la victoire ».

Bilan historique et éléments de la tactique révolutionnaire

Bien qu'elle soit le fondement essentiel de toute politique révolutionnaire, la démolition des thèses doctrinales de principe de nos adversaires ne suffit pas à délimiter strictement l'action du prolétariat communiste : elle doit s'accompagner d'un ensemble d'indications qui établissent avec précision les frontières de sa tactique, c'est-à-dire de son attitude *pratique* face à la revendication de la « défense de la démocratie » avancée par le « bloc des gauches », face à l'alternative entre droite bourgeoise et « gauche » démocratique, et enfin face à la perspective d'un « gouvernement ouvrier » social-démocrate ou stalinien. Les trois problèmes — que le prolétariat espagnol dut précisément affronter pendant les années trente, comme avaient dû le faire avant lui les prolétariats italien et allemand — sont dialectiquement liés dans la mesure où, depuis plus d'un demi-siècle, la démocratie bourgeoise suppose l'existence de « blocs des gauches » et de partis « ouvriers » bourgeois.

Il est sûr que le prolétariat espagnol ne fut pas vaincu seulement à cause des erreurs tactiques des partis qui le dirigeaient, mais aussi et surtout parce que ces partis représentaient soit des courants contre-révolutionnaires, comme la social-démocratie et le stalinisme, soit des courants soi-disant extrémistes et en réalité impuissants, comme l'anarchisme et le centrisme. Autrement dit, le prolétariat espagnol a été vaincu avant tout à cause de l'absence d'un parti communiste solidement ancré aux principes et au programme révolutionnaires, possédant une longue expérience de lutte et une influence sur les masses ouvrières qui lui aurait permis de capitaliser les élans de la classe et de se porter à sa tête. Ce parti, comme devait le dire Trotsky, aurait trouvé un terrain favorable pour soulever dans tout le pays les masses prolétariennes et paysannes contre le fascisme et la démocratie en mai 1937. Mais cette absence résulte de facteurs historiques qui ne sont pas tant nationaux qu'internationaux. En ce sens, les indications concernant la tactique qui peuvent être tirées de cette période sont nécessairement limitées ; elles n'en sont pas moins suggestives en raison des *confirmations* qu'elles apportent à des thèses valables à l'échelle mondiale.

Il est incontestable que l'anarchisme s'est liquidé historiquement en Espagne en faisant la preuve que « le sectarisme n'est que le bouton où peut éclore la fleur de l'opportunisme », comme le dit Trotsky dans une image frappante ; de même, le P.O.U.M. a illustré l'éternelle faillite

du centrisme. Mais constater cela ne suffit pas si on ne montre pas *comment, par quels moyens* la stratégie politique de la bourgeoisie est progressivement parvenue à ce résultat irrévocable d'amener l'anarchisme — qui repousse l'exigence révolutionnaire de l'Etat prolétarien au nom de son opposition de principe à *tout* Etat — à contribuer à la restauration et à la gestion de l'Etat *bourgeois* ; comment elle a pu amener les chefs anarchistes et poumistes — qui avaient dénoncé des années durant la social-démocratie et le stalinisme comme agents de la contre-révolution internationale — à revendiquer par principe l'« unité ouvrière antifasciste », y compris *après* que la mitraille de la « démocratie sociale » eût déchiré les voiles qui masquaient son hideux visage antiprolétarien.

Comment ne pas voir que le chemin *concret* qui devait mener l'anarchisme et le P.O.U.M. à la capitulation avait été préparé *depuis des années*, depuis le pacte de San Sebastián jusqu'au Front Populaire de 1936 en passant par le Front Unique de l'Alliance Ouvrière, par la politique des appuis « tactiques » à la démocratie — qui lorsqu'ils ne seront pas synonymes de « défense révolutionnaire de la République » se traduiront en banales combinaisons et appuis électoraux — et par l'orgie ininterrompue de fronts uniques avec des partis « ouvriers » (voire avec des partis ouvertement bourgeois) qui avaient montré mille fois leur nature contre-révolutionnaire ?

A notre thèse tactique du refus des fronts uniques *politiques* dans l'aire euro-américaine (en particulier avec la social-démocratie et aujourd'hui avec le stalinisme) face à l'offensive bourgeoise, on a souvent opposé l'exemple des bolchéviks et de l'accord qu'ils passèrent avec les menchéviks contre Kornilov (mais qui ne signifie pas, rappelons-le, une alliance avec le gouvernement de Kérénski !). Trotsky lui-même défendit cette tactique pour ses partisans en Espagne. Le parallèle était pourtant tout à fait malheureux, car en Russie cette alliance temporaire ne risquait de renforcer ni la démocratie ni les partis opportunistes. La bourgeoisie, au pouvoir depuis quatre mois, n'avait pas encore réussi à asseoir solidement sa domination et son appareil d'Etat. Elle n'avait pas de racines sociales profondes et n'avait pas réussi à tisser un réseau solide et stable au sein de la jeune et vigoureuse classe ouvrière. Le prolétariat n'avait pas été corrompu par le virus de la démocratie qui, en quatre mois d'existence, n'avait jamais présenté que le visage de l'ennemi, et par conséquent l'opportunisme n'avait pas réussi à entraîner de façon stable et conséquente de larges couches ouvrières sur la voie de la collaboration de classe.

Il en allait tout autrement en Italie, en Allemagne, et même — ce qui est d'autant plus significatif — dans l'Espagne relativement arriérée de l'époque. Ici, en effet, la bourgeoisie était non seulement profondément enracinée dans la société, mais elle avait aussi des agents puissants implantés depuis longtemps au sein de la classe ouvrière. Les traditions démocratiques bourgeoises avaient pénétré les masses exploitées, elles

avaient infecté jusqu'aux anarchistes et s'exprimaient également dans de forts courants centristes (qui n'avaient eu qu'un poids infime dans la révolution russe). Dans ces conditions, les alliances politiques, même temporaires, avec les partis « ouvriers » bourgeois ne pouvaient pas amener un accroissement de l'influence révolutionnaire parmi les masses : au contraire, elles constituèrent un facteur de désorganisation, de confusion, d'oscillations, et enfin de défaite des forces révolutionnaires.

Comment ne pas tirer de la lutte des classes en Espagne une nouvelle confirmation du terrible enseignement que la Gauche Communiste d'Italie avait tiré des années ardentes du premier après-guerre :

« La social-démocratie a une fonction spécifique dans ce sens qu'il y aura probablement, dans les pays occidentaux, un moment où les partis sociaux-démocrates iront au gouvernement, seuls ou avec des partis bourgeois. Mais là où le prolétariat n'aura pas la force de l'éviter, un tel intermède ne représentera pas une condition positive, une condition nécessaire à l'avènement des formes et des institutions révolutionnaires, une préparation utile à l'assaut prolétarien : ce sera au contraire une tentative désespérée de la bourgeoisie pour le priver de sa force et le dévier et, au cas où il resterait à la classe ouvrière assez d'énergie pour se révolter contre le légitime, l'humanitaire, le bon gouvernement social-démocrate, pour l'écraser impitoyablement sous les coups de la réaction.

« On ne peut donc prévoir aucune espèce de transition entre la dictature actuelle de la bourgeoisie et la dictature prolétarienne, mais on peut et, si l'on est communiste, on doit prévoir une forme ultime et insidieuse de la dictature bourgeoise qui justifiera la remise de tout l'appareil d'Etat et donc de défense du capitalisme aux social-traitres par la nécessité de quelque changement formel et purement apparent des institutions.

« Du point de vue tactique, les communistes qui font cette prévision ne se résignent nullement à ce qu'elle se réalise, justement parce qu'ils lui déniaient le caractère d'une nécessité historique universelle. Forts de leur expérience internationale, ils se proposent de démasquer par avance le jeu insidieux de la démocratie, et de commencer leur attaque contre la social-démocratie sans attendre que sa fonction contre-révolutionnaire se soit révélée avec éclat dans les faits mêmes. Ils essaieront donc de préparer le prolétariat à étouffer dans l'œuf ce produit monstrueux de la contre-révolution, sans exclure qu'il faille donner l'assaut final à un gouvernement à prétentions socialistes venu au pouvoir comme ultime recours de la bourgeoisie.

« Quant aux propositions tactiques tortueuses de communistes passés de l'autre côté de la barricade, et qui consistent à favoriser l'accession des sociaux-démocrates au pouvoir, non seulement elles montrent une totale incompréhension des problèmes tactiques tels que la méthode marxiste les pose, mais elles dissimulent le pire piège. Il

est nécessaire de détacher le prolétariat des hommes et du parti destiné à remplir la fonction contre-révolutionnaire de la social-démocratie en séparant par avance les responsabilités de la façon la plus tranchée. Naturellement, cela découragera ces hommes et ces groupes et retardera le moment où ils accepteront l'invitation de la bourgeoisie à assumer le pouvoir, mais il est bon précisément qu'ils s'y résignent seulement à la dernière extrémité, parce qu'alors, même cette manœuvre sera impuissante à enrayer le processus de décomposition de l'appareil d'Etat bourgeois. Même s'il est presque certain que la bataille finale sera livrée à un gouvernement d'ex-socialistes, notre tâche n'est nullement de leur faciliter l'accession au pouvoir ; elle est au contraire de préparer le prolétariat à les accueillir d'emblée par une déclaration de guerre, au lieu de voir en eux une promesse de trêve dans la lutte des classes et de solution pacifique des problèmes de la révolution. Or, on ne pourra préparer les masses à cela qu'à condition d'avoir par avance dénoncé devant elles les méthodes et les desseins du mouvement social-démocrate, si bien que ce serait une erreur colossale de sembler consentir à une expérience de gouvernement socialiste.

« Pour toutes ces raisons, nous disons que la tactique révolutionnaire doit être fondée sur une expérience non seulement nationale, mais internationale, et que, grâce à l'œuvre infatigable des partis de l'Internationale Communiste, le martyre des prolétariats de Hongrie, de Finlande et d'autres pays devrait suffire à épargner au prolétariat occidental d'apprendre à son tour au prix de son sang quelle est la véritable fonction de la social-démocratie dans l'histoire. Le social-démocratism tentera fatalement de suivre sa voie jusqu'au bout, mais les communistes doivent se proposer de la lui barrer le plus tôt possible, avant qu'il soit parvenu à planter le poignard de la trahison dans les reins du prolétariat » (31).

La démocratie et l'après-franquisme

L'histoire ultérieure des forces de la démocratie espagnole ne fait que confirmer nos positions caractéristiques sur tous les plans que nous avons abordés.

Même la terrible défaite militaire et le massacre impitoyable de l'ensemble du prolétariat organisé, qui fit plus d'un million de morts, ne pouvaient détourner la social-démocratie et le stalinisme de leur cours historique, déterminé par des forces encore plus puissantes et plus profondes. Pour ne citer que quatre dates marquant une même trajectoire : en février 1956, le P.C.E. relance son objectif de « réconciliation nationale » ; à la fin des années soixante, il repropose son

(31) « La fonction de la social-démocratie en Italie », *op. cit.*, pp. 37-38.

« Pacte pour la liberté » ; en 1974, il entre avec des monarchistes et des maoïstes dans la Junte Démocratique. Il s'agit de nouvelles éditions de la proposition du gouvernement Negrín, que, quarante ans plus tard, la bourgeoisie espagnole accepte dans son principe : en mars 1976, toute l'« opposition démocratique » s'unifie dans un nouveau « Pacte de San Sebastián » qui rassemble staliniens, social-démocrates, maoïstes, « nationalistes », monarchistes, démocrates-chrétiens (anciens franquistes et anciens membres de la C.E.D.A., dirigés par Ruiz Giménez, ministre de Franco, et Gil Robles, dont l'entrée au gouvernement en 1934 avait provoqué l'insurrection des Asturies) (32).

Les raisons de ces rapprochements sont bien connues. Le franquisme s'est montré impuissant à barrer la route à la renaissance irrésistible d'un puissant mouvement ouvrier de défense, consécutive à la reconstruction d'une économie capitaliste obligée de s'intégrer à un marché international marqué par des déséquilibres et des antagonismes croissants. Si le fascisme a pour la bourgeoisie cet énorme avantage de centraliser au maximum sa volonté de classe, il a l'inconvénient de mettre à nu la nature de l'Etat et de supprimer les amortisseurs qui contribuent à sa défense.

Du moment que — comme aiment à le répéter les démocrates de la dernière heure et les staliniens de toujours — plus de 70 % de la population espagnole n'ont pas vécu les terribles événements des années trente et que les tendances centrifuges propres à la société bourgeoise, au sein de la classe dominante comme au sein de la classe dominée, font éclater les structures politiques et sociales du régime franquiste, qu'y a-t-il de mieux pour la défense du *statu quo* social qu'une *démocratie blindée* intégrant l'appareil d'Etat de toujours et les forces socialo-staliniennes ?

Le « pacte de pacification » que les social-démocraties italienne et espagnole proposèrent à leurs fascismes respectifs, mais que la lutte prolétarienne et le caractère explosif de l'époque firent voler en éclats, tend aujourd'hui à se concrétiser avec le retour pacifique de la démocratie parlementaire — « pacifique » en ce sens qu'il se réalisera sans affrontements violents au sein de la classe dominante et de son Etat ; mais pour la classe exploitée, il signifiera comme toujours violence et mitraille.

Historiquement, la boucle est bouclée. Un autre arc historique est en train de s'ouvrir. C'est à nous qu'il incombe de préparer son issue victorieuse pour le prolétariat, en rejetant à l'avance la prétendue anti-thèse historique entre démocratie et fascisme, et en n'accordant aucun crédit dans la lutte contre la réaction bourgeoisé aux complices naturels de la démocratie, les réformismes social-démocrate et stalinien.

(32) Cf. « La burguesía y el oportunismo preparan el posfranquismo », *El Programa Comunista* n° 19, janvier 1976.

Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet »

Introduction

Dans l'affrontement historique entre la bourgeoisie et le prolétariat, aucune partie de l'activité et de la science humaines ne saurait être « neutre », « au-dessus de la mêlée », « objective ». Et moins que toute autre, l'Histoire, et en particulier l'Histoire du mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi, face aux falsifications volontaires ou innocentes, machiavéliques ou naïves de toute l'historiographie bourgeoise, opportuniste et « gauchiste », nous nous sommes engagés depuis des années dans la rédaction d'une Histoire de la Gauche communiste. Notre but n'est évidemment pas la quête de « La Vérité » en soi. Si nous cherchons à rétablir la réalité de l'histoire, c'est parce que, pour le mouvement communiste, les leçons tirées des expériences du passé sont des armes dans la lutte du présent et de l'avenir ; parce que la reconstitution du parti, direction révolutionnaire de la classe, n'est possible que sur la base d'un bilan critique du passé, et que celui-ci ne peut être dressé valablement que sur la base de la doctrine marxiste intégralement réaffirmée.

Jusqu'à présent, deux volumes de cette Histoire de la Gauche ont été publiés en italien. Le premier traite l'histoire du mouvement en Italie jusqu'à la veille du congrès de Bologne du Parti Socialiste Italien en 1919 ; le second est consacré à la période 1919-1920. Par suite de difficultés matérielles, ces volumes n'ont pu être publiés intégralement en français. Un résumé très ample du premier est paru dans les numéros 28, 29, 31, 32 et 33 de cette revue, mais ces numéros sont épuisés. Quant au second, deux chapitres en ont paru dans les numéros 58, 59 et 60. Ce sont les chapitres VIII et IX, consacrés respectivement à « La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international » et au « 2^e congrès de l'I.C. : un sommet et une

croisée des chemins ». L'importance politique considérable de ces chapitres a imposé leur publication rapide, en dépit de l'ordre chronologique.

C'est aussi pour son importance politique que nous commençons dans ce numéro la publication du chapitre VI, qui traite de « Gramsci, L'Ordine Nuovo et Il Soviet ». En effet, la « gauche » et « l'extrême-gauche » redécouvrent aujourd'hui Gramsci et, pour des raisons parfois opposées mais non contradictoires, le revendiquent qui pour maître, qui pour précurseur. Nous verrons qu'ils ont, tous, raison de le revendiquer, pour les raisons mêmes qui nous l'ont toujours fait reconnaître comme une synthèse de tous les aspects de l'immédiatisme, et que les critiques ou réserves qu'ils formulent ne reflètent que les divergences des divers aspects de l'immédiatisme.

Parmi ces admirateurs-critiques, les plus drôles sont ceux qui veulent expliquer ce qu'ils appellent les « erreurs » de Gramsci par la « mauvaise influence » que la Gauche, et en particulier Bordiga aurait exercée sur lui. Il faut une bonne dose de cynisme pour soutenir une telle thèse, qui ne résiste pas à l'étude historique la plus élémentaire. En réalité, c'est juste le contraire : Gramsci et L'Ordine Nuovo représentaient un courant foncièrement étranger à la ligne marxiste restaurée par l'Internationale Communiste et défendue par la Gauche ; et le seul moment où ce courant s'est plié et aligné tant soit peu sur cette ligne marxiste est celui où il se trouvait non pas « sous l'influence », mais sous la direction ferme de la Gauche.

D'autres parties de l'Histoire de la Gauche expliquent pourquoi le Parti Communiste d'Italie n'a pu se constituer qu'en janvier 1921 au congrès de Livourne. Elles expliquent aussi pourquoi la Gauche, qu'une légende aussi intéressée que tenace présente comme l'incarnation du sectarisme et du refus de tout compromis, a dû accepter de le constituer sur une base relativement « impure », en lui incorporant en particulier le courant de L'Ordine Nuovo. Elle savait, certes, que ce courant n'était pas communiste, mais elle pensait — tout comme Lénine le pensait d'autres courants — qu'on pouvait le faire fondre au feu de la lutte révolutionnaire, récupérer le métal précieux qu'il pouvait contenir et rejeter les scories inutilisables. C'était une entreprise difficile et hasardeuse, mais qu'on pouvait tenter sous réserve de deux conditions indispensables : la première, « objective », était un haut niveau des luttes prolétariennes ; la seconde, « subjective », qu'on soumette ces courants à la discipline politique la plus sévère.

En 1920-21, la première condition pouvait encore être considérée comme réalisée. Quant à la deuxième, la Gauche italienne a insisté pour que l'Internationale renforce en son sein la dictature des principes communistes. C'est ce qu'elle a fait pour sa part dans la section italienne qu'elle a dirigée jusqu'en 1923, et dans laquelle elle a mené un vigoureux travail d'encadrement politique. On peut dire qu'effectivement pendant

cette période l'ordinovisme s'est « écrasé » sous l'autorité de la Gauche, acceptant, extérieurement en tout cas et malgré quelques « bavures », les positions communistes.

Localement, ces bavures ne tiraient pas trop à conséquence, grâce précisément à la clarté et à la fermeté de la direction du Parti Communiste d'Italie. Elles ont eu par contre un effet néfaste au niveau international. Ainsi, le discours « offensiviste » de Terracini au 3^e Congrès de l'Internationale, discours qui lui valut une réplique cinglante de Lénine et une réprimande sévère de Rome, a contribué au malentendu entre les bolchéviks et la Gauche.

Il est vain de s'interroger sur l'issue possible de cette tentative d'assimilation, cette tentative de digérer la chair prolétarienne du groupe ordinoviste et de recracher le noyau immédiatiste réfractaire. La tentative a tourné court, parce que les deux conditions qui la rendaient possible ont disparu, non tant en Italie qu'à l'échelle internationale. Dès 1921 se dessine un reflux de la vague révolutionnaire en Europe. Et, chose plus grave, en réaction à ce reflux, s'amorcent dans les années suivantes les oscillations tactiques de l'Internationale. Alors que l'ordinovisme s'était écrasé sous la direction ferme de la Gauche, il commence à relever la tête quand, internationalement, cette fermeté et cette clarté de direction s'estompent. Bien plus, pour briser la résistance de la Gauche à ses fluctuations, la direction de l'Internationale s'appuiera précisément sur ces éléments-là, ce qui ne pouvait que les renforcer et renforcer leur tendance à retomber dans leur orientation propre. Vers le milieu de 1923 déjà, l'Internationale retire la direction du P.C. d'Italie à la Gauche pour la confier entre autres aux ex-ordinovistes mal digérés. Dès lors il ne sera plus question de les digérer. Ce sont eux qui, conjointement avec le stalinisme d'un côté, les autres tendances immédiatistes de l'autre, mangeront l'Internationale de l'intérieur jusqu'à ce que, malgré la résistance des Gauches, l'opportunisme l'emporte.

Sur son cadavre prolifèrent aujourd'hui les mille variantes de l'immédiatisme et de l'opportunisme qui, du réformisme au spontanéisme, du « compromis historique » à l'« autogestion », de la « démocratie avancée » au « conseillisme » antiparti, peuvent toutes, comme on va le voir, se réclamer légitimement de Gramsci.



Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet »

L'« historiographie » opportuniste a enrobé sous tant de voiles mythologiques le mouvement dit « Ordine Nuovo », que pour en donner une idée juste et expliquer ses développements, il faut d'abord retracer, au risque d'apparaître fastidieux, les étapes de l'itinéraire intellectuel de son leader incontesté, Antonio Gramsci. Dans l'ordinovisme de 1919-20 comme dans le gramscisme ultérieur, nous voyons un processus doté d'une solide continuité idéologique, — illustration exemplaire de l'invariance de l'opportunisme — qui, d'un côté, s'apparente par beaucoup d'aspects à de multiples courants *a-marxistes* et *extra-marxistes* européens ou américains, et de l'autre, anticipe — ce n'est pas par hasard — sur l'aberration extrême du « parti nouveau » de Togliatti. C'est pour cela, et non pour le plaisir de dénigrer, qu'il faut étudier ce courant dans ses tenants et aboutissants.

1. Fondements « philosophiques »

En tant qu'idéologue, Gramsci s'inscrit dans ce vaste mouvement de réaction antimarxiste en épistémologie et en philosophie de l'histoire qui, suivant les époques et les aires culturelles, porte le nom de néokantisme, empiriocriticisme, vitalisme, pragmatisme, néo-idéalisme, etc. Les principaux caractères communs à toutes ces doctrines (qui se répercutent directement sur le plan de l'économie politique ou trouvent leurs pendants dans les conceptions subjectivistes de « l'école autrichienne » de Pareto, etc.) se ramènent au refus de toute position moniste et déterministe, c'est-à-dire de tout « objectivisme » (fût-ce celui de « l'idéalisme objectif », d'où l'abandon ou la défiguration calculée de l'hégélianisme) et à la résurrection plus ou moins explicite du spiritualisme tendanciellement individualiste et agnostique, dont l'aboutissement « conséquent » est le solipsisme.

En substance, on essaie de nier la possibilité même d'une connaissance objective, c'est-à-dire d'une science, d'une prévision dialectique des événements fondée sur des lois, c'est-à-dire sur l'enchaînement objectif et contraignant des processus matériels ; quant à ces derniers, on ne nie tout simplement leur existence, ou on les déclare indéchiffrables. On commence, disait Lénine dans *Que faire ?* par « nier la possibilité de donner une base scientifique au socialisme et de prouver du point de vue de la conception matérialiste de l'histoire sa *nécessité* et son *inévitabilité* ». A la science se substituera ainsi avec Sorel le « mythe », avec James la « volonté de croire », avec les néokantiens l'« impératif catégorique » correspondant à la métaphysique des Droits

et Devoirs de l'idéologie bourgeoise. L'intervention matérielle de l'homme sur le monde extérieur conditionné par le milieu naturel et productif se dissout en un monologue de la Volonté individuelle, qui, sous ses formes les plus conséquentes — celles qui osent s'affirmer solipsistes — se voit finalement obligée de « poser » face à elle un « autre fictif » pour avoir un objet auquel s'appliquer et auquel tendre.

La dialectique que le vieil idéalisme objectif-absolu de Hegel situait royalement dans le mouvement même de l'Idée (dont toute pensée individuelle et contingente n'est qu'un avatar postérieur et particulier) et qui donc subsistait objectivement en dehors du Moi individuel et même de l'activité « spirituelle » collective d'une époque donnée, est, dans le meilleur des cas, réduite à un jeu pur de l'« esprit » individuel, échappant à toute détermination préalable et extérieure, et surtout étrangère à un monde physique régi par des lois opérant « au jour le jour », dont l'existence est en définitive considérée comme un simple « décalque » de l'expérience personnelle, un décalque dont on ne peut tenir compte, ni avoir connaissance, sinon à des fins « conventionnelles », et sur le plan de l'« utilité » économique brute et immédiate.

Comme le soulignait Engels dans la préface à l'édition anglaise de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (20 avril 1892), face à l'aggravation flagrante de ses propres contradictions, la bourgeoisie répudie les instruments de connaissance grâce auxquels elle avait découvert les contradictions inhérentes à l'ancien régime et pronostiqué sa mort. Elle ne fait pas seulement la politique de l'autruche, mais tente de nier, de dévaloriser aux yeux de la classe directement intéressée les conclusions de la *science nouvelle* de la révolution prolétarienne. On substitue l'expérience à la matière, et on ne fait pas subir moins d'altérations à la dialectique, cette « algèbre de la révolution » suivant l'expression de Herzen, que Hegel avait déjà amputée de ses conclusions par une ultime synthèse métaphysique (l'Etat résolvant les contradictions de la société civile) qui consacrait l'impossibilité de dépasser le monde capitaliste. La dialectique est remplacée par « l'évolution indolore », comme dans ce que Marx appelait le « positivisme merdique » de Comte et Spencer, ou elle est abaissée, comme chez Proudhon ou dans le révisionnisme ultérieur de Bernstein au rang de « comptabilité en partie double », de partage boutiquier des « bons » et « mauvais » côtés des événements, ou encore affaiblie et châtrée comme dans le néo-idéalisme de Croce. Celui-ci (qui se vante, dans des écrits fort bien réputés par le féroce polémiste orthodoxe qu'était alors Plekhanov, d'avoir préfiguré le révisionnisme bernsteinien) nie la dialectique de la nature et son développement à travers les contraires ou « opposés », pour postuler une dialectique des « distincts » pacifique et aseptisée.

Or c'est à Croce — et à travers lui au néo-idéalisme italien en général, imbu de subjectivisme dès sa naissance et enclin à une interprétation banalisante de la dialectique proche de celle de la « droite hégélienne » — que se réfère Gramsci ; il soutient même que

le marxisme, ou plutôt (ainsi qu'il en définit non sans justesse sa propre « interprétation » et « re-création ») la « philosophie de la praxis » serait fondamentalement une *variante* de cet idéalisme particulièrement borné.

Contre les falsifications positivistes et néo-kantiennes des divers courants révisionnistes de la II^e Internationale, Lénine avait réaffirmé (cf. *Matérialisme et empiriocriticisme* et *Cahiers philosophiques*) dans le domaine épistémologique les fondements du matérialisme dialectique de Marx et Engels, sans craindre de remettre en relief l'énucléation du « noyau rationnel » du système hégélien. Le fait même que, pour Gramsci, le noyau rationnel (mais en réalité il s'agit pour lui de bien autre chose) doive être cherché dans le néo-idéalisme révèle, plus qu'une « étroitesse provinciale d'expériences intellectuelles », qu'il n'a jamais accepté l'idée marxiste que *la philosophie s'achève avec le système hégélien*, autrement dit que la philosophie comme telle (superscience) ou comme science particulière perd sa raison d'être face à la nécessité urgente d'une science révolutionnaire unique de la nature et de l'histoire, résultat de l'ensemble de toutes les connaissances scientifiques expérimentales et de la logique formelle et dialectique, c'est-à-dire de la nouvelle « conception du monde » unitairement matérialiste et intégralement scientifique.

Les critiques formulées par Gramsci contre le concept même de « science » ou d'« objectivité », ainsi que contre celui de « matérialisme » — auquel il voudrait substituer un *historicisme absolu* matiné de crocianisme et de relativisme pragmatiste — ne sont autres que les objections traditionnelles de l'idéalisme subjectif à une conception réaliste et objectiviste, et à plus forte raison matérialiste ; les arguments mêmes, dirait à juste titre Lénine, de l'évêque Berkeley. Ces critiques, explicitement développées dans les *Cahiers de prison*, sont déjà sous-jacentes dans l'« Ordine Nuovo » et ses écrits antérieurs. Et il faut bien voir que cette position idéologique préside à l'élaboration des concepts-clés du gramscisme, qui se ramènent tous, en un sens, à la notion de *bloc historique*. C'est en effet à cette notion que se réduit celle même de l'*hégémonie* que Gramsci substitue, non par hasard ni par maladresse d'expression, à la *dictature* de la classe et du parti. Dans ce concept typiquement gradualiste et idéaliste de bloc historique, le volontarisme s'unit à l'éducationnisme (et au culturalisme) en une synthèse représentative des nombreuses suggestions provenant des milieux du révisionnisme international.

Parmi les facteurs matériels de la crise capitaliste, de l'avènement d'une situation révolutionnaire, l'un est la « perméabilité » du prolétariat à la propagande et à l'organisation d'un parti qui remplit sa tâche en se soumettant, dans les domaines stratégique, tactique et organisationnel, à un *programme invariant* parce que fondé sur le dévoilement matériel des antagonismes inhérents au mode de production en vigueur, qu'ils minent et font éclater. Or tout cela est remplacé par une *illumina-*

tion spirituelle qui se répand en réalisations immédiates et anticipe la nouvelle société au sein de la vieille sous forme d'un réseau de *conquêtes* locales. « L'école » (si on nous passe ce mot) de l'« Ordine Nuovo » se caractérise encore par un trait, que lui reconnaissent aussi bien ses amis que ses ennemis : le *localisme* turinois. D'après lui, la formule de l'organisation ouvrière, du conseil d'usine constituait une nouveauté qui s'était imposée à Turin et n'avait gagné l'Italie et le monde que par la vertu de cette « expérience » turinoise assumée avec une ardeur de pionniers. C'était au fond une variante de l'insidieuse théorie du « modèle » qui apparut soudain ainsi et était destinée à avoir de durables et désastreux prolongements, vainement combattus : nous ferons en Europe ce qui a été commencé en Russie, nous ferons en Italie ce qui a été commencé à Turin. Voilà d'où tu partis pour faire tant de ravages, recette empoisonnée de l'émulation compétitive !

2. Faux gauchisme gradualiste

En pleine concordance avec les classiques du communisme critique (polémiques contre Proudhon, Bakounine, Lassalle, critique des Programmes de Gotha et d'Erfurt, etc.) et avec les grands restaurateurs du marxisme (*Que faire ?*, *Contre le courant*, *L'Etat et la Révolution*, *Le renégat Kautsky*, *Terrorisme et communisme...*) nous avons toujours, en réexposant les thèses programmatiques révolutionnaires, montré que l'immédiatisme est l'aspect essentiel et distinctif de l'opportunisme, qui révèle le mieux son *impatience* en postulant une transformation *graduelle* de la société et un renversement des rapports de pouvoir, ou même une conquête directe du pouvoir, grâce au *développement progressif*, au sein même de la société bourgeoise, d'une nouvelle forme économique étiquetée « prolétarienne ». C'est là une plate contrefaçon de la thèse marxiste suivant laquelle la société bourgeoise porte en elle sa propre négation et les agents de son propre dépassement, c'est-à-dire les conditions matérielles du socialisme (caractère social de la production opposé au caractère privé de l'appropriation), prémisses dont l'épanouissement exige la destruction du système mercantile, autrement dit l'intervention chirurgicale de la révolution.

La thèse révisionniste établit une analogie fallacieuse entre la situation de la bourgeoisie dans la société féodale, où cette classe a incontestablement obtenu un pouvoir économique croissant avec les atouts idéologico-culturels y afférents, et la « condition » du prolétariat dans la société bourgeoise (où il est par définition *sans réserves*, dénué de tout, déshérité). Une telle vision nie en bloc toute l'analyse scientifique du *Capital*, tout le programme marxiste de la constitution du prolétariat en classe (à travers sa constitution en parti) et de son émancipation. Celle-ci ne peut être conçue comme la rupture, l'abrogation de liens *juridiques* consacrant un rapport de domination social

dépassé, ne serait-ce que parce qu'aucun principe légal n'oblige le prolétaire à vendre sa force de travail, unique marchandise à sa disposition et qui possède le caractère particulier d'engendrer de la plus-value. Ce point a été lumineusement développé par Rosa Luxemburg dans *Réforme sociale ou révolution ?* (2^e partie, chap. 3 : La conquête du pouvoir politique) :

« Bernstein, qui tonne contre la conquête du pouvoir politique et la dénonce comme théorie blanquiste de la violence, a le malheur de considérer comme une erreur blanquiste ce qui constitue depuis des siècles le pivot et la force motrice de l'histoire humaine. Depuis qu'il existe des sociétés de classe et que la lutte des classes constitue le contenu essentiel de leur histoire, la conquête du pouvoir politique a toujours été le but de toutes les classes ascendantes, comme le point de départ et le point d'aboutissement de toute période historique. [...] C'est qu'à toute époque la constitution légale n'est autre chose qu'un produit de la révolution. Tandis que la révolution est l'acte politique formateur dans l'histoire des classes, la législation n'est que la forme politique dans laquelle une société se survit. Le travail législatif pour les réformes par la loi ne contient précisément aucune force motrice propre, indépendante de la révolution ; il ne s'accomplit, dans chaque période historique, que dans la direction que lui a donnée l'impulsion de la dernière révolution et aussi longtemps que cette impulsion continue à se faire sentir, ou, pour parler plus concrètement, seulement dans le cadre de la forme sociale créée par la dernière révolution. Tel est justement le noyau de la question.

« Il est tout à fait faux et contraire à l'histoire de se représenter le travail pour les réformes uniquement comme la révolution étirée en longueur, et la révolution comme une réforme condensée. Une transformation sociale et une réforme légale ne se distinguent pas par leur durée, mais par leur contenu. Tout le secret des bouleversements historiques au moyen du pouvoir politique réside précisément dans la transformation de simples modifications quantitatives en une qualité nouvelle, ou, pour parler en termes concrets, dans le passage d'une période historique, d'une forme de société donnée, à une autre.

« C'est pourquoi quiconque se prononce en faveur de la voie des réformes légales, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas, en réalité, une voie plus tranquille, plus sûre et plus lente, conduisant au même but, mais un but différent, à savoir, au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, des modifications purement superficielles de l'ancienne société. C'est ainsi qu'on aboutit, en partant des considérations politiques du révisionnisme, à la même conclusion qu'en partant de ses théories économiques, c'est-à-dire qu'elles ne visent pas, au fond, à la réalisation de l'ordre socialiste, mais uniquement à la remise en forme de l'ordre capitaliste, non pas à la suppression du salariat, mais au dosage en

plus ou en moins de l'exploitation, en un mot à la suppression des abus du capitalisme, mais non pas du capitalisme lui-même. »

Sur cette voie opportuniste magistralement dénoncée par Rosa Luxemburg, Louis Blanc se retrouve avec Lassalle, Proudhon traîne à sa suite Bakounine et Bernstein, Sorel et Jaurès. En ce qui concerne le syndicalisme de type sorélien, on peut lire dans le 1^{er} volume de notre *Histoire de la Gauche* :

« Ce n'était là qu'un nouveau type de gradualisme aux allures révolutionnaires, qui avait en commun avec ses farouches adversaires de l'époque (les réformistes) la volonté de rendre graduelle la seule chose qui ne peut s'accomplir graduellement, c'est-à-dire la violente rupture de continuité dans le maniement de l'Etat, cette arme que l'humanité, pour la jeter à la ferraille, doit d'abord empoigner par la gueule pour la tourner dans l'autre sens. La même erreur se trouve à la base du gramscisme, qui voit une série pragmatique dans le contrôle et la gestion des entreprises par les conseils ouvriers et leur substitution progressive à l'Etat capitaliste, perspective qui a fait retomber ses épigones dans la vieille erreur commune aux deux camps ennemis de 1906, et finalement sous une forme tristement inférieure à celle de la droite d'alors. »

Et dans *Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière* (1945) nous disions :

« L'école syndicaliste n'était pas moins volontariste, jusque dans son adhésion aux philosophies bourgeoises les plus récentes. En effet, elle parlait bien de conflit de classe déclaré, de destruction et d'abolition de cet appareil d'Etat bourgeois que les réformistes voulaient imbiber de socialisme, mais en réalité, en localisant les luttes et la transformation sociales dans les entreprises de production prises isolément, elle pensait elle aussi que les prolétaires pouvaient conquérir par leur lutte syndicale des positions avantageuses successives qui seraient comme autant d'îlots prolétariens dans l'océan capitaliste. Le mouvement italien de l'Ordine Nuovo dérivait de cette conception syndicaliste : avec sa théorie des conseils d'usine, il brisait l'unité internationale et historique du mouvement de classe et de la transformation sociale pour proposer, au nom d'une détermination concrète et analytique de l'action, la conquête d'une série de positions successives au sein des unités de production. » (1)

Vu ces présupposés, en dépit du fait que certains représentants de ces courants ont critiqué, parfois avec véhémence, tel ou tel aspect contingent de la démocratie représentative (mais jamais, évidemment, le principe démocratique !), on comprend qu'une pareille orientation

(1) *Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière*, in *Défense de la continuité du programme communiste* (Editions Programme Communiste), p. 157.

aboutisse, sous ses multiples expressions, à un décalque pur et simple des positions démo-populaires, et le *bloc historique* n'en est pas la moindre conséquence. Une fois le prolétariat dépossédé de son existence de classe en soi et pour soi, de sa fonction et mission historique, l'*ouvriérisme* sombre nécessairement dans l'*interclassisme* de la démocratie « nouvelle », « vraie », « directe », « pure », etc. En ce sens, l'évolution de Gramsci de l'*ordinovisme* à la thématique *national-populaire* de ses écrits plus tardifs offre une parfaite continuité logique, favorisée par la situation internationale de reflux du mouvement prolétarien et l'involution complète de la III^e Internationale.

Gramsci affirme à maintes reprises et à juste titre qu'il s'inspire de Sorel et de De Leon. En quel sens joue l'influence du premier, nous le voyons dans une des *chroniques* de l'*Ordine Nuovo* (11.10.1919) où, parlant de Sorel, il écrit :

« Dans ses meilleurs écrits, semblent ressusciter en lui un peu des qualités de ses deux maîtres : la rigoureuse logique de Marx et la plébéienne et touchante éloquence de Proudhon. Il ne s'est enfermé dans aucune formule, et aujourd'hui, conservant ce qu'il y avait de vital et de neuf dans sa propre doctrine, c'est-à-dire l'exigence pour le mouvement prolétarien de s'exprimer en des formes propres, de donner vie à ses propres institutions, aujourd'hui il peut suivre non seulement d'un œil pénétrant mais avec compréhension la réalisation entreprise par les ouvriers et paysans russes, et peut encore appeler « camarades » les socialistes d'Italie qui veulent suivre leur exemple.

« Nous sentons que Georges Sorel est vraiment resté tel que l'avait fait Proudhon : un ami désintéressé du prolétariat. C'est pourquoi sa parole ne peut laisser indifférents les ouvriers turinois, ces ouvriers qui ont si bien compris que les institutions prolétariennes doivent être élaborées bien à l'avance si on ne veut pas que la prochaine révolution ne soit qu'une duperie colossale. »

Le passage est probant : on ne saurait exprimer plus nettement le gradualisme de la vision ordinoviste et sa parenté avec le *mutualisme*, la *combinaison économique* que Proudhon opposait franchement à la *révolution* revendiquée par Marx, et que Sorel avait fait sien en dépit de toute l'« esthétique » de la violence de sa doctrine — qui se fonde, et ce n'est pas par hasard, sur l'assimilation des organisations immédiates du prolétariat (syndicats) aux corporations médiévales, berceau du *nouvel ordre* manufacturier capitaliste.

Ces conceptions sont d'autre part inséparables de la théorisation de Daniel de Leon et de son *Socialist Labor Party*. Ce dernier répudiait la révolution armée et même le travail illégal (dans l'armée par exemple), avec la conviction que le développement au sein du régime bourgeois de la structure économique prolétarienne préfigurant la société future a fait des institutions bourgeoises une simple enveloppe progressivement vidée de son contenu, qui, à un moment donné, s'effon-

drerait d'elle-même. C'était ignorer la théorie marxiste de l'Etat, et, par suite, refuser le principe de la dictature du prolétariat « qui devient, par la logique même des choses, la dictature d'une minorité consciente et organisée de la classe, c'est-à-dire du Parti Communiste [...] [Suivant l'interprétation de la III^e Internationale] le prolétariat doit être protégé contre lui-même par sa propre dictature, afin d'éviter que la bourgeoisie cherche dans sa masse des recrues pour ses complots contre-révolutionnaires. » Cette critique exprime du « substitutionnisme », on la retrouve pratiquement dans les mêmes termes chez Gramsci, chez Pannekoek et dans les écrits de Lukacs applaudissant à la fusion avec les sociaux-démocrates qui avait pourtant porté un coup fatal à la révolution hongroise.

La conception en fait pacifiste et électoraliste du « socialisme révolutionnaire » de De Leon découle du postulat d'une *conquête économique préalable de la société*. De même, l'exaltation sorélienne de la violence se dissout dans le *mythe* de la grève générale (qu'on ne peut confondre avec l'insurrection) et se manifeste paisiblement dans les réalisations « concrètes » poursuivies par le corporatisme syndicaliste, destiné en tant que tel à une fonction strictement réformiste allant jusqu'au social-chauvinisme de l'*union sacrée*. Un autre aspect typiquement anarcho-syndicaliste du schéma de De Leon est le « saut » par-dessus le pouvoir politique, par-dessus l'Etat politique prolétarien, et le passage *direct* à une prétendue « administration des choses », présentée en principe comme planifiée, mais livrée en fait aux décisions d'une sorte de « parlement du travail » réunissant les représentants démocratiquement élus des ouvriers de toutes les branches d'industrie. S'il exclut le critère de la représentation territoriale, ce projet n'exclut assurément pas « l'esprit d'usine » (comme on dit : l'esprit de clocher) dont il élargit seulement, dans l'hypothèse la plus favorable, les limites étroites, reprenant ainsi en définitive le vieux schéma syndicaliste de la démocratie des syndicats d'industrie. Or celui-ci s'oppose radicalement à l'exigence proclamée d'une planification : le rôle de tels « représentants industriels » consisterait en effet nécessairement à négocier l'échange des produits et des matières premières entre les différentes branches, ce qui introduirait le critère mercantile avec son appendice monétaire, l'équivalent général, et le dépassement du système salarial évoqué par De Leon ferait long feu (2). Le système encensé ici, soit comme but final, soit dans l'idée qu'il constitue « à la fois le bélier qui défonce la forteresse capitaliste et le successeur de la structure sociale capitaliste » (*Daily People* du 20.1.1913) est beaucoup plus proche de la conception gramscienne des conseils que de celle des soviets léninistes. Il n'empêche que Lénine a avec raison donné acte à De Leon d'avoir soutenu la nécessité d'un système de gouvernement

(2) Voir notre brochure *Les Fondements du communisme révolutionnaire*, (Editions Programme Communiste) qui traite de façon générale les problèmes de l'immédiatisme, du concrétisme, du « proudhonisme renaissant et tenace ».

fondé sur les travailleurs seuls, et où ne soient ni représentés ni aucunement éligibles les exploités ; cette position est remarquable, surtout si on pense aux variations kautskiennes sur la démocratie pure et, en général, à l'*interclassisme immonde* des théoriciens des Internationales 2 et 2 1/2. De même que Gorter et Pannekoek qui, de façon malhabile certes, opposèrent à Kautsky qui la théorie de l'extinction de l'Etat, qui l'internationalisme, De Leon ne proposa pas seulement comme *slogan* un « Etat des travailleurs » (Etat ouvrier), mais dénonça vigoureusement (même s'il ne sut en tirer toutes les conséquences, par exemple l'absurdité de la conquête pacifique du pouvoir dans les Etats capitalistes modernes) les « hypothèses » de Kautsky, élaborées à l'occasion du débat sur l'entrée de Millerand dans le gouvernement Waldeck-Rousseau, sur une possible neutralité de l'Etat bourgeois face à la lutte des classes. Comme celle de Gorter et de Pannekoek, la conception de De Leon, sans pouvoir être qualifiée de marxiste, représentait néanmoins une critique directe du kautskisme allant *dans un sens marxiste*. A moins de fausser la réalité historique, on ne peut toutefois considérer cet éloge de Lénine comme un brevet d'orthodoxie donné à De Leon (ou aux « tribunistes » hollandais) et, du même coup, à l'ordinovisme. Il faut confronter les termes dans lesquels Lénine rend hommage à De Leon avec les thèses du 2^e Congrès sur les soviets, de même qu'il faut comparer son appréciation objective des mérites des théoriciens hollandais durant l'avant-guerre et dans la lutte antichauvine avec les thèses de ce même Congrès sur le rôle du Parti. L'essentiel est en effet que ces formidables résolutions, *impératives* pour le mouvement révolutionnaire international, s'en prennent au cœur mêmes des théorisations immédiatistes américaines ou hollandogermaniques, qui aboutissaient dans certains cas, comme nous le verrons, à répudier purement et simplement *le parti en tant que tel*.

Ces versions « extrémistes » de la conquête *progressive, moléculaire* du pouvoir ne sont au fond, elles aussi, que les héritières de la défiguration doctrinale et pratique du marxisme par la vision prédominante dans la II^e Internationale ; cette déformation ne laissa pas d'influencer bon nombre de ceux-mêmes qui essayaient de la combattre, et qui s'en trouvèrent imprégnés au point d'être hors d'état de fonder leur critique « de gauche » sur la revendication intégrale des thèses marxistes fondamentales. Les tendances « ouvriéristes » commirent la même erreur que le « syndicalisme révolutionnaire ». Imputant au marxisme lui-même les tares opportunistes dues à ses déformations révisionnistes, celui-ci apparut dès le départ comme une variante du révisionnisme, aux conséquences liquidationnistes prévisibles (et prévues effectivement, par exemple par les rares représentants italiens de l'orthodoxie marxiste). De même, les tendances « ouvriéristes » qui tentaient de lutter contre l'orientation social-démocrate dominante sur la base d'une *prétendue alternative* « libertaire », non seulement ne lui opposaient aucun programme sérieux, mais tombaient à son niveau en tant qu'*opportunisme de gauche* pendant de celui de droite. Du reste, ces

qualificatifs ne désignent pas du tout des erreurs par *excès* ou *défaut* de *radicalisme*, mais la défense et l'illustration, sous des formes qui ne s'opposent qu'en apparence, d'une ligne opposée au marxisme, qui, lui, n'admet le gradualisme qu'après la prise du pouvoir. Il est significatif à cet égard que non seulement « droite » et « gauche » opportunistes aient toujours dénoncé le *blanquisme* et le *jacobinisme* du marxisme, c'est-à-dire le principe d'un *leadership* révolutionnaire (et donc d'un « art de l'insurrection ») et de la dictature exercée par le parti communiste, mais également qu'elles aient toujours recouru pour ce faire aux mêmes arguments purement démocratiques, dont la gamme va des nuances libérales-conservatrices aux libertaires-subversives, mais dont le contenu doctrinal et la base matérielle sont, sous ces apparences diverses, toujours identiques : il s'agit d'importer dans le mouvement prolétarien l'idéologie capitaliste dominante dans sa version petite-bourgeoise, donc à travers des couches particulières de la classe ouvrière, à moitié imbriquées dans la petite-bourgeoisie, soit parce qu'elles se sont « embourgeoisées » dans l'aristocratie ouvrière (réformisme), soit parce qu'elles proviennent de secteurs petits-bourgeois ruinés, porteurs naturels des idées anarchistes.

Cette polémique contre le *blanquisme* et le *jacobinisme* du marxisme orthodoxe est un point fondamental. De Bernstein à Kautsky et Otto Bauer (sans oublier, malheureusement, la contribution de Trotsky et de Rosa Luxemburg), des menchéviks à P. Levi, de Gramsci à Pannekoek, d'Errico Malatesta aux modernes épigones du « socialisme des conseils », elle constitue le trait distinctif de l'immédiatisme, le fin mot des innombrables explications « antitotalitaires » du processus qui a fait de l'U.R.S.S. ce qu'elle est actuellement. Ce processus, nous l'identifions quant à nous comme la contre-révolution qui a détruit *l'unique conquête socialiste* d'Octobre, la dictature du parti bolchévik, et qui l'a justement fait en éliminant *physiquement* même les cadres du glorieux parti de Lénine. L'accusation de blanquisme est à la fois générale et particulière ; elle remet en question tout le rapport du parti à la classe et, dans ce contexte, nie le rôle dirigeant du parti non seulement dans le processus révolutionnaire global, mais dans l'organisation même de la prise du pouvoir, qui résulterait, une fois de plus, de la « décision » spontanée des masses. Rappelons le célèbre passage de la lettre de Lénine du 13-14 (26-27) septembre 1917 sur *Le marxisme et l'insurrection* : il est entendu que, contrairement au blanquisme classique, le marxisme ne croit pas pouvoir *susciter* ni *faire*, mais seulement *diriger* grâce au parti l'insurrection provoquée par des conditions matérielles objectives et subjectives bien définies ; il est entendu aussi que l'insurrection est le fait de larges couches de la classe travailleuse dans une situation de galvanisation des masses, de profond bouleversement et de désarroi du pouvoir constitué. Il n'en reste pas moins que

« le mensonge opportuniste qui veut que le fait de préparer l'insur-

rection et, plus généralement, de considérer l'insurrection comme un art soit du blanquisme est une des pires et peut-être la plus répandue des déformations du marxisme dans les partis « socialistes » dominants. Le chef de l'opportunisme, Bernstein, s'était déjà acquis une triste célébrité en accusant le marxisme de blanquisme, et les opportunistes actuels qui crient au blanquisme ne rénovent et n'« enrichissent » en rien, pour parler franchement, les maigres idées de Bernstein.»

Quant au « jacobinisme », ce terme est employé péjorativement par Gramsci dans ses premiers écrits, jusqu'à l'*Ordine Nuovo*, puis laudativement dans les *Cahiers*, sans qu'il y ait là contradiction, car d'abord il voulait critiquer la prééminence et la dictature du parti, tandis qu'ensuite il défendait le bloc historique démocratique national-populaire (et il invoque alors l'hégémonie d'un parti national et illuministe, un « intellectuel collectif »). Il importe de rappeler ici que pour Lénine le rôle « jacobin » du parti révolutionnaire marxiste ne se limite absolument pas à un radicalisme plébéien dans la conduite de la première phase (démocratique) de la révolution double. C'est une fonction beaucoup plus importante qui incombe au parti communiste en tant que tel, en tant qu'organisation mondiale, et qui, en conséquence, lui incombe aussi — et surtout ! — dans les pays où les tâches démocratiques ne sont plus à l'ordre du jour : il joue par rapport au prolétariat le rôle dirigeant que les jacobins assumèrent à l'égard de la bourgeoisie, et cette tâche est d'autant plus importante que le prolétariat ne dispose pas des avantages que la bourgeoisie révolutionnaire possédait sous l'ancien régime. De même, l'affrontement du parti avec les girondins du prolétariat, c'est-à-dire les opportunistes, est d'autant plus nécessaire que le pouvoir prolétarien n'est pas conditionné par un rapport économique préexistant, mais par l'efficacité des interventions despotiques qui désintègrent les rapports de production existants, et seule la dictature du parti révolutionnaire, qui possède et peut appliquer un programme historique de destruction de la vieille société, permet de telles interventions (3).

(3) Il ne s'agit pas là d'une déduction arbitraire, ou d'une déformation de la thèse de Lénine tendant à l'adapter à notre propre courant, qui, en matière de parti « pousse le bolchévisme jusqu'à la caricature » (comme nous l'avons lu avec plaisir sous la plume de certains immédiatistes). On pourra s'en assurer en se reportant aux déclarations très nettes de Lénine, avant tout dans *Que faire ?*, mais aussi dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*, où il affirme au paragraphe q) :

« Les « paroles terribles » de jacobinisme, etc., n'expriment absolument rien, si ce n'est de l'opportunisme. Le Jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat conscient désormais de ses intérêts de classe, c'est justement le social-démocrate révolutionnaire. Le Girondin qui soupire après les professeurs et les collégiens, qui redoute la dictature du prolétariat, qui rêve à la valeur absolue des exigences démocratiques, c'est justement l'opportuniste. Seuls les opportunistes peuvent encore, à notre époque, voir un danger dans les organisations conspiratrices, quand l'idée de ramener la lutte politique aux proportions d'un complot a été mille fois réfutée dans les écrits, réfutée et éliminée depuis

Cette récusation de la tâche jacobine que le parti doit remplir à l'égard du prolétariat est, comme on voit, intimement liée à la représentation gradualiste d'une édification de places fortes prolétariennes au sein de la société bourgeoise, c'est-à-dire à l'opposé de la vision marxiste du passage du capitalisme au socialisme, qui découle des lois objectives présidant à la reproduction du capital et à ses crises. Ce qui prouve une fois de plus la cohérence, l'unité, l'harmonie organique du corps de doctrine marxiste, dont on ne peut rejeter une partie, même apparemment « secondaire » (et il s'agit ici de révisions de taille), sans être amené à nier, ou, pis, à dénaturer *totalemment* l'ensemble.

Dans la vision gramscienne, la révolution (s'il est légitime d'employer ce mot dans un tel contexte) ne résulte pas des contradictions structurelles et insurmontables du système capitaliste, et avant tout de l'opposition entre le caractère privé de l'appropriation et le caractère social de la production ; elle découle du *développement*, au sein de cette forme économique, d'une structure différente, qui se heurte à un certain moment à des *superstructures* étouffantes et discréditées : ainsi s'ébauche une sorte de « changement de direction » en vue d'une meilleure productivité, qu'on mesure suivant les paramètres en vigueur dans l'ancienne société. Que telle est la perspective de Gramsci, d'innombrables documents, et en particulier son intervention à l'assemblée de Turin du Parti Socialiste Italien en juin 1919, le démontrent éloquemment :

« Afin que la révolution, de simple fait physiologique et matériel, devienne un acte politique et ouvre une ère nouvelle, il faut qu'elle s'incarne dans un pouvoir déjà existant, dont l'ordre ancien, par ses institutions, entrave et comprime le développement. Ce pouvoir prolétarien doit être l'émanation directe, disciplinée et systématique des

longtemps par la vie, quand l'importance cardinale de l'agitation politique de masse a été expliquée et rabâchée jusqu'à l'écoeurement. Le vrai motif de cette peur de la conspiration, du blanquisme, n'est pas tel ou tel trait du mouvement pratique (comme Bernstein et Cie cherchent depuis longtemps — mais en vain — à le faire croire), mais la timidité girondine de l'intellectuel bourgeois, dont la mentalité perce si souvent chez les actuels sociaux-démocrates. »

Et ce passage de *Terrorisme et Communisme* où Trotsky répond à Kautsky, qui avait rapproché les bolchéviques, ces « utopistes », des proudhoniens, est aussi lumineux :

« Kautsky aurait pu nous comparer avec bien plus de raison aux blanquistes adversaires des proudhoniens, aux blanquistes qui saisissaient bien l'importance du pouvoir révolutionnaire et se gardaient bien, en posant la question de sa conquête, de tenir religieusement compte des aspects formels de la démocratie. Mais pour justifier la comparaison des communistes et des blanquistes, il faut ajouter que nous disposons d'une organisation révolutionnaire telle que n'en rêverent jamais les blanquistes : les soviets des députés ouvriers et soldats ; que nous avons en notre parti une incomparable organisation politique directrice pourvue d'un programme complet de révolution sociale ; et, enfin, que nos syndicats, marchant avec ensemble sous le drapeau communiste et soutenant sans réserves le gouvernement des Soviets, constituent un puissant appareil de transformation économique. »

masses travailleuses ouvrières et paysannes. Il est donc nécessaire d'élaborer une forme d'organisation qui discipline en permanence les masses ouvrières. Les éléments de cette organisation, il faut les chercher dans les commissions internes des usines, conformément aux expériences des révolutions russe et hongroise et aux expériences pré-révolutionnaires des masses travailleuses anglaises et américaines, qui, par la pratique des comités d'usine, ont commencé cette éducation révolutionnaire et cette mutation psychologique qui constituent, d'après Karl Marx, le symptôme le plus prometteur de la réalisation du communisme. Le rayonnement du Parti socialiste doit servir à donner une forme révolutionnaire à cette organisation, et à en faire l'expression concrète du dynamisme révolutionnaire en marche vers les plus vastes réalisations. » (4)

Ce qui frappe dans cette formulation — outre son « concrétisme », sa référence aux I.W.W. et aux *Shop stewards committees*, et la résonance bergsonienne et vitaliste du « dynamisme révolutionnaire » — c'est son accent éducationniste et localiste. (Marx parlait bien d'entraînement à la lutte, mais au travers d'associations de défense générale et d'actions tournées vers l'ensemble de la classe, dans laquelle se propage l'influence du programme révolutionnaire). Par ailleurs, cette vision illuministe correspond bien à l'analogie établie entre la révolution prolétarienne et la révolution bourgeoise, qui dut surtout écarter les obstacles juridiques qui gênaient le développement et le libre jeu d'une économie déjà prédominante. Cet aspect fondamental de la thèse de Gramsci n'est pas vraiment contredit par les fréquentes polémiques abstraitement antijacobines que contiennent ses premiers écrits, car celles-ci ne critiquent pas l'idéologie démocratique-bourgeoise du jacobinisme, mais son recours à la dictature et à la terreur, sa fonction de parti d'avant-garde, la « substitution » d'un centre dirigeant à la spontanéité des masses canalisée par l'auto-éducation gestionnaire. Outre qu'il décalque la révolution prolétarienne sur le modèle de la révolution bourgeoise — consolidation graduelle du pouvoir économique et clarification progressive des consciences — Gramsci (implicitement dans l'ensemble de son œuvre, explicitement dans ses derniers écrits) exalte et pérennise la *direction* jacobine parce qu'elle promeut le *bloc démocratique historique* et, extrapolant à la révolution prolétarienne, charge de cette mission le parti communiste : celui-ci est dès lors « jacobin » non par rapport au prolétariat, ni parce qu'il emploie les armes de la dictature et de la terreur, mais parce qu'il propose, en tous temps et en tous lieux, un programme démocratique *pur* constituant « l'achèvement de la révolution bourgeoise ». D'un autre côté, dans ses premiers écrits, Gramsci fait (et avec des appréciations proches de celles du « renégat Kautsky » qui opposait la « bonne » Commune de 1871 aux « mauvaises » de 1793 en France et de 1919 en Russie)

(4) Cité par P. Spriano, *Gramsci e l'Ordine Nuovo*, Rome 1965, pp. 50-51.

une critique démocratique du jacobinisme proprement dit, dans la mesure où celui-ci se trouve forcé par les intérêts généraux de la classe bourgeoise et nonobstant la politique d'union populaire, d'intervenir contre certaines fractions de cette classe. Par là, il nie le rôle d'avant-garde du parti de classe, il nie le fait qui, pour Lénine, était d'une vérité « simple et claire », mais que l'opportunisme de droite, du centre et de gauche récuse ou défigure à l'envi : à savoir que les classes sont guidées par des partis, les partis par des « chefs », et que le parti communiste doit assumer à l'égard de la classe ouvrière et de son Etat le rôle assumé par les jacobins à l'égard de la classe et de l'Etat bourgeois. En somme, dans les *Cahiers*, Gramsci apporte sa pierre au socle d'un jacobinisme *ad usum Delphini*, présenté comme le bloc historique national-populaire, et il réduit à cet objectif la fonction du parti révolutionnaire ; tandis que dans *l'Ordine Nuovo*, il apportait son eau au moulin antijacobin à l'aide des arguments classiques, tant sociaux-démocrates que libertaires, qui reviennent tous à opposer l'*auto-direction* du prolétariat à la *direction centralisée et dictatoriale du parti* : celle-ci, contrairement à ce qu'implique la conception marxiste de la révolution prolétarienne, serait un trait spécifique de la révolution bourgeoise. On retrouve cette polémique sous des plumes très diverses : elle fut alimentée aussi bien par le Trotsky « antisubstitutionniste » de 1903-1905 que, en 1903 et 1918, par Rosa Luxemburg, qui reprenait le concept typiquement De Leoniste de « l'usurpation du pouvoir par le parti après la révolution ». Les mêmes arguments se retrouvent et s'échangent comme des balles chez Paul Levi et dans le K.A.P.D. (5), à qui on doit les aphorismes sur le « parti de masses » et non « de chefs », parti, si on peut dire, « prolétarisé, soviétisé » (adhérent au tissu productif — première formule de la future « bolchévisation » chère à Gramsci et foncièrement anti-bolchévique !); œuvre d'« éducation » vouée à l'« action autonome » des « grandes masses » et qui ne doit pas négliger leur « consentement » ; « libération de l'esprit des masses » suivant l'idée spontaniste selon laquelle leur inspiration est révolutionnairement plus « féconde » que la stratégie programmatique du parti, et par opposition à « l'importation de la conscience de classe de l'extérieur », c'est-à-dire par le parti armé d'un programme qui n'est ni local, ni épisodique, ni changeant, mais qui contient « l'éventail des possibilités tactiques » grâce auxquelles on peut poursuivre des buts que l'agitation économique est par elle-même inapte à mettre à l'ordre du jour.

Répudier le jacobinisme du parti en tant que « bourgeois » et présenter en même temps la révolution prolétarienne comme le décalque fidèle du modèle bourgeois (en lui ôtant toutefois la direction politique unifiée et la terreur dictatoriale dont la bourgeoisie dut s'armer pour

(5) En ce qui concerne le K.A.P.D., Gorter et Pannekoek, voir le chapitre VIII de notre *Histoire de la Gauche communiste*, tome II, traduite en français dans *Programme Communiste* n° 58.

abattre un adversaire pourtant infiniment plus faible que celui que représente le capitalisme pour le prolétariat) n'est contradictoire qu'en apparence. En réalité, à la place du « jacobinisme bourgeois » on propose au prolétariat une parodie économiste ; en d'autres termes, on fait les *Girondins* à l'égard de la classe ouvrière. La critique *démocrate* du démocratism révolutionnaire bourgeois jacobin du 18^e siècle n'aboutit pas à un dépassement du démocratism bourgeois, mais à un *ultra-démocratism* libéral-libertaire qui, du désaveu réactionnaire des forces d'avant-garde de la révolution française, mène à la pure et simple *négation* des véritables instruments révolutionnaires de la lutte anti-capitaliste.

La Gauche italienne a toujours montré que l'ordinovisme et les variantes germano-hollandaises ou anglo-américaines du spontanéisme ouvrieriste et anarcho-syndicaliste sont étroitement apparentés. On peut le voir par exemple dans notre texte *La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats*, d'où nous extrayons ces lignes :

« Le péril que Lénine dénonçait en 1920 sous des noms appelés à devenir classiques : *infantilisme et doctrinarisme de gauche*, aboutit à méconnaître que le contenu révolutionnaire doit s'incarner dans deux formes d'organisation éminemment politiques et centralisées : le Parti de classe et l'Etat de classe. [...] Le groupe appelé Ordine Nuovo, qu'une propagande bien orchestrée cherche à présenter comme le courant véritablement marxiste et léniniste, s'est formé, dès sa naissance au cours de la première guerre mondiale, sur des positions erronées, celles-là mêmes qui niaient ou ignoraient le rôle fondamental du Parti et de l'Etat. [...] Son développement à l'époque et par la suite permet de voir que ce schéma [...] représentait par sa nature immédiate, une position petite-bourgeoise de gauche et non pas marxiste »(6).

Il est instructif de lire l'*Ordine Nuovo* du 8/5/1920, qui contient deux interviews recueillies par Boris Souvarine, l'une auprès du Comité Central du K.P.D., l'autre auprès de l'opposition kaapédiste. Souvarine commence à exprimer l'opinion du C.C. sur l'opposition, qui « présente un curieux mélange de proudhonisme, de marxisme et de soviétisme » (7); qui « considère comme périmée la tâche du parti, estimant que la révolution politique est accomplie et qu'il faut faire maintenant une révolution économique »; qui combat la centralisation du parti en faveur d'une « fédération d'organisations locales autonomes »; qui propose pour l'Allemagne le boycott du parlement et même des syndicats professionnels, et la formation de nouvelles organisations d'industries

(6) *La « maladie infantile », condamnation des futurs renégats* (Editions Programme Communiste), pp. 94-95.

(7) Il faut entendre par « soviétisme » ce qu'on désigne en France par *conseilisme*, en Allemagne par *Räte-sozialismus*, etc.

où entreraient (suivant la formule justement raillée par Lénine dans *La Maladie infantile*) « les ouvriers qui sont partisans de la dictature du prolétariat et du système des conseils », parce que dans ces organismes hybrides, mi-politiques et mi-syndicaux, « les ouvriers qui sont encore des communistes inconscients deviendront conscients, et ainsi l'existence du parti deviendra superflue » ; qui, enfin, « tend à la formation de conseils d'entreprises au sein même de la société bourgeoise et croit que grâce à ces conseils il sera un jour possible de se rendre maître du système économique et d'accomplir ainsi la révolution sociale ».

Compte tenu des adoucissements vraisemblablement apportés par le « reporter », non seulement le jugement du K.P.D. sur l'opposition est exact et coïncide dans une large mesure avec le nôtre, mais il analyse et condamne une vision totalement identique à celle du conseilisme ordinoviste. Ce qui n'empêche pas Souvarine, dans la suite de son article consacrée à l'interview des représentants de l'opposition dite « de gauche », de passer allégrement sur les aspects immédiatistes de leur doctrine, et ne gêne pas l'*Ordine Nuovo* qui, en publiant ce reportage sans réserves d'aucune sorte, même purement oratoires, reconnaît implicitement ses étroites affinités avec le K.A.P.D.

Ces affinités internationales et les caractéristiques de ce « Communisme de gauche » ressortent bien des déclarations des kaapédistes. On se propose la « destruction » des anciens syndicats et leur remplacement par des conseils d'usines réunis en associations par branche d'industrie ; n'y entreront « que les ouvriers qui acceptent la dictature du prolétariat et le système des soviets ; ils devront être régis par les *principes soviétistes*, c'est-à-dire que les initiatives et les discussions partiront de la base et non d'une organisation bureaucratique ». Ces formes sont « absolument neuves et propres à l'Allemagne » (la nouveauté, l'originalité, la particularité nationale, etc., sont régulièrement invoquées à ce propos, alors que dans le conseil d'usine italien, comme dans le *Betriebsrat* allemand et le *shop stewards committee* écossais, on retrouve, avec des variations insignifiantes, le même phénomène... et la même confusion fallacieuse avec le soviets) ; ces formes doivent être « des instruments de lutte non pour des intérêts de catégories, mais pour le socialisme », et « après la révolution, elles se changeront en soviets » ; mais, comme il résulte de la phrase précédente, elles auraient déjà joué le rôle de soviets durant la période de « dualité de pouvoir » et en attendant de pouvoir devenir des organes de gouvernement — ce qui revient à inverser complètement le véritable système de représentation communiste, ainsi que le remarquait *Il Soviet* du 14/9/1919. On vise à « 1) détruire les vieux organismes syndicaux professionnels ainsi que le mécanisme de l'Etat bourgeois et à créer les nouvelles formes du pouvoir prolétarien ; 2) à créer une nouvelle psychologie chez les ouvriers ». Ainsi, même cette dernière fonction d'éducateur ne revient pas au parti, qui s'occupe « des attribu-

tions qui lui sont propres : directives politiques, propagande, etc. ». Cette formule vague recouvre la conception centriste du parti, qui se borne à diffuser des « idées », mais n'introduit pas dans le prolétariat la conscience de classe en formant et en préparant l'avant-garde ouvrière, et donc en l'organisant dans un but subversif. Une fois de plus, la conscience de classe est conçue comme une donnée immédiate et non subordonnée à l'appropriation de la doctrine transmise par le parti, auquel échoit en fin de compte un rôle accessoire sinon purement décoratif, et de toute façon provisoire. Ce parti « réduit à sa plus simple expression » doit d'ailleurs s'organiser « sur des bases soviétistes », c'est-à-dire pratiquer le *suivisme* à l'égard du mouvement immédiat.

Les « gauches » rejettent enfin « toute participation au parlement, mais uniquement *en Allemagne* [...] l'époque actuelle étant révolutionnaire ». Leur abstentionnisme ne découle donc pas plus d'une critique du principe démocratique que d'une appréciation du rôle historique de la démocratie dans les aires de capitalisme déjà ou même très développé ; c'est un moyen de fortune, qui sent le bricolage maximaliste.

Deux semaines après la publication de l'interview du K.A.P.D., *Il Soviet* écrivait dans un article sur *Les tendances dans la III^e Internationale* que l'opposition allemande

« s'écarte en réalité des saines conceptions marxistes et adopte une méthode utopiste et petite-bourgeoise.

« L'opposition dit que le parti politique n'a pas une importance prépondérante dans la lutte révolutionnaire. Celle-ci doit se dérouler sur le terrain économique, sans être dirigée centralement. Pour contrer les vieux syndicats économiques tombés aux mains des opportunistes, il faut faire surgir des organisations nouvelles, fondées sur les conseils d'usines. Il suffira que les ouvriers agissent dans ce nouveau type d'organisations pour que leur action soit communiste et révolutionnaire. Si cette tendance préconise l'abstentionnisme électoral, c'est parce qu'elle nie l'importance de l'action politique et du parti en général, parce qu'elle nie que le parti politique soit le principal instrument de la lutte révolutionnaire et de la dictature prolétarienne. Un tel abstentionnisme s'apparente à la critique syndicaliste — pour qui l'action devrait se concentrer sur le terrain économique — et à la critique libertaire — qui aboutit à la caractéristique horreur des « chefs ». Nous ne répéterons pas ici les critiques que nous avons formulées contre ces conceptions, qui sont un peu celles de l'Ordine Nuovo de Turin » (8).

L'éducationnisme est commun au K.A.P.D. et à l'ordinovisme. On subordonne la révolution à la prise de conscience de classe des grandes

(8) « Le tendenze nella III Internazionale », *Il Soviet*, 25 mai 1920. Traduction française dans *Programme Communiste* n° 58.

masses ouvrières, qui s'accomplit au niveau des organisations immédiates (réseau de conseils) et coïncide avec l'apparition de la trame économique « communiste ». C'est réduire pratiquement à zéro la fonction du parti, dissous dans une classe qui aurait, par définition, accédé *toute entière* à une existence « en soi et pour soi » grâce à l'*auto-gouvernement* pré-révolutionnaire. La dictature du parti n'aurait plus aucun sens, puisque la révolution ne peut être réalisée que par un acte conscient de la *totalité* de la classe : sinon, pour Pannekoek comme pour Gramsci, elle serait d'avance un fiasco. Le parti doit donc se borner à *faire de la propagande* pour les conseils, les unions, etc. Enfin, si les théoriciens du K.A.P.D. affectent de tenir compte de l'emprise de l'idéologie bourgeoise sur le prolétariat, ils postulent néanmoins qu'il lui suffit, pour s'en libérer, d'entrer dans des organisations immédiates telles les *Unions*, dont les membres sont par définition « partisans de la dictature du prolétariat ». Ainsi illuminisme kaapédiste et éducationnisme ordinoviste se donnent la main pour s'enfoncer dans les sables du spontanéisme et de l'économisme.

3. Signification globale de notre critique

Il est à peine nécessaire de souligner l'importance des critiques que la Gauche a constamment adressées à l'anarchisme et à l'anarcho-syndicalisme sous toutes leurs formes, ainsi que de la position qu'elle a prise face à la tactique de la III^e Internationale, qui appelait les groupes de cette nature — fussent-ils ouvertement « non politiques » — à s'associer en tant que tels (et non leurs militants, lesquels étaient souvent des éléments valables, combattifs et même « récupérables » à condition de pratiquer une politique de salutaire intransigeance) à la constitution du mouvement communiste mondial. Mais la Gauche sut également reconnaître à temps le travestissement « marxiste » (K.A.P.D., *Ordine Nuovo*...) des positions libertaires et immédiatistes, et cela, non certes grâce à une « intuition » divinatoire ni même au « flair » politique de ses représentants, mais tout bonnement parce qu'elle se reportait aux bases mêmes du marxisme, qui avaient été encore réaffirmées au sein de la II^e Internationale par cette aile « radicale orthodoxe » destinée à présider à la formation du Komintern. Zinoviev écrivait dans un article d'octobre 1916 :

« La tâche des révolutionnaires marxistes consiste à montrer que durant les vingt-cinq années d'existence de la II^e Internationale, deux tendances essentielles se sont affrontées en elle avec alternance de succès et de revers : le marxisme et l'opportunisme. Nous ne voulons pas effacer toute l'histoire de la II^e Internationale. Nous ne renions pas ce qu'il y avait en elle de marxiste. »

« Un certain nombre de théoriciens et de dirigeants ont renoncé au marxisme révolutionnaire ; les kautskistes de tous les pays se sont détournés du marxisme révolutionnaire. Dans les dernières années d'existence de la II^e Internationale, les opportunistes et le centre ont remporté la majorité sur les marxistes. Néanmoins la tendance révolutionnaire a toujours survécu dans la II^e Internationale. Nous ne songeons pas un seul instant à renoncer à son héritage.

« Durant la guerre de 1914-1916 ont fait faillite l'opportunisme d'une part, l'anarchisme et le syndicalisme de l'autre. La guerre a porté un coup terrible au socialisme, mais elle représente aussi un aspect positif pour le mouvement ouvrier dans la mesure où elle aidera à enterrer les deux déviations petites-bourgeoises du socialisme.

« Notre lutte contre l'anarchisme et le syndicalisme ne doit pas être moins dure que celle que nous menons contre l'opportunisme. Notre travail de propagande ne consiste pas actuellement à chercher le « grain de vérité », le « noyau sain » que peut renfermer le syndicalisme, mais au contraire à montrer que le syndicalisme officiel en est arrivé, comme l'opportunisme, à trahir la classe ouvrière, à servir également la bourgeoisie. Bien plus : la faute du syndicalisme et de l'anarchisme est beaucoup plus grave. L'opportunisme conséquent est au moins resté fidèle à lui-même : beaucoup d'opportunistes disaient déjà bien avant la guerre ce qu'ils disent aujourd'hui. Mais les syndicalistes et les anarchistes ont scindé le mouvement ouvrier en France et en Italie — sous prétexte de lutter de façon intransigeante contre la bourgeoisie, le militarisme, la guerre — pour se comporter maintenant avec une félonie digne des pires opportunistes ; les anarchistes et les syndicalistes ont fait tout ce qu'il était humainement possible de faire dans le domaine de la phrase révolutionnaire, et ainsi ils ont seulement compromis davantage aux yeux des ouvriers les mots d'ordre, les directives révolutionnaires.

« Contre l'opportunisme et contre l'anarchisme ! Et contre les « marxistes du centre » en première ligne ! Le « centre » a toujours secondé l'opportunisme de la II^e Internationale. Le kautskisme joue un rôle réactionnaire : on le voit nettement aujourd'hui avec l'action du « longuettisme », cette tendance kautskiste en terre française, qui vient en réalité en aide aux pires chauvins.

« Retournons en arrière, à Marx ! Et pour cela, fondons la III^e Internationale ! » (9).

Il s'agit donc de remonter à la source, de restaurer le vieux marxisme sans aucune préoccupation de « voies nouvelles », de se rattacher à une tradition révolutionnaire : c'est, globalement, la position

(9) G. Zinoviev, *La II^e Internationale et le problème de la guerre — Renonçons-nous à notre héritage ?*, dans N. Lénine, G. Zinoviev, *Contre le courant*, Paris, 1918.

de la Gauche italienne, et il fallait être foncièrement étranger à la lignée marxiste pour l'attribuer, de façon bergsonienne, à « l'intuition » géniale, ou, mieux encore (suivant Sorel et... Nietzsche) à la « volonté de puissance » de Vladimir Illitch Oulianov. Au chapitre V (significativement intitulé *Lutte contre les deux camps antibolchéviques : le réformisme et l'anarchisme*) de *La Maladie infantile, condamnation des futurs renégats*, nous écrivions : « Nous affirmons qu'aucun mouvement ne fut aussi étroitement lié à Lénine que la Gauche marxiste italienne dans la lutte contre ces insanités [démocratico-libertaires]. Cependant, en 1920, cette maladie se propageait dans presque tous les partis de gauche, en Europe et en Amérique ; il est vrai, en un sens, qu'un doctrinarisme « de gauche » aussi tapageur est plus dévastateur que le doctrinarisme de droite, et Lénine eut raison de le pourfendre sans pitié en cette heure décisive, même s'il fait constamment la différence entre les deux périls. Il disait qu'avant comme après la conquête du pouvoir, l'esprit petit-bourgeois est plus dur à vaincre que la puissance de la grande bourgeoisie. Sa perspicacité a été confirmée par notre amère expérience : c'est le premier qui a assassiné la révolution et plongé le prolétariat dans la léthargie. La bourgeoisie n'a pas vaincu grâce à la droite (par le fascisme) mais en s'appuyant sur la gauche (et la corruption de la classe ouvrière par le démocratism et le libertarisme). » On peut consulter d'autre part les deux lettres envoyées par la Fraction communiste abstentionniste à l'Exécutif de la III^e Internationale en novembre 1919 et janvier 1920 (10) pour voir entre autres les divergences *de principe* qui séparaient le programme (et la tactique correspondante) de cette fraction de toute position libertaire et spontanéiste. En conséquence de quoi, aux réunions préparatoires au 2^e Congrès de l'Internationale, les abstentionnistes italiens affirmèrent qu'il ne fallait pas accorder de voix délibérative à des organismes sans caractère politique défini tels que la C.N.T. espagnole, l'extrême-gauche de la C.G.T. française, les *Shop stewards committees* anglo-écossais, etc., à l'égard desquels les textes du 1^{er} Congrès mondial du Komintern conservaient une attitude plutôt « possibiliste ».

Toutefois, c'est sous sa forme centriste-maximaliste (et c'est pourquoi le « diagnostic précoce » formulé par *Il Soviet* au sujet des indépendants allemands a tant d'importance) que l'immédiatisme se montre le plus dangereux — comme Lénine n'avait cessé de le répéter. Effectivement, il s'implante solidement dans l'Internationale Communiste, y important, pour ainsi dire, *l'héritage* de la majorité droitière de la II^e Internationale (qui n'était pas vraiment un parti communiste mondial, mais une fédération de partis nationaux où prévalaient les courants opportunistes, et où la tradition révolutionnaire était quantitativement aussi frêle et minoritaire qu'elle était qualitativement élevée), ainsi que du « centrisme plus ignoble encore, qui, nous diffamant comme il diffamait le bolchévisme, le léninisme et la dictature sovié-

(10) Traduction française dans *Programme Communiste* n° 58, pp. 137 s.

tique russe, faisait tous ses efforts pour jeter de nouveau un pont — pour nous c'était un guet-apens — entre le prolétariat en marche et les criminelles illusions démocratiques » (11).

La position centriste de Gramsci à l'époque de la prétendue « bolchévisation » n'est donc qu'un développement de son immédiatisme antérieur teinté d'« extrémisme » anarcho-syndicaliste, tout comme, plus tard, sa position national-réformiste — ouvertement exprimée dans les *Cahiers* où il consacre le Panthéon des gloires nationales — explique l'aboutissement ultérieur et inévitable de l'immédiatisme.

On peut véritablement dire que Gramsci a synthétisé et formulé avec le plus grand relief, à des moments successifs, les aspects respectivement gauchiste, centriste et droitier de l'opportunisme (immédiatisme), aspects qui néanmoins s'impliquent réciproquement et donc coexistent en puissance. On comprend facilement que les « historiographes » se soient tant disputé le « vrai Gramsci » (revendiqué aussi bien par les staliniens que les déstalinisateurs, par les trotskistes, les anarchistes, les sociaux-démocrates, les libéraux-socialistes, les radicaux...) réussissant chaque fois à présenter l'image d'un Gramsci « différent » par le ton, l'accentuation, les propositions particulières, mais *toujours et nécessairement* caractérisé, dans toutes ces interprétations, par le *démocratisme* et le *concrétisme* pragmatiste et volontariste. Le fait est que tous les avatars de Gramsci, réels ou inventés par l'idéologie des historiographes, recouvrent exactement la gamme des positions opportunistes, et elle seule. En même temps que l'intérêt qu'il présente en tant que synthétisateur de positions extra, pré et anti-marxistes apparemment contradictoires, ceci explique son succès en tant qu'inspireur (par tel ou tel aspect de sa théorisation et de sa philosophie) des courants idéologico-politiques apparemment les plus disparates, et comme patron des innombrables incarnations actuelles du révisionnisme.

La critique que la Gauche a faite si tôt des aspects fondamentaux — ceux qui semblaient les plus « révolutionnaires » — de l'ordinovisme acquiert donc valeur de principe et revêt une importance évidente sur le plan historique. Elle s'adresse en effet à un courant beaucoup plus « raffiné », sous son déguisement extrémiste, que le maximalisme traditionnel, et intimement apparenté aux tendances tant « extrémistes » anarchoïdes que « centristes » du Komintern en formation, qui rece-laient toutes le bacille opportuniste qui allait infecter puis détruire le parti mondial de la révolution. Il ne s'agit donc pas pour nous de critiquer Gramsci ou Tasca en tant que « penseurs » manifestement étrangers à la ligne et au terrain du communisme scientifique, et

(11) Cf. dans notre brochure *Défense de la continuité du programme communiste les Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du Parti communiste mondial*. Cette brochure contient aussi notre *Projet de thèses pour le 3^e Congrès du Parti communiste* (Lyon, janvier 1926) où on trouvera une analyse précise du sens à donner à « l'investiture » accordée au gramscisme par la III^e Internationale dégénérée.

moins encore de prendre un plaisir mesquin à « démythifier » celui qu'on nomme « le plus grand marxiste italien » en rassemblant ses « perles », mais de mettre à jour tout un pseudo-communisme (Lénine aurait dit un « opportunisme communiste ») qui, par ses effets catastrophiques, favorisa d'abord le stalinisme, puis s'en fit l'instrument efficace.

4. Le pré-ordinovisme fait ses preuves (1914-1918)

L'attitude prise par Gramsci durant la guerre impérialiste — une attitude que, déifiant le grotesque, ses épigones ont prétendue « léniniste » — reproduit objectivement et subjectivement les positions de l'interventionnisme démocratique en faveur de l'Entente sur lesquelles s'était aligné Mussolini dont, en l'occurrence, elle justifiait la trahison. Bien plus, elle s'appropriait tout l'empirisme des positions mussoliniennes (l'attachement au contingent, à la situation, au « concret », qui reviendra par la suite chez Gramsci comme un *leit-motiv* obsédant) — et cet aspect, qui n'est pas épisodique, représentera le pivot, d'abord de la « stratégie » des conseils, puis du « bloc historique ».

Dans le premier tome de cette *Histoire de la Gauche Communiste* on rappelle la réaction violente de la Gauche au fameux article de Mussolini *De la neutralité absolue à la neutralité active et agissante*. Gramsci, au contraire, publie dans *Il Grido del Popolo* du 31-10-1914 un article intitulé de manière significative *Neutralité active et agissante*, qui est guidé par un concrétisme localiste et nationaliste dans lequel on voit bien que Gramsci songe avant tout à l'action du parti prolétarien et de la classe ouvrière en tant que force nationale :

« Quelle doit être la fonction du Parti socialiste italien [remarquez bien, pas du prolétariat ou du socialisme en général !] dans le moment présent de la vie italienne ?... Cette tâche immédiate, toujours actuelle, lui confère des caractères spéciaux, nationaux, qui l'obligent à assumer dans la vie italienne une fonction spécifique, une responsabilité propre. »

Suit un passage où l'Etat prolétarien est présenté comme se développant déjà, par une « dialectique interne », au sein de l'Etat bourgeois, de façon à « se créer des organes pour le dépasser et l'absorber ». La maturation de l'Etat prolétarien est vue ici sur un plan national : il est « autonome, indépendant de l'Internationale, sauf par le but suprême à atteindre et par le fait que cette lutte doit toujours présenter un caractère de lutte de classe ».

Selon Gramsci, la formule de neutralité absolue avait la valeur d'une réaction de défense ; en tant que telle elle avait été « extrêmement utile au premier moment de la crise, quand les événements nous ont frappés à l'improviste et trouvés relativement peu préparés à leur

énormité, parce que seule une affirmation dogmatiquement intransigeante, tranchante, nous permettait d'opposer un rempart compact, inexpugnable, au premier débordement des passions, des intérêts particuliers » ; désormais, par contre, elle condamnerait le prolétariat à l'inaction. Exactement comme Mussolini, Gramsci fausse le sens que la Gauche attribuait à la revendication de la neutralité de l'Etat bourgeois, qui n'avait rien à voir avec une neutralité du prolétariat face au conflit impérialiste, ni avec l'indifférence correspondant au schéma du « ni adhérer, ni saboter ».

Dans le premier tome de cette *Histoire*, on a montré de quelle façon la Gauche avait dénoncé l'insuffisance de la formule de la neutralité en affirmant la nécessité du *défaitisme révolutionnaire*, du recours aux moyens d'intervention de classe tels que la grève générale dans une première phase, puis des instruments d'offensive révolutionnaire plus efficaces ; bref, qu'elle se plaçait dans la ligne de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et de la fondation de la III^e Internationale. En même temps que la baudruche d'un « léninisme » gramscien, ce fait dégonfle la légende, plus subtile mais non moins fantaisiste, selon laquelle les positions bolchéviques n'auraient pas eu de correspondant en Italie, où la Gauche se serait alignée sur... le maximalisme centriste de la majorité zimmerwaldienne. Cette thèse, reprise par bon nombre de « spécialistes de l'histoire du mouvement ouvrier », vise entre autres à réduire la portée et la responsabilité politique de ce qu'on a voulu appeler la « crise interventionniste » de Gramsci ; ainsi, on soutient contre toute évidence que son « refus du sabotage de la guerre » ne signifiait rien d'autre qu'une « renonciation à l'affrontement immédiat » analogue à celle exprimée (en paroles) par la direction du Parti Socialiste Italien et prétendument partagée aussi par la Gauche. Celle-ci, au contraire, soutenait le *sabotage* de la guerre avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire le *défaitisme révolutionnaire*. La direction restait accrochée à la position équivoque et capitularde du « ni adhérer, ni saboter ». Quant à Gramsci, il se plaçait sur les positions mêmes de Mussolini, dont il adoptait la formule visant à

« redonner à la vie de la nation son caractère pur et franc de lutte de classe, dans la mesure où la classe travailleuse, obligeant la classe détentrice du pouvoir à assumer ses responsabilités, l'obligeant à pousser jusqu'à l'absolu les prémisses dont elle tire sa raison d'être, à montrer la valeur de la préparation par laquelle elle a cherché à arriver aux fins qu'elle disait lui être propres, l'oblige (dans notre cas, en Italie) à reconnaître qu'elle a complètement failli à sa tâche, puisqu'elle conduit la nation, dont elle se proclamait l'unique représentant, dans un cul-de-sac dont elle ne pourra sortir qu'en abandonnant à leur sort toutes les institutions qui sont directement responsables de son triste état actuel. »

A travers les brumes idéologiques de ce texte, on distingue sans peine les thèmes chéris de l'interventionnisme démocratique et de

cette optique nationale dans laquelle (Mussolini le dira en 1919 à Dalmine, précédant de loin la fameuse déclaration de Staline) la classe ouvrière doit ramasser les drapeaux bourgeois et défier la bourgeoisie *sur son propre terrain et pour ses propres objectifs* — défi qui aboutit à l'honnête gestion des affaires bourgeoises par le socialisme national.

Pour éviter qu'on l'accuse de soutenir l'union sacrée, Gramsci recourt aussi à un argument turatien classique, pêché dans l'arsenal révisionniste et que Rosa Luxemburg avait déjà brillamment réfuté, l'affirmation de « l'immaturation du prolétariat » :

« Ce n'est donc pas une embrassade générale que veut Mussolini, ni une fusion de tous les partis dans une unanimité nationale ; si telle était sa position, elle serait antisocialiste. Il voudrait que le prolétariat, ayant acquis une claire conscience de sa force de classe et de sa potentialité révolutionnaire, et reconnaissant pour le moment sa propre immaturité à être au gouvernail de l'Etat, à faire la... [Ici, il manque une ligne dans le texte, mais le sens est clair : il s'agit de « l'immaturation à faire la révolution » ; il s'ensuit que l'auteur souhaiterait que les socialistes laissent la bourgeoisie instaurer pour son effort de guerre]... une discipline idéale, et permettent qu'on laisse agir dans l'histoire ces forces que le prolétariat, les considérant comme plus fortes, ne se sent pas en mesure de remplacer. Et le fait de saboter une machine (car la neutralité absolue revient à un véritable sabotage, sabotage d'ailleurs accepté avec enthousiasme par la classe dirigeante) ne signifie certes pas que cette machine ne soit pas parfaite et ne serve pas à quelque chose. »

On retrouve ici le raisonnement typiquement mussolinien selon lequel l'interventionnisme *prolétarien* « déplairait » à la bourgeoisie sous prétexte qu'il donnerait un ton « révolutionnaire » à la guerre. Les staliniens reprendront ce sophisme opportuniste au cours de la seconde guerre mondiale dans leur tactique « à double face », justifiant à l'usage du parti leur politique d'unité nationale par une prétendue potentialité révolutionnaire du mouvement des partisans. Pour Gramsci, la position mussolinienne n'impliquait pas « que le prolétariat renonce à son attitude antagoniste » et n'excluait pas « qu'il puisse, après une faillite ou une démonstration d'impuissance de la classe dirigeante, se débarasser de celle-ci et se rendre maître de la chose publique ». Il présente l'hypothèse « révolutionnaire » comme conditionnée par l'activité *d'élites*, conçues dans une vision proprement « mussolinienne » et avec des relents soréliens, c'est-à-dire en tant qu'expression d'une volonté de puissance « héroïque ». Il est significatif que cette fonction des *élites* soit retenue comme spécialement nécessaire en Italie, pays qui « n'est dans son ensemble ni prolétarien ni bourgeois, étant donné le peu d'intérêt que la grande masse du peuple a toujours montré pour la lutte politique, et qui est donc d'autant plus facile à conquérir pour celui qui saurait manifester son énergie et une vision claire de son propre destin. »

Le fond théorique, si on peut dire, de cette perspective ornée de brillantes couleurs à la D'Annunzio est synthétisé dans la vision de l'histoire comme « création de son propre esprit, réalisée par une série ininterrompue de secousses agissant sur les autres forces actives et passives de la société qui préparent les conditions les plus favorables pour la *secousse* définitive (la révolution) ». Cette conception restera la base de l'édifice théorique de l'*Ordine Nuovo*, qui « *se propose de susciter dans les masses des ouvriers et des paysans une élite révolutionnaire capable de créer l'Etat des conseils d'ouvriers et paysans et d'établir les conditions de l'avènement et de la stabilisation de la Société communiste* ».

Même dans les formulations moins ouvertement immédiatistes, l'*élite* n'est pas conçue comme le parti d'avant-garde qui suit un programme invariant et impersonnel traduisant le sens et les modalités du mouvement prolétarien imposés par les forces matérielles. Elle est vue de façon idéaliste, comme un noyau illuminé et illuminant dont la volonté préfigure au sein de la société capitaliste la société nouvelle, ou un idéal auquel les masses sont ralliées par la persuasion ; une société nouvelle qui (dans une espèce de « coexistence compétitive » avant la lettre) se substitue au vieux régime désormais épuisé, par la force de sa supériorité intrinsèque. Même si l'on fait abstraction des résonances suréliennes (qui se retrouvent aussi dans les œuvres d'auteurs ultra-bourgeois comme Mosca et Pareto), on a affaire ici à une conception de l'*élite* non comme guide et dirigeant du processus révolutionnaire, mais comme « libérateur de l'esprit des masses », tout à fait analogue à celle des tribunistes et du K.A.P.D. (12).

En avril-juillet 1917, Gramsci donne une appréciation du menchévisme et du régime Kérénsky qui, d'une part, rejoint le jugement favorable des sociaux-démocrates, et d'autre part concorde avec celui — non moins favorable en substance — des libertaires (13). De son appréciation, il ressort à l'évidence non seulement qu'il est totalement étranger aux positions révolutionnaires des bolchéviks, mais aussi, et par là-même, que sa conception est purement démocratico-libertaire : elle s'exprime dans des formulations analogues à celles qui deviendront courantes dans les textes de « l'extrémisme infantile » européen. Ce qui

(12) Il est intéressant de confronter cette vision, antimatérialiste par excellence, à l'affirmation de Trotsky dans l'article *Les problèmes psychologiques de la guerre* (11 sept. 1915) : « *La psychologie humaine est la force la plus conservatrice qui soit. Loin que les grands événements jaillissent de la conscience, ce sont les événements, leurs nouveaux rapports, leurs connexions, les entrelacs des grandes forces historiques, qui obligent notre psychologie passive et paresseuse à s'adapter péniblement et maladroitement à eux.* » Trotsky reprend ici la thèse classique selon laquelle l'existence précède la conscience ou encore, pour employer une expression qui revient souvent dans nos textes, la tête est le dernier organe humain mis en mouvement par les forces sociales objectives et matérielles.

(13) Voir ses *Scritti giovanili*, Turin, 1958.

le frappe dans la révolution de Février, c'est l'absence du « phénomène purement bourgeois qu'est le jacobinisme » qui remplace un régime autoritaire par un autre non moins autoritaire ; au lieu d'instituer un autoritarisme, le régime des cadets et des social-chauvins (asservis à l'impérialisme de l'Entente !) est censé avoir apporté selon lui « *le suffrage universel [...] la liberté [...] la libre voix de la conscience universelle [...]. Les révolutionnaires russes ne sont pas des jacobins, ils n'ont donc pas remplacé la dictature d'un seul par la dictature d'une minorité audacieuse et prête à tout pour faire triompher son programme* ». Ce qui est condamné ici sous le nom de « jacobinisme bourgeois », c'est évidemment la dictature du prolétariat dirigée par le parti. Gramsci exprime d'ailleurs aussi nettement une conception « luxemburgiste » de la révolution par consentement général ou majoritaire, lorsqu'il affirme que les « révolutionnaires russes » (c'est-à-dire Kerensky et Cie) sont certains que « *lorsque tout le prolétariat russe aura été interrogé par eux, la réponse ne peut faire de doute : elle se trouve dans la conscience de tous et se transformera en décision irrévocable dès qu'elle pourra s'exprimer dans une ambiance de liberté spirituelle absolue* » ; car « ordre nouveau » signifie essentiellement « libération des esprits » et « instauration d'une nouvelle conscience morale » (on voit que sa terminologie elle-même rejoint celle de Gorter et Pannekoek). Il faut aussi remarquer le passage où il déclare que « *le prolétariat industriel est déjà préparé, y compris culturellement, à la transformation ; le prolétariat agricole, qui connaît les formes traditionnelles du communisme communal, est lui aussi préparé au passage à une nouvelle forme de société* ». Il confirme ainsi que l'immédiatisme ouvriériste et l'immédiatiste populiste sont étroitement liés !

Lorsqu'un peu plus tard la répression kerenskienne fera rage contre le prolétariat révolutionnaire, que le parti bolchévique sera contraint de rentrer dans la clandestinité, que Lénine en particulier devra se cacher pour ne pas subir le martyre inutile que la social-démocratie allemande réservera à Luxemburg, Liebknecht, Jogiches et Leviné ; lorsque donc la nature contre-révolutionnaire du gouvernement « non-jacobin » se révélera à travers les fusillades des manifestants par les *junkers* et la mise à prix des têtes des communistes « agents du kaiser », le 28 juillet, Gramsci publie un article dont l'orientation ne peut évidemment pas être expliquée par un simple « manque d'informations ». On y lit que les bolchéviks ont la fonction... socratique de « *taon de l'Etat* », c'est-à-dire « d'aiguillon » du « devenir révolutionnaire » ; et que, s'ils peuvent l'accomplir, c'est précisément grâce à cette « chance » que représente pour la Russie l'absence de « jacobinisme », le fait que « *le groupe des socialistes modérés, qui a eu le pouvoir en main, n'a pas détruit ni cherché à étouffer l'avant-garde dans le sang* » ; ainsi Lénine « *n'a pas connu le sort de Babeuf [...]* et a pu transformer sa pensée en force agissant dans l'histoire ». Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que si Lénine et tout son parti n'ont pas succombé sous les coups de la démocratie des cadets, des

menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, et si Lénine a pu ensuite (contre la majorité de son propre comité central, mais aidé par l'« exécution » parfaite des cadres essentiels et une stricte discipline générale) mettre en application le programme marxiste qui était à la base de l'existence même du mouvement bolchévique, c'est essentiellement grâce à ce que Gramsci qualifiait avec les autres démo-libertaires de « jacobinisme » : c'est-à-dire grâce à une centralisation du parti qui s'est révélée réellement « organique » par-delà les oscillations des individus et même de la majorité des dirigeants.

Par ailleurs, il faut noter que cet article contient déjà clairement le concept de la « volonté créatrice » des bolchéviks. Cette vision culminera dans l'article de Gramsci après Octobre *La révolution contre « Le Capital »*, et la Gauche répondra entre autres à son interprétation « qui prétend que la révolution russe est une défaite de la méthode du matérialisme historique et, inversement, l'affirmation de valeurs idéalistes » dans l'article intitulé *Les enseignements de la nouvelle histoire* (14). Dans l'article de Gramsci, on trouve explicitée l'affirmation qui court comme un fil conducteur à travers toute son élaboration théorique, et selon laquelle « la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais [...], est la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande [...] qui, chez Marx, s'était contaminée d'incrustations positivistes et naturalistes ». Par la suite, Gramsci (et il n'est pas le seul !) rejettera plus ou moins ouvertement la responsabilité de cette contamination sur Engels, et fera de Marx le seul et vrai « continuateur » de la pensée idéaliste italienne (subjectiviste !) et allemande — objectiviste chez Hegel, subjectiviste chez tous les autres ! Ce que Gramsci répudie dans le positivisme et le naturalisme, c'est le déterminisme, l'objectivisme, le matérialisme. L'ordre même des épithètes de l'idéalisme — « italien et allemand » — trahit son attachement indéfectible à Croce, qui rend ses positions encore plus explicitement antimarxistes que celles, par exemple, d'un Lukacs, ou d'un Korsch première manière, qui affectent de se référer à Hegel.

Lorsqu'il s'agit ensuite d'apprécier la dissolution de la Constituante et le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets », le démocratisme de Gramsci devient patent (15). Il considère les soviets comme « un premier modèle de représentation directe des producteurs ». Dans cette formule, on trouve : a) la théorie du modèle ; b) le principe de la démocratie directe ; c) le critère de la représentation des producteurs (et non des prolétaires comme tels, et donc aussi des soldats). Avec la négation du rôle du parti, ce seront là les axes de la vision ordinoviste. De plus, le sens élémentaire de la dictature du prolétariat est totalement défiguré

(14) Ces deux articles, reproduits dans le tome I de la *Storia della Sinistra Comunista*, seront publiés avec la suite de cette étude dans le prochain numéro de *Programme Communiste*.

(15) Voir *Costituente e Soviet in Scritti giovanili*, pp. 160-161.

par l'affirmation qu'« une minorité qui est sûre de devenir la majorité absolue, sinon la totalité même des citoyens, ne peut pas être jacobine, ne peut pas avoir pour programme la dictature perpétuelle » : loin de constituer la forme politique et la condition première de *la période des transformations* qui ne peuvent être complètes qu'à l'échelle mondiale, la dictature bolchévique ne serait donc qu'une mesure passagère prise pour permettre à la « majorité effective de s'organiser » !!!

Une certaine tendance à rectifier (en partie au moins) le tir se manifeste dans les écrits ultérieurs de Gramsci, mais en fait, qu'il s'agisse par exemple du problème de Brest-Litovsk ou de celui de l'internationalisme, il s'en tient à des considérations générales ou banales. Ainsi, il affirme que le marxisme consiste dans la reconnaissance d'un antagonisme croissant entre les classes, mais tait le point véritablement distinctif du communisme scientifique, c'est-à-dire sa solution pour mettre fin à cet antagonisme. On y trouve des formules vaguement « historicistes » au sens de Croce : « *La culture des bolchéviks est faite de philosophie historiciste ; ils conçoivent l'action politique et l'histoire non comme un libre arbitre contractuel, mais comme un développement ; non comme un mythe définitif et cristallisé dans une formule extérieure, mais comme un processus infini de perfectionnement.* » Ou encore : « *La vie politique russe est orientée de telle sorte qu'elle tend à coïncider avec la vie morale [sic !], avec l'esprit universel de l'humanité russe.* » A côté de ces expressions, on en trouve d'autres plus imprégnées d'une tonalité volontariste et rationaliste : « *Lénine est celui qui étudie froidement la réalité historique, qui tend organiquement à construire une société nouvelle sur des bases solides et permanentes, selon les préceptes de la doctrine marxiste : c'est le révolutionnaire qui construit sans illusions frénétiques, en obéissant à la raison et à la sagesse* » (16) ; des passages où on retrouve les thèmes du concrétisme, de la « construction » d'un « modèle du socialisme » en Russie, presque du « prototype » d'une structure à « greffer » par une série de « réalisations pratiques » dans l'économie capitaliste, de façon à l'absorber et à la dépasser (sur son propre terrain productiviste) : bref, les éléments caractéristiques de l'ordinovisme que Gramsci développera dans ses théorisations ultérieures, mais qui font partie des aphorismes invariants de l'opportunisme immédiate international. Un article comme celui sur *L'organisation économique et le socialisme (Il Grido del Popolo, 9-2-1918)* montrera qu'il comprend ce « modèle » à peu près comme un Rosmer, naïvement convaincu que *L'Etat et la Révolution* a été écrit pour « concilier » Marx et Bakounine. Dans cet article on affirme que le socialisme révolutionnaire

« reconduit l'activité sociale à son unité et s'efforce de faire de la politique et de l'économie sans adjectifs, c'est-à-dire aide les énergies

(16) *Scritti giovanili*, respectivement pp. 263, 286, 307.

prolétariennes et capitalistes spontanées, libres, historiquement nécessaires, à se développer et à prendre conscience d'elles-mêmes, pour qu'à travers leur antagonisme s'affirment des synthèses provisoires toujours plus complètes et parfaites, qui devront culminer dans l'acte et dans le fait ultime qui les contient toutes, sans résidus de privilèges ni d'exploitation. L'activité sociale antagonique n'aboutira ni à un Etat professionnel, comme celui dont rêvent les syndicalistes, ni à un Etat monopolisant la production et la distribution comme le préconisent les réformistes. Mais à une organisation de la liberté de tous et pour tous, qui n'aura aucun caractère stable et définitif, mais sera une recherche continue de formes nouvelles, de rapports nouveaux, qui s'adaptent toujours aux besoins des hommes et des groupes, pour que toutes les initiatives soient respectées pourvu qu'elles soient utiles, que toutes les libertés soient soutenues pourvu qu'elles n'entraînent pas de privilège. Ces considérations sont expérimentées de façon vivante et palpante dans la révolution russe qui, jusqu'à présent, a consisté surtout en un effort titanesque pour qu'aucune des conceptions statiques du socialisme ne se consolide définitivement en mettant fin à la révolution et en la ramenant fatalement à un régime bourgeois qui, s'il était libéral et respectait les libertés, donnerait plus de garanties d'historicité qu'un régime professionnel ou qu'un régime centralisateur et étatiste. »

Ce passage, où se mêlent un libéral-socialisme avant la lettre et un historicisme néo-idéaliste à la Croce (y compris la « religion de la liberté »), manifeste une flagrante et totale incompréhension, non seulement de la signification d'Octobre sur le plan russe et international, mais de toute la construction doctrinale marxiste. On y retrouve d'ailleurs des thèmes déjà exposés auparavant par Gramsci qui, en 1916, écrivait dans le même *Grido del Popolo* :

« L'homme est surtout esprit, c'est-à-dire création historique, et non pas nature. Autrement on ne comprendrait pas pourquoi, puisque de tout temps il y a eu des exploités et des exploités, des créateurs de richesses et des consommateurs égoïstes de celles-ci, le socialisme ne s'est pas encore réalisé. C'est que l'humanité n'a acquis la conscience de sa propre valeur que degré par degré, palier par palier [...]. Et cette conscience ne s'est pas formée sous l'aiguillon de la nécessité physiologique, mais grâce à la réflexion intelligente, de quelques-uns d'abord et de toute une classe ensuite, sur les raisons de certains faits et sur les meilleurs moyens de les transformer d'occasions de soumission en drapeaux de révolte et de reconstruction sociale. Cela signifie que toute révolution a été précédée d'un intense travail de critique, de pénétration culturelle. »

En 1917, encore, dans le numéro unique de *La città futura*, il présente Croce comme « le plus grand penseur de l'Europe en ce moment », et proclame que « les socialistes doivent remplacer l'ordre par l'ordre : ils doivent restaurer l'ordre en soi ». Cette expression n'est pas en

contradiction avec le titre ultérieur de « L'Ordre Nouveau », dans lequel « ordre » signifie le « Quart état », la classe déclassée en « catégorie des producteurs », qui, comme le Tiers-état auparavant, devrait construire ses assises au sein même de l'ancien régime. Ce que Gramsci nie, par contre, c'est que le socialisme constitue un ordre de production-distribution qui est l'inverse du capitalisme, et que la dictature du prolétariat constitue l'opposé dialectique de la dictature bourgeoise. Pour lui il s'agit là de schémas « fermés » et « jacobins » alors que son idéologie « ouverte » préconise, comme le proudhonisme, l'utilisation des « bons côtés » du capitalisme, libéré des tares d'un étatsisme protectionniste. Loin de reconnaître dans cet « étatsisme » l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, il y voit un résidu précapitaliste ou en tout cas une entrave pour le capitalisme, ce qui déterminera largement sa « compréhension » du fascisme. Précisément, c'est sur cet écueil du « totalitarisme » que viennent échouer toutes les variantes de l'immédiatisme et de l'opportunisme !

On voit ce que vaut l'historicisme (à la Croce) de Gramsci, puisqu'il s'agit d'une période où les vrais porte-parole du socialisme révolutionnaire — de Lénine à Boukharine et à la Gauche « italienne » — identifiaient justement le totalitarisme étatiste, centraliste et militariste, comme l'expression inéluctable de l'impérialisme et, contrairement aux déformations d'un Kautsky qui présentait l'impérialisme comme un « supercapitalisme » ou comme une « politique », y reconnaissaient le stade suprême du capitalisme. D'ailleurs, pour revendiquer le parlementarisme et accuser implicitement l'abstentionnisme de « faiblesse petite-bourgeoise », Gramsci n'hésitera pas à se référer au même Kautsky.

Outre que la théorie du « modèle », de « l'édification » expérimentale du socialisme dans la Russie précapitaliste comme une « proposition » à imiter *in partibus infidelium* est fondamentalement aberrante, il faut noter que Gramsci ignore ou repousse au contraire ce que Lénine définit précisément dans *La Maladie infantile* comme les caractères internationaux de la révolution russe. Si ces caractères se sont manifestés même dans une révolution « double », dont la première phase (jusqu'à la victoire de la dictature prolétarienne dans une série au moins de pays avancés) ne pouvait être, dans le domaine économique et social, que démocratique-bourgeoise « radicale », ils doivent se manifester avec d'autant plus de force dans une aire historique de révolutions « purement » prolétariennes, « simples » et non plus « doubles ». Écoutons Lénine :

« A coup sûr, presque tout le monde voit maintenant que les bolchéviks n'auraient pu se maintenir au pouvoir non pas deux ans et demi, mais deux mois et demi, sans la discipline vraiment inflexible, sans la discipline de fer de notre Parti, et sans l'aide apportée à ce Parti, avec une entière abnégation, par toute la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tout ce qu'elle possède de conscient, d'honnête,

de dévoué, d'influent, d'apte à conduire ou à entraîner les couches arriérées. [...] Je le répète, l'expérience de la dictature du prolétariat victorieux en Russie a fait clairement ressortir aux yeux de tous ceux qui ne savent pas penser, ou qui n'ont pas eu l'occasion d'y réfléchir, qu'une centralisation absolue et la plus stricte des disciplines sont pour le prolétariat une des conditions fondamentales de la victoire sur la bourgeoisie. »

Ce point, qui constituait la grande leçon de la révolution d'Octobre et de la dictature du prolétariat en Russie, formait en même temps le noyau de l'opposition entre marxisme révolutionnaire et immédiatisme, *alias opportunisme*. Il serait vain de penser que Gramsci, plongé dans des positions qui évoquent la « révolution libérale » de Gobetti et le « libéral-socialisme », n'a pas vu cette opposition. En fait, il était solidaire de l'immédiatisme de tout acabit et son éclectisme « principiel » l'amenaient simplement à se poser en conciliateur des multiples tendances opportunistes.

Ce qui constitue, en définitive, la leçon d'Octobre et du bolchévisme en général, de sa formation jusqu'à sa victoire, c'est justement le jacobinisme prolétarien, opposé au jacobinisme national-populaire (dont Gramsci se fera ensuite le zéléateur). Pour Gramsci, au contraire (même après l'article *La révolution contre « Le Capital »*) le problème essentiel est celui de « l'élan vital [on croit entendre Bergson!] de la nouvelle histoire russe [...]. La révolution russe est dominée par la liberté : l'organisation se forme spontanément, et non par la décision arbitraire d'un « héros » qui s'imposerait par la violence. C'est une évolution humaine continue et systématique, qui suit une hiérarchie et se crée au fur et à mesure les organes nécessaires à la nouvelle vie sociale [...]. Car le socialisme ne s'instaure pas à date fixe, mais est un devenir continu, un développement infini dans un régime de liberté organisée et contrôlée par la majorité des citoyens, ou par le prolétariat » (17). Car « la dictature est l'institution fondamentale qui garantit la liberté, qui empêche les coups de main des minorités factieuses. Elle est garantie de liberté parce qu'elle n'est pas une méthode à perpétuer, mais permet de créer et de solidifier les organismes permanents dans lesquels elle se dissoudra après avoir accompli sa mission ». Par conséquent, la dictature ne restera pas en vigueur jusqu'à l'extinction totale de l'Etat ; par conséquent (exactement à l'inverse de l'affirmation de principe d'Engels dans sa lettre à Bebel du 18-28 mars 1875 : « tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, il en a besoin non dans l'intérêt de la liberté, mais pour soumettre ses adversaires, et quand il devient possible de parler de liberté, alors l'Etat en tant que tel a cessé d'exister »), l'Etat est employé par les prolétaires « dans l'intérêt de la liberté », ou, mieux encore, il se dissout dans l'autogestion ouvriériste et en même temps populiste.

(17) *Utopia*, in *Avanti!* du 25 juillet 1918.

Pour Gramsci, une « liberté » est donc possible, et ceci grâce à des organismes non dictatoriaux. Comme il est évident que les « organismes permanents » dont il parle n'ont rien à voir avec *l'administration des choses*, qui de toute façon ne peut être que centralisée au maximum jusqu'au « plan mondial unique », toute la conception marxiste de l'Etat est ici renversée : le contexte montre clairement que ces organismes *démocratiques* sont la base de ce régime de « liberté organisée et contrôlée par la majorité des citoyens » auquel est censé s'identifier le socialisme ; en d'autres termes, la dictature n'est admise qu'en tant que prélude de l'« Etat populaire libre » !

Les thèmes du style I.W.W. (parlement unioniste, etc.) se marient ici au refrain social-démocrate sur la « démocratie pure » et on est une fois de plus obligé de souligner que la pieuse légende du « léninisme » de Gramsci n'est qu'une falsification monstrueuse, vraiment digne de l'école stalinienne qui l'a répandue. Ceci d'autant plus qu'à l'époque, les positions de Marx, Engels, Lénine, n'étaient ignorées de personne, comme le démontrent toutes les publications et toute l'activité de la Gauche. Il ne s'agissait évidemment pas de savoir si on avait lu ou non *L'Etat et la Révolution*, mais bien de savoir si on revendiquait ou non les sources classiques, accessibles à tous et dont Lénine lui-même avait tiré son « rappel » synoptique.

Bien entendu, le phénomène ne se limitait pas au seul gramscisme ; c'est avec d'autres mouvements d'orientation analogue qu'il s'est trouvé aligné, objectivement et explicitement, sur des positions relatives à certaines questions cruciales et ouvertement défendues par le centre et la droite de la social-démocratie, sinon par la bourgeoisie grande et petite. Il en va ainsi pour le wilsonisme, dont la condamnation pouvait cependant apparaître comme une sorte de dénominateur commun d'une « gauche internationale » d'origines et de motivations hétérogènes (18). Gramsci adopte face au pacifisme bourgeois une attitude ouvertement conciliatrice, avec des expressions que pourrait revendiquer un quelconque Longuet (19), mais pas un Rosmer, par exemple, de formation pourtant a-marxiste et même antimarxiste :

« Le programme de Wilson, la paix entre les nations, ne se réalisera que par le sacrifice de la Russie, par le martyr de la Russie. Entre les idéologies moyennes de la bourgeoisie italienne, française, anglaise, allemande, et le maximalisme russe, il y avait un abîme ; on a raccourci

(18) « Lénine et Wilson sont les antipodes apocalyptiques de notre temps », affirmait Trotsky en 1917. De façon analogue l'organe de la Gauche *Il Soviet* écrivait le 1^{er} janvier 1919 : « Nous, socialistes, ne devons pas applaudir Wilson, mais le combattre ouvertement [...] Filippo Turati découvre le dilemme : *Wilson ou Lénine*. C'est le dilemme que nous voyons nous aussi : *capitalisme ou socialisme !* »

(19) Voir l'article de Trotsky : *Jean Longuet : déchéance du parlementarisme* (1919), reproduit dans notre brochure *La question parlementaire dans l'Internationale Communiste*.

la distance en se rapprochant de l'anneau logique bourgeois le plus avancé, le programme du président Wilson. Le président américain sera le triomphateur de la paix ; mais pour son triomphe, le martyr de la Russie a été nécessaire : Wilson l'a senti, et il a rendu hommage à ceux qui sont pourtant aussi ses adversaires » (20).

Ici, la nature intrinsèquement opportuniste de l'immédiatisme saute... immédiatement aux yeux, dans l'apologie de la paix impérialiste et le rameau d'olivier ouvertement tendu aux « pacifistes » du centre et de la droite du P.S.I. Ce qui confirme que l'unitarisme à tout prix (« de Bordiga à Turati »), exprimé avant et après le Congrès de Bologne, ne traduit que l'absence totale d'orientation du penseur « concret » par définition. Il traduit son incapacité à faire la « distinction » (même la plus superficielle) entre les forces de la révolution et les forces de la conservation, et à saisir l'antithèse entre les « antipodes apocalyptiques » Lénine et Wilson. Divers regroupements de « compagnons de route » ont pourtant perçu cette antithèse, même s'ils n'ont pu en tirer les conséquences nécessaires ni l'encadrer dans une perspective et une doctrine solides, et même s'ils étaient condamnés à subir l'inévitable évolution de l'immédiatisme vers des conclusions plus ou moins ouvertement réactionnaires et défaitistes. Ainsi le gramscisme n'était pas seulement congénitalement incapable d'adhérer à la restauration du marxisme par Lénine ; au niveau même de la convergence formelle ou de l'alignement « tactique » il restait étranger aux aspects les plus communs, aux thèmes les plus largement distinctifs de la propagande bolchévique.

On peut revenir à l'aspect « culturaliste » de l'immédiatisme avec un commentaire à un article de A. Leonetti, commentaire qui repose cette question bien après les discussions des « jeunes » de 1912-13 et bien avant *l'Ordine Nuovo* :

« Le mouvement socialiste se développe, regroupe des multitudes, dont les membres individuels sont préparés à des degrés divers à l'action consciente, préparés à des degrés divers à la vie sociale en commun dans le régime futur. Cette préparation est d'autant plus faible chez nous, que l'Italie n'est pas passée par l'expérience libérale, a connu peu de libertés, et que l'analphabétisme est encore plus répandu que ne le disent les statistiques » (21).

L'idée que la révolution libérale (démocratique-bourgeoise) a manqué à l'Italie sera un *leit-motiv*, tant du gramscisme ultérieur (*Cahiers*) que du « togliattisme ». Contentons-nous ici de noter l'apparition de ce thème caractéristique de cette vision, qui attribue le fait que le parlement perd le contrôle du gouvernement non au développement du

(20) *Il Grido del Popolo*, 2 mars 1918.

(21) *Il Grido del Popolo*, 31 août 1918.

régime bourgeois, mais à sa prétendue « immaturité » locale. Pour la Gauche au contraire, il était clair que le parlement n'a pas pour tâche — et moins que jamais dans la phase impérialiste — de diriger la « société civile » bourgeoise ; qu'il n'a même plus, à l'époque impérialiste, celle de représenter les « forces vives » du système, comme il a pu le faire jadis dans une mesure plus ou moins grande ; mais que sa fonction principale est maintenant de faire diversion et d'exorciser la lutte de classe.

Cet autre passage n'est pas moins significatif :

« Pour le prolétariat organisé, le devoir de s'éduquer est encore plus grand, le devoir de dégager de son regroupement le prestige nécessaire pour assumer la gestion sociale sans avoir à craindre des révoltes vendéennes qui détruisent les conquêtes du parti d'action [sic !] »

Gramsci reviendra lourdement sur cet aspect dans l'*Ordine Nuovo* du 20-3-1920, en polémique contre un camarade de Bologne. Celui-ci « a été sérieusement scandalisé en lisant que l'*Ordine Nuovo* avait publié l'opinion suivante : « si un moine, un curé, une religieuse, effectuent un travail quelconque d'utilité sociale, et donc sont des travailleurs, ils ont le droit d'être traités comme les autres travailleurs » et croit qu'il y a lieu de demander aux camarades de l'*Ordine Nuovo* si, en écrivant comme ils le font, ils ne donnent pas des raisons de soupçonner qu'il s'agit... de l'ordre nouveau des curés, des moines et des religieuses socialistes. » Gramsci lui demande :

« Quelle action pense-t-il que le pouvoir des soviets italiens devrait développer par rapport à Bergame, si la classe ouvrière de Bergame choisit comme représentants des curés, des moines, des religieuses ? Faudra-t-il mettre Bergame à feu et à sang ? Faudra-t-il extirper du sol italien la race des ouvriers et paysans qui suivent politiquement le drapeau du Parti Populaire à travers son aile gauche ? Les ouvriers communistes, non contents de devoir lutter contre la ruine économique que le capitalisme laissera en héritage à l'Etat ouvrier, non contents de devoir lutter contre la réaction bourgeoise, devront-ils aussi susciter en Italie une guerre de religion à côté de la guerre civile ? Et cela, même si une partie des catholiques, des curés, des moines, des religieuses, accepte le pouvoir des soviets, en demandant seulement la liberté du culte ? »

On se tromperait en pensant que Gramsci veut seulement dire que la religion ne peut (malheureusement !) être extirpée par les armes : il a une attitude conciliante par rapport à l'Eglise elle-même, cette puissance capitalistico-financière, cette organisation contre-révolutionnaire s'il en fut. Ici, il n'annonce pas seulement les accords futurs avec les « gauches populaires » mais il souhaite explicitement un *Concordat* « socialiste » :

« La question est très importante et mériterait d'être traitée largement et à fond. En tant que parti majoritaire de la classe ouvrière, en tant que parti de gouvernement du futur Etat ouvrier italien, le parti socialiste doit avoir une « opinion » en la matière, et devrait la diffuser parmi les masses prolétariennes qui, politiquement, suivent les cléricaux. En Italie, à Rome, il y a le Vatican, il y a le Pape : l'Etat libéral a dû trouver un système d'équilibre avec la puissance spirituelle [sic!] de l'Eglise : l'Etat prolétarien devra lui aussi trouver un système d'équilibre. »

Insistons encore une fois sur le fait que des déclarations de ce genre ne s'expliquent pas par le « provincialisme », mais que le diagnostic correct est : « antijacobinisme ». Effectivement, nous retrouvons des expressions tout à fait analogues chez des auteurs aussi peu suspects de sympathie... procatholique que Pannekoek et Lukacs, mais étroitement apparentés à Gramsci par l'immédiatisme spontanéiste. Tous ces gens font découler la révolution, et l'acte de l'insurrection lui-même, non pas de la mobilisation matérielle des masses par une crise du régime constitué et l'action de propagande et d'organisation du parti, mais d'une « prise de conscience » (semblable à celle d'une mayonnaise) des masses elles-mêmes, et sans ce *consentement universel* ils déclarent la révolution perdue (22).

La vérité est que les immédiatistes de droite comme ceux de gauche voudraient, par leurs capitulations *suivistes*, éviter une « lutte fratricide » entre « prolétaires » ou entre « opprimés » en général : le résultat, c'est qu'ils renvoient la révolution aux calendes grecques du consensus général, plus utopique encore que le piège de « l'acceptation consciente générale » dans lequel sont tombés même les spartakistes. Lénine affirme que la résistance de la bourgeoisie est *inévitabile* ; le phénomène des *Vendées* l'est tout autant, qu'elles soient d'origine petite-bourgeoise, qu'elles proviennent de l'aristocratie ouvrière ou de secteurs ouvriers arriérés. Dans *Terrorisme et Communisme* Trotsky rappelle que même dans la révolution double en Russie, et même dans sa première phase démocratique, *populaire*, le bloc avec les socialistes-révolutionnaires « de gauche » n'a pas tenu : il y a eu la révolte des S.R. de gauche, l'insurrection des bandes de Makhno, Kronstadt, etc. Au 3^e Congrès du P.O.S.D.R. déjà, tenu à Londres en 1905, Lénine avait annoncé : « Même pour nous emparer de Petersbourg et envoyer Nicolas II à la guillotine, nous nous trouverons devant un certain nombre de Vendées » ; et c'est bien ce qui s'est produit. En Occident la prise du pouvoir aurait été (et sera) *plus difficile*, à cause de l'« attachement de la classe ouvrière au régime bourgeois » dénoncé par

(22) Cf. en particulier, de Pannekoek : *Der neue Blanquismus* dans *Der Kommunist* de Brème, n° 27, 1920 ; de Lukacs : *Opportunismus und Putschismus* dans *Kommunismus*, Vienne, 1/32, 1920.

Trotsky (23) et — c'est dire la même chose autrement — les résistances à l'instauration de la dictature révolutionnaire auraient été (et seront) bien plus grandes qu'en Russie, même de la part des « opprimés ». Ces résistances, on ne peut y remédier par l'éducation et la propagande, et encore moins par des astuces pour obtenir la « majorité » arithmétique de la classe ouvrière comme celles qui s'imposeront, hélas, dans l'Internationale décadente.

Notons encore le retour insistant de certaines préoccupations : dans *Il Grido del Popolo* du 7-9-1918, Gramsci écrit que « la démocratie italienne est encore une « démagogie », puisqu'elle ne s'est pas constituée en une organisation hiérarchique, puisqu'elle n'obéit pas à une discipline idéale provenant d'un programme auquel on adhère librement » ; et le 14-9 il affirme que le Congrès du P.S.I. à Rome « a réaffirmé, au sein de l'organisation politique des travailleurs, le triomphe de la fraction intransigeante révolutionnaire, a réaffirmé au sein du Parti Socialiste italien le triomphe du socialisme [...]. Les socialistes ont montré qu'ils sont au sein de la nation italienne la force sociale la plus sensible aux appels de la raison et de l'histoire, qu'ils sont une aristocratie qui mérite d'assumer la gestion de la responsabilité sociale. » Les deux *leit-motifs* de l'ultérieure élaboration de Gramsci apparaissent donc clairement ici : prétendue absence d'une maturité démocratique en Italie — qui imposerait au prolétariat la tâche d'accomplir, dans cette aire géo-historique aussi, la révolution démocratique bourgeoise — et concept du parti comme force *nationale et populaire*.

Quant à la parenté entre l'immédiatisme « de droite » et « de gauche », on la voit par exemple dans cette déclaration :

(23) « Le prolétariat russe est pauvre en histoire et en traditions. Ce fait a sans aucun doute facilité sa préparation révolutionnaire pour la révolution d'Octobre. Mais il a rendu en même temps plus difficile sa tâche constructive après Octobre. A part leur couche supérieure, nos ouvriers sont dépourvus des connaissances et acquis culturels les plus élémentaires (propreté, maîtrise de la lecture et de l'écriture, ponctualité, etc.). L'ouvrier européen a lentement acquis ces habitudes au cours d'une longue période de domination bourgeoise ; c'est d'ailleurs pourquoi il est si étroitement lié — par sa couche supérieure — à l'ordre bourgeois, avec sa démocratie, sa presse capitaliste libre, et autres bienfaits. Notre ordre bourgeois très tardif n'a pu offrir au prolétariat de Russie presque aucun de ces bienfaits : c'est pourquoi le prolétariat de Russie a pu rompre plus facilement avec le système social bourgeois, et le renverser. Mais pour la même raison la grande majorité de notre prolétariat est obligée de recueillir et de s'approprier aujourd'hui seulement, c'est-à-dire déjà sur la base de l'Etat ouvrier socialiste, les acquis culturels rudimentaires. L'histoire ne donne rien gratis : lorsqu'elle consent un rabais dans le domaine politique, elle majore le prix dans le domaine culturel. » (Trotsky, *Problèmes de la vie quotidienne*, 1924, chapitre « On ne vit pas seulement de politique » ; traduit d'après le texte allemand.)

« L'Etat socialiste, et donc l'organisation de la collectivité après l'abolition de la propriété privée, ne continue pas l'Etat bourgeois, n'est pas une évolution de l'Etat capitaliste constitué des trois pouvoirs, exécutif, parlementaire et judiciaire, mais prolonge et développe systématiquement les organisations professionnelles et les unions locales que le prolétariat a déjà su susciter spontanément dans le régime individualiste [...]. L'agencement que l'Etat capitaliste a adopté en Angleterre est beaucoup plus proche du régime des soviets que ne veulent l'admettre nos bourgeois qui parlent d'"utopie léniniste"... »

Il n'y a pas loin du « corporatisme » spontaniste au « labourisme » le plus vulgaire ; il n'y a pas loin non plus du « socialisme » anarchisant à la De Paepe à l'antimarxisme à la De Man. Ce n'est pas un hasard si la Gauche communiste s'est forgée dans la lutte contre l'*immédiatisme* de tout acabit, de même que ses prédécesseurs et maîtres bolchéviks s'étaient affirmés en combattant résolument toutes les variétés de l'*économisme*.

La grande leçon du bolchévisme, c'est la primauté du parti. Même dans la Russie autocratique, où la lutte la plus élémentaire, une grève par exemple, prenait nécessairement le caractère d'un heurt direct avec les forces de l'Etat, Lénine a reconnu que le mouvement revendicatif ne pouvait dépasser les limites trade-unionistes et donc politiquement bourgeoises. A plus forte raison en était-il ainsi dans des pays comme l'Angleterre ou même l'Italie de Giolitti, châtée par des décennies de « socialisme évangélique ». En Occident, où de vieilles traditions parlementaristes et labouristes pèsent sur le mouvement revendicatif, la primauté du parti est donc *encore plus impérieuse*, et la Gauche le répètera avec insistance par la suite.

En montrant que le bolchévisme est *une plante de tous les climats*, la Gauche affirmera que, s'il a dû se débarrasser de tout résidu *populiste* sur le terrain par excellence des mouvements *populaires* qu'est une révolution bourgeoise encore à faire ; si, même là, il a dû repousser toute espèce de coalition avec les partis dits apparentés ; s'il a dû prendre seul le pouvoir en main pour accomplir sur le plan économique les tâches purement démocratiques et pour défendre physiquement la révolution, l'intransigeance révolutionnaire (24) aurait

(24) A propos de la légende qui présente Lénine comme un « grand opportuniste », voir le discours commémoratif de A. Bordiga, *Lénine sur le chemin de la révolution* (Rome, 1924) publié dans le n° 12 de cette revue, et notre brochure sur la *Maladie infantile*. Citons aussi ce passage de Trotsky (dans sa *Critique des thèses fondamentales du projet de programme de l'I.C.*, de juin 1928), passage qui est cependant loin d'encadrer de façon complète le problème des rapports entre stratégie et tactique :

« Ce n'est pas la souplesse qui fut la caractéristique fondamentale du bolchévisme (pas plus qu'elle ne doit l'être à présent), mais sa *fermeté d'airain*. C'est précisément cette qualité — dont il fut légitimement fier — que ses ennemis et

été (et sera) d'autant plus nécessaire en Occident que s'y heurtent plus directement révolution communiste et conservation capitaliste et que, comme le disait Lénine, le pouvoir y est plus difficile à prendre.

Cette intransigeance révolutionnaire ne se traduit pas par une atténuation des leçons d'Octobre, mais par leur *accentuation* et l'insistance sur le caractère indispensable du parti, cet instrument programmatique, stratégique, tactique et organisatif, sans la préparation duquel tout désir « révolutionnaire » n'est qu'une déclamation *maximaliste* creuse.

La suite de ce chapitre, accompagnée de larges extraits de textes de l'époque, paraîtra dans les prochains numéros de cette revue et traitera de :

- « L'Ordine Nuovo » et l'idéologie conseilliste ;
- Parti et « préparation révolutionnaire » dans l'ordinovisme.

adversaires lui reprochaient. Non pas « optimisme » béat, mais intransigeance, vigilance, défiance révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance : voilà les traits essentiels du bolchévisme. C'est par là que doivent commencer les partis communistes d'Occident et d'Orient.»

Inutile de dire que, en Orient comme en Occident, les partis communistes auraient dû se placer sur cette voie — celle du 1903 bolchévik — bien avant 1928. Mais seule tenta de le faire la direction « de gauche » du P.C. d'Italie, mise en place « trop tard » et éliminée « trop tôt ». C'est pourquoi son éviction a entraîné l'étouffement de la seule étincelle de *bolchévisme* authentique, d'un *communisme européen* qui ne soit pas une farce.

Vérité et mensonge dans la constitution cubaine

Si Fidel Castro et son parti s'étaient proclamés les auteurs d'une révolution démocratique bourgeoise relativement conséquente (*relativement* seulement, nous verrons pourquoi) et, envisagée dans le cadre géographique et historique où elle s'est déroulée, indiscutablement avancée, nous leur tirerions un grand coup de chapeau. Ils ont bravé l'impérialisme U.S., fût-ce pour se mettre ensuite à la remorque de l'impérialisme russe, et il serait stupide de nier qu'ils ont donné un rythme intensif et novateur à la transformation dans un sens pleinement capitaliste de structures économiques et sociales archaïques, et donc au développement des forces productives de leur pays, ex-chasse gardée du grand capital étranger. L'ennui est que tout ce travail est présenté, non pas pour ce qu'il est, c'est-à-dire une œuvre *démocratique-bourgeoise* poussée jusqu'à un point à coup sûr inhabituel en Amérique Latine, mais comme une œuvre d'« édification du socialisme ». Sans pudeur, on fait passer ces structures économiques et sociales pour « socialistes », en jouant sur l'épouvantable confusion semée par la social-démocratie, puis par le stalinisme, sur l'ABC même de la doctrine marxiste.

La Constitution cubaine approuvée par référendum le 15 février et entrée en vigueur le 24 s'ouvre sur un préambule archi-patriotique, qui rattache à juste titre la révolution cubaine aux traditions nationales de lutte pour l'indépendance contre la pression suffocante de l'impérialisme. Puis, non contente de définir la République (art. 1^{er} du chapitre I) comme « un Etat *socialiste* d'ouvriers, de paysans et d'autres [?!] travailleurs manuels et intellectuels », elle proclame carrément que « la Constitution et les lois de l'Etat socialiste sont l'*expression juridique des rapports socialistes de production* » (art. 9).

Si le marxisme a encore un sens (et nous pensons qu'il l'a *plus que jamais*), une affirmation de ce genre présupposerait, selon la *Critique du programme de Gotha* et l'*Etat et la Révolution* de Lénine qui en est le prolongement naturel, qu'à Cuba, un régime de *dictature du prolétariat* a déjà opéré la « *transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste* ». Or cette transformation ne peut advenir sans une série d'*interventions despotiques dans le droit de propriété et dans les rapports bourgeois de production*, dont le *Manifeste du Parti commu-*

niste de 1848 dit qu'elles « apparaissent économiquement insuffisantes et insoutenables, mais [...], dans le cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes, et sont indispensables comme moyens pour révolutionner le mode de production tout entier ». La première de ces mesures est l'« expropriation de la propriété foncière et l'utilisation de la rente foncière pour les dépenses de l'Etat » (1). La neuvième est l'« unification du travail agricole et du travail industriel, mesures tendant à faire disparaître graduellement l'opposition entre la ville et la campagne », qui n'est justement possible qu'à travers l'exploitation de l'entreprise agricole « sur une grande échelle » et dans le cadre d'un « plan commun » dans les domaines industriel et agricole.

D'autre part, une fois finie la période révolutionnaire de dépassement de la dictature du prolétariat, dans la société socialiste fondée sur la propriété commune des moyens de production, « les producteurs n'échangent plus leurs produits », « le travail transformé en produits n'apparaît plus comme valeur de ces produits », les produits ne sont donc plus des marchandises, et —

dans le communisme inférieur — le producteur reçoit bien de la société l'équivalent de ce qu'il lui a donné, « sa quantité individuelle de travail », mais il le reçoit *non pas sous la forme de monnaie échangeable contre des marchandises et accumulable*, mais sous la forme d'« un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs), et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation une quantité correspondant au coût de son travail » (Marx, *Critique du programme de Gotha* § 3). Ce n'est que dans le communisme supérieur qu'il donnera « selon ses capacités » et recevra « selon ses besoins » : cependant, le bon de travail *n'est plus de la monnaie, et ne peut*, en tant que tel, faire l'objet d'une accumulation.

Or, la Constitution cubaine 1°) ne reflète nullement des rapports de production socialistes, puisqu'elle implique un mode de production mercantile, monétaire, qui n'est pas basé sur la propriété commune des moyens de production (propriété signifiant ici, chez Marx, possession), sur l'abolition de l'échange entre les producteurs individuels, sur la disparition de la catégorie de la valeur aussi bien pour les produits que pour la force de travail qui les produit, ni sur le dépassement de l'opposition entre la ville et la campagne ; 2°) elle ne reflète même pas le stade politique de transition du capitalisme au socialisme (dictature du prolétariat), pour la bonne raison (entre autres) qu'elle sanctionne la permanence de la petite propriété et de la petite entreprise, n'atteignant même pas ainsi le niveau bourgeois de la nationalisation de la terre. Mis à part le fait que le socialisme ne connaîtra pas de charte de ce genre parce qu'il ne connaîtra pas d'Etat, c'est là la charte constitutionnelle d'une

(1) Ces revendications, qui ne sont pas socialistes parce qu'elles sont en théorie réalisables sans détruire à la base le mode de production capitaliste, mais qui tendent vers le socialisme et en sont la prémisses indispensable, spécifiaient selon Marx et Engels pour l'Allemagne encore en partie féodale de 1848, que sur les terres « transformées en propriété d'Etat [...] sera organisée la culture à grande échelle, avec les moyens scientifiques les plus modernes, dans l'intérêt de la collectivité » (Engels, *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes*, 1885), en dépassant donc le type de propriété et d'exploitation du petit paysan.

révolution bourgeoise qui n'est même pas conséquente.

Voyons-en les articles les plus significatifs. Dans la République cubaine, dit l'article 14 (chapitre I), «*règne un système économique socialiste fondé sur la propriété socialiste des moyens de production par le peuple tout entier*». Juste après (art. 15), elle ajoute cependant que «*la propriété d'Etat socialiste* [curieux «*socialisme*» dans lequel existent et Propriété et Etat !], *qui est la propriété du peuple tout entier*», s'exerce de façon irréversible, d'abord sur «*les terres qui n'appartiennent pas aux petits agriculteurs et aux coopératives formées par ceux-ci*», puis sur le sous-sol, les mines, etc., et sur toute une série d'entreprises industrielles, bancaires, commerciales, et de fermes nationalisées (pas toutes, donc, même dans l'industrie!) : ce sera donc — admettons-le — «*la propriété du peuple tout entier*», mais pour la plus grande part la propriété ou bien d'*artisans* ou de petits entrepreneurs, ou bien (et surtout) de familles paysannes individuelles, et elle n'est «*du peuple*» que parce que ces derniers appartiennent évidemment «*au peuple*». Et, effectivement, selon l'article 20, «*l'Etat reconnaît la propriété des petits agriculteurs sur leurs terres et sur les autres moyens et instruments de production*», sans oublier «*le droit de vendre leurs terres*» (art. 21), «*la propriété personnelle sur les recettes et l'épargne provenant de leur travail* [recettes donc tirées de l'échange de marchandises produites contre leur équivalent monétaire ; épargne, c'est-à-dire argent et non bon de travail], la propriété personnelle de l'*habitation* lorsqu'elle est possédée à juste titre et [...] la propriété des moyens et instruments de travail personnel et familial qui ne sont pas utilisés pour exploiter le travail d'autrui», ainsi que «*le droit d'héritage sur*

l'habitation et sur les autres biens de propriété personnelle» (art. 22 et 24).

Qui s'étonnera donc que, dans ce «*socialisme*» basé sur la petite exploitation paysanne propriétaire de sa terre et de ses instruments de travail, ou sur des coopératives de paysans également *propriétaires* des mêmes biens, le bien suprême soit l'unité familiale, *cette «entreprise» typique de la société bourgeoise*? «*L'Etat, lit-on à l'article 34, protège la famille et le mariage*». Et comme petite entreprise, famille, mariage, propriété individuelle et familiale, trouvent leur prolongement nécessaire dans la foi en la Providence et le Bon Dieu, le même Etat qui proclamait fonder «*la politique éducative et culturelle*» des citoyens sur «*la conception scientifique du monde élaborée et développée par le marxisme-léninisme*» (une conception si bien assimilée par les dirigeants cubains qu'ils sanctionnent comme «*rapports de production socialistes*» la propriété privée de la terre, des instruments de production, et des produits vendables et effectivement vendus sur le marché!) — ce même Etat «*reconnait et garantit*» dans le même temps le droit de chacun à «*professer toute foi religieuse et à pratiquer, dans le respect de la loi, le culte qu'il préfère*», pratique qui prend place, évidemment, dans autant d'Eglises admises et protégées par l'Etat et par son... «*socialisme*» (art. 54).

Mais, dira-t-on, la propriété des mines, des eaux, des grandes usines industrielles, des exploitations prises par expropriation aux latifundistes, tout cela est pourtant propriété d'Etat? Oui, mais la propriété d'Etat des moyens de production n'est pas *en soi* un signe que l'on est sorti des rapports de production capitalistes; le fait même de parler de *propriété* et

d'Etat suffirait à lui seul, toute autre considération sur l'existence de la marchandise, du salaire, de la monnaie, de la production par entreprise, etc., mise à part, à *infirmier l'existence du socialisme*. Cette propriété non pas collective et sociale mais d'Etat, est en fait pleinement compatible avec le capitalisme ; quant à l'existence de la propriété privée de la terre, — même si elle est individuelle et familiale et exclut les rapports de fermage, de métayage et autres — et de la propriété privée des moyens de production utilisés pour la travailler, elle signifie que la révolution démocratique-bourgeoise à Cuba est restée *en deçà* d'une transformation radicale du régime agraire traditionnel qu'une révolution de ce type pourrait ou aurait pu *en théorie* mener à terme, en réalisant *au moins* la nationalisation du sol — mesure dont Lénine n'a jamais caché le caractère bourgeois, bien qu'elle soit, en tant que telle, une *prémisse nécessaire* d'un passage *ultérieur* au socialisme. Une révolution bourgeoise restée à mi-chemin, comme toutes les révolutions bourgeoises qui n'ont pas été conduites jusqu'au bout par le prolétariat à la tête des paysans : voilà ce qui se reflète et s'exprime dans la Constitution cubaine et dans ses pompeux articles !

Que, dans ce cadre, le parti de

Fidel ait réalisé des réformes aptes à promouvoir « la pleine dignité de l'être humain » au sens où l'entendent les bourgeois radicaux, et à « élever la dignité de la patrie et du Cubain à un niveau supérieur », en sanctionnant des droits que peu de révolutions démocratiques récentes ont introduit dans la famille et dans l'Etat, nous ne songeons pas un instant à le nier, pas plus que nous ne contestons la respectabilité de telles transformations. L'imbroglio naît de la tentative de faire passer tout cela pour du *socialisme*, pour des *rapports de production socialistes*, et pour des lois et des articles de constitution *reflétant ces rapports*.

C'est le grand imbroglio du siècle, à Cuba comme en Chine, en U.R.S.S. (qui n'est plus « avancée » que parce qu'elle a derrière elle une révolution *politiquement* socialiste, bien qu'étranglée et assassinée par la suite) comme au Vietnam : l'imbroglio d'un socialisme qui, tel qu'il est défini, pourrait aussi bien devenir le drapeau du Shah d'Iran ou du roi du Maroc, aux applaudissements des Brejnev, des Mao et des Marchais.

C'est l'imbroglio que Marx a *démoli par avance* dans la *Critique du programme de Gotha*, Engels dans l'*Anti-Dühring*, Lénine dans *L'Etat et la révolution*.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 32 F - 320 FB - 4.800 Lires - 20 FS - 200 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 250 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 4.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 4 F - 40 FB - 600 Lires - 2,50 FS
Abonnement annuel : 16 F - 160 FB - 2.400 Lires - 10 FS